



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 19 AVRIL 1924

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 19TH APRIL, 1924

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la *Gazette officielle* voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: l'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction 50c par 100 mots.

Gazette officielle, par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat couvrant à peu près le montant de l'annonce est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication,

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette* will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

Official Gazette, 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only, are strictly payable in advance by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication.

qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette Officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
Ls-A. PROULX.

Hôtel du gouvernement.

1585

which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription, of \$7 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

Ls-A. PROULX,
King's Printer.

Government House.

1586

Lettres patentes

"Atlantic Lumber Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour de février 1924, constituant en corporation: Wilfrid Lamothe, Antoine-A. de Varennes, Léo Renid, marchands, Marguerite Gauthier, Jeanne Paquette, filles majeures, sténographes, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Construire, acheter, louer ou autrement acquérir, se procurer, posséder, maintenir, opérer et administrer des pouvoirs d'eau et des ateliers, des parcelles de terrain, forêts, des limites forestières, des usines pour la manufacture de toutes sortes de produits du bois, de structures, constructions, bâtisses, boutiques, magasins, ateliers, appareils, moulins, machineries, équipements d'ateliers de toute nature et de toutes sortes que la compagnie jugerait nécessaires ou requis en rapport avec la construction, la manufacture, l'entretien, la mise en opération et l'administration, le renouvellement ou la réparation des propriétés de la compagnie, de ses entreprises, accessoires, lots riverains, docks, quais, bassins, plans inclinés, havres et ports, terminaux et autres facilités et commodités et privilèges de toute description;

Faire le commerce en gros et en détail d'acheter et vendre et trafiquer de bois de construction, bois marchand, charbon, bois, grain, foin et toutes autres sortes de matériaux utilisés dans la construction;

Exercer une agence générale comprenant, sans préjudice pour les affaires ci-dessus, le commerce d'agents d'immeuble, agents pour vendre, louer, acheter des limites à bois, et pour toute autre propriété mobilière ou immobilière que cette compagnie est autorisée à négocier;

Bâtir des édifices, des bâtisses et des maisons, et en disposer et les louer sous tels termes et conditions que la compagnie jugerait raisonnables;

Agir comme contracteurs pour la construction

Letters patent

"Atlantic Lumber Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of February, 1924, incorporating: Wilfrid Lamothe, Antoine A. de Varennes, Leo Renid, salesmen, Marguerite Gauthier, Jeanne Paquette, *filles majeures*, stenographers, all of Montreal, for the following purposes:

To construct, purchase, lease or otherwise acquire, charter, own, maintain, operate and manage water power falls and plants, tracts of land, forests, timber limits, manufacturing plants for the manufacture of all kinds of products made out of wood, structures, erections, buildings, shops, stores, works, appliances, mills, machinery, plant equipment of every nature and kind deemed by the company necessary or required for in connection with construction, manufacture, maintenance, operation, management, renewal or repair of the company's works, undertakings, appliances, water lots, docks, wharves, basins, slips, harbour and port works and terminal and other facilities, easements and privileges of every description;

To carry on the wholesale and retail business of buying and selling and dealing in lumber, wood, coal, grain, hay and all other kinds of material used in building and construction;

To carry on a general agency business, including, without in any way detracting from the generality of the foregoing, the business of real estate agents, agents for the selling, leasing, buying of lumber limits and for all other movables and immovables in which this company is capable of dealing;

To build structures, buildings and houses and dispose them and lease them away on terms and conditions as this company may seem fit;

To act as contractors for the building of any

de toutes bâtisses, maisons ou tous autres édifices quelconques pour toute autre personne, compagnie, corporation et, pour garantir l'exécution de leurs contrats, enregistrer les contrats de constructeurs conformément à la loi;

Faire toute affaire se rapportant à l'usage et à la jouissance pleine et entière des œuvres et facilités autorisées par les présentes ou que la compagnie jugerait susceptibles d'être exercées conjointement avec ou supposées devoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur de la propriété ou les droits de la compagnie;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de la propriété, des propriétés ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement des marques et des noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité ou illimité d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement ou disposer de tous les biens mobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, des valeurs, des bons, débentures pour en payer le prix d'achat;

Promouvoir ou autrement devenir actionnaire dans toute compagnie ou compagnies aux fins d'acquérir toutes ou chacune des propriétés et responsabilités de la compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleraient susceptibles de favoriser la compagnie directement ou indirectement, et garantir le paiement du principal et les dividendes et les intérêts sur les actions, le stock, les bons, débentures et autres valeurs de l'exécution de contrats de telles compagnies;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour autres fins avec toute personne, société ou association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'entreprendre, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, parts et sûretés ou aider autrement ces dites personnes, société, association ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association, compagnie semblable, et les

structures, houses or any other buildings whatsoever for any other person, company, corporation and for the security of their contracts, to register builder's liens as and in accordance with law;

To carry on any business incidental to the full and complete use and enjoyment of the works and facilities herein authorized or which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection therewith or calculated directly or indirectly to enhance the value of and render profitable any of the company's properties or rights;

To carry on any business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks or trade names, patents, licenses or concessions and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, sell, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire or dispose of any movable or immovable property and any rights or privileges which the company may think profitable or convenient, not necessarily for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid-up shares, stocks, bonds, debentures for the payment of purchase price thereof;

To promote or otherwise become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, partnership, association or company carrying or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction, which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person, partnership, or association or company, and to take or otherwise acquire shares, or securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal

vendre, les détenir, les rémettre, avec ou sans *with the same;*
garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir et détenir des actions, parts ou autres valeurs, dans aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou qui exerce aucun commerce propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges que tout gouvernement ou autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'exercer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur et affecter les actions quelconques de la compagnie, ses obligations et son actif pour en payer les frais et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débetures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute personne, firme, compagnie ou corporation, et leur aider au moyen de boni, prêts, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs, ou autrement avec lesquels la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir, l'exécution de contrats par toutes telles firme, compagnie ou corporation;

Investir et disposer des deniers disponibles de la compagnie de telle manière que, de temps en temps, la compagnie pourrait déterminer;

Distribuer, en espèces ou autrement, aucunes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement aucunes actions, bons, débetures ou autres valeurs reçues comme prix de la vente de la totalité ou d'aucune partie de la propriété de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie constituée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la présente corporation;

Se consolider ou s'amalgamer avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

Vendre, louer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie du commerce, de la propriété ou des entreprises de la compagnie, moyennant le prix que la corporation estimera convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont entièrement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie comme garantie de

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of them;

To apply for, secure, acquire by assignment or transfer, purchase or otherwise, and to carry out or exercise and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges with any government or authority or any corporation, or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in or contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise any person, firm, company or corporation, with whom the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such firm, company or corporation;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute in specie or otherwise any assets of the company among its members, and in particular any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company or the shares, bonds, debentures or other securities of any company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property, rights or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay for same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the pur-

toutes obligations, débentures, actions hypothécaires ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Prêter de l'argent à toute personne, corporation ou compagnie et prendre, comme sûreté, toute forme de garantie permise par la loi;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes telles choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Atlantic Lumber Company, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000) divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1829

C. J. SIMARD.

"Capitol Lunch Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de février 1924, constituant en corporation: George Grivakis, Harry Grivakis, tous deux restaurateurs, Léopold Chauret, voyageur de commerce, Léopold Dussault, commis, et Irénée-Antoine Amyot, agent d'assurance, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acquérir au moyen de baux ou autrement et maintenir à Montréal ou ailleurs des restaurants, des cafés ou salles à manger publiques, des pensions, logements pour l'accommodation du et au bénéfice du public, et, en rapport avec ceux, entretenir des restaurants, comptoirs et servir des rafraichissements et des breuvages permis par la loi, de même que des cigares, des cigarettes et du tabac;

Construire, acquérir, louer ou autrement posséder des propriétés mobilières et immobilières pour les fins dudit commerce, exercer et conduire toutes autres industries ou tout commerce se rapportant directement ou indirectement aux objets ci-dessus;

Construire, ériger des bâtisses que la compagnie croirait nécessaires et désirables, les agrandir, les meubler avec un mobilier convenable, et installer des buffets et des chambres à coucher pour accommoder le public et pour l'usage et au bénéfice du personnel et des employés de la compagnie;

S'associer, s'unir à toute autre corporation ou individu exerçant le commerce, et aussi acquérir des intérêts et des actions dans lesdites corporations ou avec telles personnes, ou prendre des intérêts dans lesdites entreprises, et émettre des actions, des bons ou autres valeurs de la compagnie ou les vendre pour tel prix et considérations jugés convenables, pourvu que chaque engagement ou autres obligations ou valeurs soient vendus pour une somme d'au moins \$1,000;

Engager ou donner en garantie les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, ou

pose of securing any money borrowed by the company for its purposes or any obligations whatsoever which the company may contract, or any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue;

To lend money to any person, corporation or company and to take for security any form of guarantee permitted by law;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "Atlantic Lumber Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Capitol Lunch Company, Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of February, 1924, incorporating: George Grivakis, Harry Grivakis, both restaurant keepers, Léopold Chauret, commercial traveller, Léopold Dussault, clerk, and Irénée Antoine Amyot, insurance agent, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by lease or otherwise and maintain at Montreal or elsewhere, restaurants, cafés or public eating parlors, boarding houses, lodgings for the accommodation and for the public benefit and to keep in connection with same restaurant stalls and to serve refreshment and beverages allowed by law and also cigars, cigarettes and tobaccos;

To build, acquire, rent or otherwise possess movable or immovable properties for the ends of said trade, to exercise and carry on all other industries or trade relating directly or indirectly with said aforementioned objects;

To build, erect buildings that the company will think necessary or desirable, to enlarge them, to furnish them with moveable effects convenient, and to establish eating stalls and bed-rooms to receive the public and for the use and benefit of the personal of the company and its employees;

To blend together, to unite with all other corporations or persons carrying on the trade and also to acquire interests or shares in said corporations or persons or to take interests in the said trades and to issue shares, bonds, or other values of the company or to sell them for the prices and amounts judged convenient, provided each bond or other obligations or values be sold for a sum of at least \$1,000.00 ;

To mortgage or give in security the immovable or movable properties of the company or

donner ces deux espèces de garantie pour assurer les montants desdites actions ou obligations ou autres valeurs, dettes ou emprunts d'argent faits pour les objets de ladite compagnie;

Payer les services rendus à la compagnie ou tous autres achats de la compagnie, en actions ou en argent comptant, ou, pour une partie, en argent comptant;

Obtenir, si c'est possible, et exploiter une licence pour la vente du vin et de la bière et autres breuvages, conformément aux stipulations de la Loi des Liqueurs de la Province de Québec, ou en vertu de toute autre loi l'amendant ou la remplaçant;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, trafiquer de, et faire le commerce de toutes sortes de produits, denrées et marchandises;

Bâtir, construire, ériger, acheter, louer, prendre à bail ou autrement se procurer tous terrains, tous édifices, bureaux, boutiques, ateliers, machinerie ou autres choses nécessaires ou utiles aux fins de réaliser les objets de la compagnie;

Exercer toute autre affaire, soit manufacturière ou autre, que la compagnie jugera convenable d'exercer, en rapport avec ce que ci-dessus mentionné ou qui semblera devoir, directement ou indirectement, augmenter la valeur ou rendre profitables toutes les propriétés ou droits de la compagnie;

Acquérir par achat, souscription ou autrement et détenir comme un placement, vendre, céder, transférer ou autrement disposer de toutes obligations, débiteures ou autres sûretés ou preuves de dettes, ou toutes parts du capital-actions, créées ou émises par toute autre compagnie ou association semblable; comme détenteurs de tel capital, obligations, débiteures ou autres sûretés, exercer tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires, incluant le droit de voter sur iceux;

Former, promouvoir et aider financièrement ou autrement des compagnies, syndicats et associations poursuivant des fins semblables à celles de cette compagnie, et donner toute garantie légale à leur sujet ou autrement pour le paiement de deniers ou pour l'exécution de toutes obligations ou engagements;

S'unir à toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie, ou acheter, louer ou autrement acquérir toute affaire totalement ou partiellement semblable, par son caractère et son objet, à chacune des fins de cette compagnie;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie des entreprises de la compagnie pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, obligations, débiteures d'aucune autre compagnie;

Distribuer aux actionnaires toute propriété de la compagnie, en espèces;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables et transférables;

Payer tous frais, charges ou dépenses préliminaires ou incidentes à, ou encourus en rapport avec la promotion, l'organisation, la formation, l'établissement, l'enregistrement et l'incorporation de la compagnie;

Faire tous actes et exercer tous pouvoirs et exécuter toute affaire se rapportant à la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et nécessaires pour permettre à la compagnie de conduire son entreprise de manière profitable;

to give these two species of guarantee to assure the amounts of said shares or obligations or other values and debts or loans of sums of money made for the objects of the said company;

To pay for services rendered to the company or all other purchases of the company in shares or in ready money or in part ready money;

To obtain, if possible, and exploit a license for the sale of wines or of beers and other beverages according to the provisions of the law of alcoholic liquors of the Province of Quebec or in virtue of another law amending or replacing it;

To manufacture, import, export, purchase, sell, trade and deal in all kinds of goods, wares and merchandise;

To build, construct, erect, purchase, lease, hire or otherwise provide any land, buildings, offices, workshops, plant, machinery, or other things necessary or useful for the purposes of carrying out the objects of the company;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, subscription or otherwise, and to hold as an investment, sell, assign, transfer or otherwise dispose of any bonds, debentures or other securities or evidence of indebtedness or any shares of capital stock, created or issued by any other similar corporation or association, and while owner of such stock, bonds, debentures or other securities, to exercise all the rights, powers and privileges of ownership, including the right to vote thereon;

To form, promote and assist financially or otherwise companies, syndicates and associations having objects similar to those of this company, and to give any lawful guarantee in connection with same or otherwise for the payment of money or for the performance of any obligation or undertaking;

To amalgamate with any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, or to purchase, lease or otherwise acquire any business in whole or in part similar in character and objects to any of the business of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and assets of the company or any part thereof for such consideration as the company may deem fit, including shares, bonds, debentures and other securities of any company;

To distribute any of the property of the company in species among the shareholders;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warehouse receipts, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To pay all or any costs, charges or expenses preliminary or incidental to, or incurred in connection with the promotion, organization, formation, establishment, registration and incorporation of the company;

To do all acts and exercise all powers and carry on all business incidental to the due carrying out of the objects for which the company is incorporated and necessary to enable the company profitably to carry on its undertaking;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents ou procureurs, sous le nom de "Capitol Lunch Company, Limited", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille (\$99,000.00) piastres, divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1831 C.-J. SIMARD.

"Churchill Press, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuvième jour de février 1924, constituant en corporation: William Bridges Scott, Adrian Knatchbull-Hugessen, avocats, et James Geary Cartwright, gérant, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Acheter et acquérir la totalité ou toute partie du commerce (comprenant l'achalandage) ci-devant exercé dans la cité de Montréal par Douglas Churchill, sous les noms et titres de "The Churchill Press";

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et trafiquer de toutes sortes de produits, denrées et marchandises, et faire affaires comme libraires, imprimeurs, lithograpeurs, stéréotypers, graveurs, relieurs, manufacturiers de livres de comptes, fabricants de papier, éditeurs et marchands de ou manufacturiers de tous autres articles ou choses de même nature ou analogues aux choses ci-dessus, ou de quelques-unes d'entre elles ou s'y rapportant de quelque manière;

Exercer tout autre commerce que la compagnie croirait susceptible d'être exercé convenablement conjointement avec toute affaire que la compagnie est autorisée à exercer, ou que la compagnie jugerait susceptible de favoriser ses intérêts directement ou indirectement, ou d'augmenter la valeur de, ou de rendre profitable aucune de ses propriétés ou de ses droits;

Acheter la totalité ou aucune partie, comprenant la clientèle, du commerce ou de l'entreprise, ou de la propriété, ou des biens réels ou personnels, mobiliers ou immobiliers, des brevets, droits, réclamations, privilèges, concessions, contrats ou autres avantages de toute compagnie, personne ou personnes exerçant un commerce semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, ou un commerce semblable, ou possédant de la propriété convenant à ses fins, et les payer totalement ou partiellement en bons, débentures ou en actions totalement acquittées et non transférables du capital-actions de la compagnie, et assumer les responsabilités de toute telle compagnie, personne ou personnes;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, au risque mutuel, à la concession réciproque avec aucune personne ou compagnie exerçant, se livrant à, sur le point d'exercer ou de se livrer à aucun commerce ou genre d'affaires ou transaction que la présente compagnie peut exercer ou propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi prêter de l'argent, garantir les obligations, ou autrement aider aucune telle personne, personnes ou compagnie;

To do all or any of the above things as principals, agents or attorneys, under the name of "Capitol Lunch Company, Limited", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of February, 1924.

C.-J. SIMARD,
1832 Assistant Provincial Secretary.

"Churchill Press, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty ninth day of February, 1924, incorporating: William Bridges Scott, Adrian Knatchbull-Hugessen, advocates, and James Geary Cartwright, manager, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase and acquire all or any part of the business (including its goodwill) heretofore carried on in the city of Montreal by Douglas Churchill under the name and style of "The Churchill Press";

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in all kinds of goods, wares and merchandise, and to carry on business as stationers, printers, lithographers, stereotypers, engravers, book binders, manufacturers of account books, paper makers, publishers and dealers in or manufacturers of any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing or any of them or connected therewith;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any business which the company is authorized to carry on, or which may seem to the company calculated directly or indirectly to benefit the company, or to enhance the value of or render profitable any of the company's properties or rights;

To purchase all or any part, including the goodwill, of the business or undertaking or the property or assets, real or personal, movable or immovable, patents, rights, claims, privileges, concessions, contracts or other advantages of any company, person or persons carrying on any business which this company is authorized to carry on or any business similar thereto, or possessing any property suitable for the purposes thereof, and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non assessable shares of the capital stock of the company, and to assume the liabilities of any such company, person or persons;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing profits, union of interest, joint adventure, reciprocal concession or co-operation with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to subsidize, guarantee the obligations of or otherwise assist any such company, person or persons;

Acheter et acquérir et posséder, détenir, vendre et re-émettre des actions, débentures, obligations et autres valeurs de toute compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent, parts, bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et garantir le paiement du principal de, ou des dividendes ou de l'intérêt sur telles actions, bons, débentures ou autres valeurs, et, comme possesseurs de toutes telles actions du capital, bons, valeurs ou autres obligations, exercer chacun ou tout pouvoir de voter sur ceux par ses officiers dûment autorisés ou par un procureur dûment nommé, et administrer la propriété, les franchises, les entreprises et les affaires de toute corporation dont quelques-unes des actions, des bons, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, pour telle rémunération qui sera jugée raisonnable et suffisante;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences et choses semblables conférant aucun droit limité, exclusif ou non exclusif, à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtra susceptible de servir à aucuns objets de la compagnie ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Faire des arrangements avec tout gouvernement, toutes autorités supérieures, municipales, locales ou autres, qui sembleraient devoir favoriser les objets de la compagnie, ou quelques-uns d'entre eux, et obtenir du gouvernement ou de telles autorités, tous droits, privilèges et concessions que la compagnie jugerait désirable d'obtenir et conduire, exercer et se conformer à tous tels arrangements, droits, privilèges et concessions;

Vendre, louer ou disposer de la propriété, droits, franchises et entreprises de la compagnie ou de quelques parties d'iceux, comprenant sa clientèle moyennant le prix que la compagnie estimera convenable et spécialement pour des actions, privilégiées ou ordinaires, débentures ou obligations d'aucune autre compagnie, personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, ou dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente corporation;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour toute personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations ou autres valeurs ou autrement; garantir aussi l'exécution des contrats par aucune personne, compagnie ou corporation;

Placer les fonds disponibles de la compagnie de telle manière qui, de temps en temps, pourrait être fixée;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie, en espèces, toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes parts, débentures et valeurs d'autres compagnies ou corporations, ou tous bons, débentures, ou valeurs d'une municipalité ou d'un gouvernement appartenant à la compagnie ou dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Faire toutes ou chacune des choses autorisées, soit seuls ou conjointement avec d'autres, ou comme facteurs ou agents, sous le nom de "Churchill Press Limited", avec un capital total de vingt mille (\$20,000.00) piastres, divisé en

To purchase and acquire and to own, hold, sell and re-issue shares, debentures, bonds and other securities of any company or corporation, and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds, debentures or other securities of the company, and to guarantee the payment of the principal of or dividends and interest on such shares, bonds, debentures or other securities and while the owner of any such shares of stock, bonds, securities or other obligations, to exercise any and all voting powers thereon by its duly authorized officers or by a proxy duly appointed and to manage the property, franchises, undertakings and business of any corporation, any of whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company for such remuneration as may be deemed reasonable and proper;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop, grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the rights and information so acquired;

To enter into any agreement with any government or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, which may seem conducive to the fulfilment of the objects of the company or any part thereof, and to obtain from such government or authority, any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company including the good-will thereof, or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds or other securities or otherwise, any other company, corporation, person or persons with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, person or persons;

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities in any other company or corporation or any municipal or governmental bonds, debentures or securities belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To do all or any of the matters hereby authorized either alone or in conjunction with others or as factors or agents, under the name of "Churchill Press, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00),

deux cents parts (200) de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-neuvième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1833 C.-J. SIMARD.

divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company, will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty ninth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1834 Assistant Provincial Secretary.

**"Compagnie de Terrains Vinet, Limitée—
The Vinet Land Company, Limited"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de mars 1924, constituant en corporation: Bernard Bourdon, avocat, Alcide Dupras, étudiant en droit, de la cité de Montréal, Philippe Lamarre, avocat, de la cité de Longueuil, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme agents d'immeubles, propriétaires d'immeubles, incluant des terrains, des bâtisses et leurs améliorations, comme agents d'assurance et courtiers d'assurance;

Acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre ou autrement céder des terrains, des bâtisses ou autres propriétés, meubles ou immeubles, ou des intérêts dans iceux et généralement transiger de toutes façons sur des propriétés;

Développer, améliorer et exploiter tous terrains appartenant à la compagnie ou dans lesquels elle pourra avoir des intérêts, transformer ces propriétés en rues, ruelles, subdivisions ou autrement et ériger des maisons, des églises, des écoles ou toutes autres constructions sur les propriétés appartenant à la compagnie ou sur partie d'icelles ou sur toutes autres propriétés, avec le consentement des parties intéressées;

Disposer de toutes rues, parcs, terrains, en faveur de personnes ou municipalités selon les termes et les conditions que la compagnie trouvera convenables; conclure toutes conventions ou contrats pour le pavage, macadamisation, nivelage, réparation, nettoyage et arrosage de rues ou chemins publics et pour la construction, l'ouverture et le réparation de conduits et d'égouts;

Développer, améliorer et rendre profitables les terrains, bâtisses et droits de la compagnie de la manière que la compagnie jugera convenable, particulièrement par des égouts, des clôtures, des plantations, des améliorations, la culture, l'extraction de la pierre ou de minerais quelconques;

Fabriquer, préparer, acheter, vendre et généralement transiger sur le bois, des dormants, bois de pulpe et toutes sortes de bois manufacturés ou non manufacturés;

Pour les fins de la compagnie, agir comme manufacturiers d'eaux gazeuses ou minérales, restaurateurs, manufacturiers de glace, marchands de tabac, fermiers, laitiers, marchands de grains, de foin, et faire tous les actes nécessaires pour exercer le commerce comme tels;

Avancer des argents par voie de prêts à l'acheteur ou aux acheteurs ou locataires de toute partie des propriétés de la compagnie, pour fins de construction ou d'amélioration d'icelles; aider par des avances d'argent la construction et le maintien de routes, chemins, rues, ruelles, tuyaux à l'eau, égouts et tous autres ouvrages destinés à procurer un meilleur accès à la propriété de la compagnie et à augmenter sa valeur;

Exercer tous autres commerces que la compagnie jugera à propos de conduire dans le but

**"Compagnie de Terrains Vinet, Limitée—
The Vinet Land Company, Limited"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1924, incorporating: Bernard Bourdon, advocate, Alcide Dupras, student at law, of the city of Montreal, Philippe Lamarre, advocate, of the city of Longueuil, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of real estate agents, real estate owners, including lands, buildings and their improvements, as insurance agents and brokers;

To buy, lease or otherwise acquire, possess, sell or otherwise transfer lands, buildings or other property, movable or immovable, or interests therein and generally deal with such properties;

To develop, improve and operate any lands belonging to the company or in which it may be interested; lay out such property into streets, lanes, subdivisions or otherwise and to erect houses, churches, schools or any other constructions on any property belonging to the company or any part thereof or upon any other property, with the consent of interested parties;

To dispose of any streets, parks, lands, in favour of persons or municipalities according to the terms and conditions that the company may think convenient; to enter into any agreements and contracts for paving, macadamizing, grading, repairing, cleaning and watering streets or public roads and for the construction, opening and repair of sewers;

To develop, improve and turn to account the lands, buildings and rights of the company in such manner as the company may think proper, particularly by sewers, fences, plantations, improvements, cultivation, the extraction of stones or minerals whatever;

To manufacture, prepare, buy, sell and generally deal in wood, ties, pulpwood and all kinds of manufactured or unmanufactured wood;

For the purposes of the company, to act as manufacturers of aerated or mineral waters, restaurateurs, ice manufacturers, tobacco merchants, farmers, dairymen, dealers in grain, hay and to do all acts necessary to carry on such business;

To advance money by way of loan to purchaser or purchasers or lessees of any part of the property of the company, for building purposes or improvements thereon; to aid by advances of money the construction and maintenance of roads, ways, streets, lanes, waterpipes, sewers and any other work calculated to render more accessible or enhance the value of the property of the company;

To carry on any other businesses which the company may think proper to carry on with a

d'augmenter la valeur des droits ou propriétés de la compagnie;

Acquérir par achat, louage ou autrement, toute partie du commerce, de l'actif ou du passif de toute personne, firme ou compagnie ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie, firme ou personne exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie;

Faire les paiements pour toutes propriétés ou droits acquis par la compagnie, soit en argent, soit en actions complètement acquittées, soit par toutes autres valeurs que la compagnie a le pouvoir d'émettre et généralement de la façon, avec les termes et conditions que la compagnie pourra fixer;

Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération ou autre but avec tout gouvernement, autorités municipales ou locales ou avec toutes autres personnes ou compagnies dans le but de tirer des bénéfices pour la compagnie; garantir des contrats, prêter des argents et en général donner aide à toutes personnes ou compagnies entreprenant de construire ou d'améliorer toutes propriétés dans lesquelles la compagnie est intéressée;

Vendre, louer ou autrement céder toute l'entreprise, toute la propriété et tout l'actif de la compagnie ou une partie, pour telle considération et avec tels termes ou telles conditions que la compagnie jugera convenables et en particulier pour des actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie;

Distribuer parmi les actionnaires, en espèces ou au moyen de dividendes ou bonus ou de toutes autres façons, toutes propriétés de la compagnie ou le revenu de la vente ou de la cession d'un actif de la compagnie;

Exercer le commerce, faire les actes mentionnés ci-haut, soit comme principal, agent ou autrement, soit seule, soit avec d'autres personnes;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, avoir, posséder, vendre, céder et transférer des marchandises ou toutes choses pour les fins de la compagnie;

Acquérir par achat, louage, cession, brevet ou autrement, garder, mettre en opération, améliorer et développer des pouvoirs d'eau, des usines, bâtisses, machineries ou autres choses nécessaires pour la production de force électrique, hydraulique ou autre;

Faire toutes choses ou tous actes nécessaires pour atteindre les buts de la compagnie ou pour lui acquérir des bénéfices;

Faire, en général, tous les actes que permet la loi des compagnies de la province de Québec, sous le nom de "Compagnie de Terrains Vinet, Limitée — The Vinet Land Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1835 C.-J. SIMARD.

"Ewart G. Horne, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date

view to enhance the value of the rights or property of the company;

To acquire by purchase, lease or otherwise any part of the business, assets or liabilities of any person, firm or company or the shares, bonds, debentures or other securities of any company, firm or person carrying on a business altogether or partly similar to that of the company;

To make payments for any property or rights acquired by the company, either in cash, either in fully paid-up shares or with any other securities which the company has the power to issue and generally in the manner and upon the terms and conditions which the company may determine;

To enter into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation or otherwise with any government, authorities, municipal or local, or with any other persons or companies which may seem profitable to the company; guarantee the contracts of, lend money to and generally assist any such persons or companies undertaking to build or improve any property in which the company is interested;

To sell, lease, or otherwise dispose of the undertaking, property and assets of the company or any part thereof for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think proper and in particular for shares, debentures or securities of any other company;

To distribute among the shareholders, in specie or by way of dividend or bonus or in any other manner, any property of the company or the proceeds of the sale or disposal of any assets of the company;

To carry on the above business and to do the above acts either as principal, agent or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To manufacture, buy or otherwise acquire, have, possess, sell, assign and transfer merchandise or anythings for the purposes of the company;

To acquire by purchase, lease, assignment, patent or otherwise, hold, operate, improve and develop waterpowers, workshops, buildings, machinery or other plants necessary for the production of electric, hydraulic or other powers;

To do all things or all acts conducive to the attainment of the purposes of the company or beneficial to the company;

Generally to do all acts permitted by the Companies' Act of the Province of Quebec, under the name of "Compagnie de Terrains Vinet, Limitée—The Vinet Land Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four thousand nine hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighth day of March, 1924.

C. J. SIMARD,

Assistant Provincial Secretary.

"Ewart G. Horne, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth

du dix-huitième jour de février 1924, constituant en corporation: Joseph Cohen, Lucien Gendron et René Gauthier, avocats, tous des cité et district de Montréal, pour les fins suivantes:

Retenir les services et engager des ingénieurs civils licenciés et qualifiés pour exercer dans toute ses branches l'industrie de préparer et de fournir des plans d'architecture, de génie et autres, des projets et dessins, spécifications et des estimés du coût pour l'érection, la construction, la modification, la réparation et l'équipement de moulins, manufactures, bâtisses, ateliers, structures et travaux de toutes sortes, et de surveiller et inspecter l'exécution de tels travaux, ériger, construire, modifier, réparer et équiper tels moulins et manufactures, telles bâtisses, constructions et travaux, et entreprendre et exécuter dans toutes ses branches une industrie générale de contracteurs et d'entrepreneurs;

Posséder, entretenir, dessiner, construire, manufacturer, acheter, louer ou autrement faire usage de, ou acquérir et vendre, donner à bail, opérer, équiper, réparer ou autrement faire le commerce de, et disposer de telle machinerie, outils, engins, usines, équipements et appareils qui pourraient être nécessaires ou se rapporter à l'érection, la construction, la modification, les réparations, l'équipement et la mise en opération de tels moulins, manufactures, bâtisses, usines ou autres constructions ou travaux;

Posséder, entretenir, construire, acheter, louer, ou autrement utiliser ou acquérir et vendre, donner à bail, et se livrer au commerce d'administrer ou autrement trafiquer ou disposer d'ateliers et autres usines, propriétés ou travaux de toutes sortes, et d'appareils et accessoires qui s'y rapportent;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à rendre profitables aucunes des propriétés ou des droits de la compagnie;

Acquérir par achat, bail, concession, licence, échange ou autre titre légal, et se charger de, aliéner ou disposer de, ou autrement trafiquer de, soit seuls ou conjointement avec d'autres, ou comme principaux, agents, contracteurs ou autrement, la totalité ou toute partie des affaires de la propriété, des biens, clientèle, droits et engagements de toute personne;

Utiliser les fonds ou les biens de la compagnie, comprenant ses bons, débentures ou autres valeurs et ses actions qui pourraient être émises comme totalement acquittées et non transférables à cette fin, pour la promesse de former, promouvoir et contribuer à, subventionner ou autrement aider toute compagnie ou compagnies à acquérir toutes ou chacune des entreprises, des biens, droits et engagements de la compagnie, ou de toute firme, corporation, syndicat ou association ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie, ou pour toutes autres fins qui sembleraient susceptibles de favoriser la compagnie et, comme détenteurs de bons, stock, débentures, exercer le droit de propriétaires d'iceux, comprenant le droit de voter, le tout conformément aux stipulations de l'article 5985 de la dite Loi des Compagnies;

Prêter des fonds aux clients et autres ayant des relations avec la compagnie, et placer et trafiquer des fonds et des biens disponibles, requis pour les fins de la compagnie, de temps en temps, comme la chose pourrait en être jugée désirable;

Demander et négocier pour, acheter ou autrement acquérir et faire usage de, exercer, développer, accorder et disposer ou rendre profitables

day of February, 1924, incorporating: Joseph Cohen, Lucien Gendron, and René Gauthier, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To retain or engage duly licensed and qualified civil engineers to carry on in all its branches the business of preparing and furnishing architectural, engineering, and other plans, designs, drawings, specifications and estimates of costs, for the erection, construction, alteration, repair and equipment of mills, manufactures, buildings, plants and structures and works of all kinds and of supervising and inspecting the carrying out of such work, to erect, construct, alter, repair and equip such mills and manufactories, buildings, plants and other structures and works and to engage in and carry on in all its branches a general contracting and building business;

To own, maintain, design, build, manufacture, purchase, lease or otherwise use and acquire and to sell, let out on hire, operate, equip, repair and otherwise deal with or dispose of such machinery, tools, engines, plants, equipments and appliances as are necessary or incidental to the erection, construction, alteration, repairs, equipment and operation of such mills manufactories, buildings, plants and other structures or works;

To own, maintain, build, purchase, lease or otherwise use or acquire and to sell, let out on hire, operate and to engage in the business of managing or otherwise dealing with or disposing of manufacturing plants, and other plants, properties and works of all kinds and all appliances and accessories, connected therewith;

To carry on any other business which may be capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease, concession, license, exchange or other legal title and to undertake, alienate and dispose of, or otherwise deal with, either solely or jointly with others, and as principals, agents, contractors or otherwise, the whole or any part of the business, property, assets, good will, rights and liabilities of any person;

To use any of the funds or assets of the company including its bonds, debentures and other securities and its shares which may be issued as fully paid up and non assessable for that purpose, for the promise of forming, promoting and contributing to, subsidizing or otherwise assisting any company or companies to acquire all or any of the undertakings, assets, rights and liabilities of the company or any firms, corporations, syndicates and associations, having objects similar to those of this company, or for any other purpose which may seem calculated to the benefit of this company, and while holding bonds, stock, debentures, to exercise right of ownership thereof, including voting powers, the whole in conformity with the provisions of article 5985 of the said Companies' Act;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company, from time to time, as may be deemed expedient;

To make application and negotiate for, purchase or otherwise acquire or use, exercise, develop, grant or dispose of or turn to account any patents,

tous brevets, marques de commerce, droits d'auteur, octrois, licences, concessions et autres, qui sembleraient devoir être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, et au bénéfice de telle compagnie;

Faire des arrangements avec toute autorité, gouvernementale, municipale, locale ou autre, qui semblerait devoir favoriser les objets de la compagnie ou aucun d'entre eux, et obtenir de telle autorité, tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres bénéfices qu'il semblerait, désirable d'obtenir, et exécuter et se conformer avec tous tels arrangements, droits et bénéfices, faire licencier, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tous pays étrangers et y désigner des personnes pour faire tels actes et telles choses désirables, sous les lois de tels pays, pour représenter tout pays ou pour lui permettre de conduire efficacement ses affaires dans tels pays;

S'amalgamer, faire société ou faire des arrangements pour le partage des profits ou l'union des intérêts ou autrement avec telle personne ou corporation engagée ou intéressée dans toute affaire ou transaction semblable ou convenable, et acheter ou autrement acquérir ou garantir le paiement de toutes actions, bons, débiteurs ou autres valeurs de toute telle corporation, ou de tous dividendes ou intérêts sur iceux, et les vendre ou les réémettre avec ou sans garantie ou autrement en trafiquer;

Acheter ou autrement acquérir, détenir, louer, vendre, améliorer, administrer, développer, échanger ou autrement disposer de, ou faire le commerce de toute propriété foncière, terrains, bâtiments ou autres propriétés ou droits nécessaires ou utiles pour l'exercice d'aucune des affaires de la compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer de ou trafiquer de la totalité ou de toute partie de l'entreprise de la compagnie, de ses biens et de sa clientèle pour toute considération que la compagnie jugerait raisonnable, comprenant des actions, débiteurs et autres valeurs de toute autre corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et distribuer aux actionnaires tout argent, toutes valeurs et autres considérations ainsi reçues;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement comme par ou par l'intermédiaire d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés et pour l'exercice des fins de la compagnie.

Les opérations de la compagnie pourront être exercées dans toute la province de Québec, sous le nom de "Ewart G. Horne, Incorporated", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-huitième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1837 C. J. SIMARD.

"C. E. Leblanc, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de février 1924,

trade marks, copyrights, grants, licenses, concessions and the like, which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, and for the benefit of such company;

To enter into arrangement with any authority of the Government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out and comply with any such arrangements, rights and benefits, to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient under the laws of such country, to represent any country or to enable it to effectively carry on business or prosecute its affairs in such country;

To amalgamate, to enter into a partnership and arrangement, for sharing profits or union of interest or otherwise with any person or corporation engaged or interested in any similar or suitable business or transaction and to purchase or otherwise acquire or guarantee the payment of any shares, bonds, debentures or other securities of any such corporation or of any dividends or interest thereon, and to sell or re-issue, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To purchase, or otherwise acquire, hold, lease, sell, improve, manage, develop, exchange or otherwise dispose of or deal with any real estate, lands, buildings, or other property or rights necessary or useful for the carrying on of any of the company's business;

To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole, or any part of the undertaking of the company, and of its assets and good will, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures, and other securities of any other corporation, having objects similar in whole or in part of those of the company and to distribute among its shareholders any cash, securities and other consideration so received;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise as by or through agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as may be incidental to or conducive to the attainment of the above objects or for the carrying out of the company's purposes.

The operations of the company to be carried on throughout the Province of Quebec, under the name of "Ewart G. Horne, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1838 Assistant Provincial Secretary.

"C. E. Leblanc, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1924, incor-

constituant en corporation : Benjamin A. Schwartz, notaire, Ben. Berstein, et Adolph Gardner, avocats, tous de la cité de Montréal, pour les fins suivantes :

Faire affaires comme manufacturiers d'habits de toutes sortes et d'articles de toilette pour hommes, et de trafiquer et de faire le commerce d'habits, merceries, bottines et chaussures et de marchandises en général, en gros et en détail, avec le droit d'importer et d'exporter et d'agir comme agents des manufacturiers, pour toutes espèces d'articles manufacturés, de marchandises et de matériaux ;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, des droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables ;

Acheter ou autrement acquérir, et se charger de la totalité ou de toute partie de toute affaire poursuivant des fins semblables à celles de cette compagnie, avec les bâties, machinerie, fonds de commerce, achalandage et actif d'une manière générale ; se charger de la totalité ou d'une partie des obligations de telle entreprise et les payer totalement ou partiellement en bons, débetures, capital totalement acquitté et non transférable de la compagnie, et les vendre, les louer ou autrement en disposer ou de quelque partie d'entre eux ;

Prendre ou autrement acquérir et détenir des actions dans toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie, ou exerçant toute affaire susceptible d'être conduite de manière à favoriser la compagnie, directement ou indirectement ;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, et faire des avances à, garantir les contrats de, ou autrement aider telles personnes ou compagnies, et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs dans toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement en trafiquer ;

Se fusionner avec toute autre compagnie poursuivant des fins totalement ou partiellement semblables à celles de cette compagnie ;

Vendre, louer, échanger ou autrement céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie qui les achèterait ;

Distribuer aux actionnaires de la compagnie toute propriété de la compagnie et, en particulier, des actions, débetures ou valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont la compagnie a le droit de disposer ;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie ;

Faire toutes ou chacune des choses ci-dessus comme principaux, agents, contracteurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres ;

Faire toutes telles autres choses comme se rapportant à ou favorisant la réalisation des objets ci-dessus, sous le nom de "C. E. Leblanc, Limited", avec un capital total de vingt mille

porating: Benjamin A. Schwartz, notary, Ben Berstein, and Adolph Gardner, advocates, all of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers of clothing of all kinds, and men's furnishings, and deal and trade in clothing, dry goods, boots and shoes, and merchandise generally, both wholesale and retail, with the right to import and export and act as manufacturer's agents in all kinds of manufactured goods, merchandise, materials ;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights ;

To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company, together with buildings, machinery, stock-in-trade, goodwill and assets generally ; to assume in whole or in part the liabilities of such business and to pay for the same wholly or partly in bonds, debentures or fully paid and non-assessable stock of the company ; and to sell, lease or otherwise dispose of the same or any part thereof ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or union of interests, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in and to make advances to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same ;

To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company ;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of, in whole or in part, the property and undertaking of the company for such consideration as may be agreed on, and in particular for shares, debentures or securities in any company purchasing the same ;

To distribute among the shareholders of the company, in kind, any property of the company and in particular any shares, debentures or securities in other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of ;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company ;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and either alone or in conjunction with others ;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "C. E. Leblanc, Limited", with a total capital stock of twenty thousand

piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions, de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1839 C.-J. SIMARD.

"Olympia Lunch, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, 1920, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de février 1924, constituant en corporation: George Grivakis, Athanis Grivakis, marchands, Alexander I. Popliger, Nathaniel W. Jacobs, avocats, Bessie Singer, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les fins suivantes:

Faire le commerce d'exploiter des restaurants et des cafés et de trafiquer de tous produits alimentaires vendables, et, à cette fin, faire tout autre commerce soit comme marchands ou autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité des affaires, propriété et engagements de toute personne ou personnes exerçant un commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant de la propriété mobilière ou immobilière, personnelle ou réelle, convenant aux fins de la compagnie;

Représenter les distributeurs, les exportateurs, les importateurs et les marchands de toutes sortes de viandes, produits ou articles alimentaires, soit à commission ou comme courtiers;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou aucune partie des biens et du passif de cette compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront susceptibles de profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Faire des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts ou toute semblable aventure conjointe avec toute personne, firme ou compagnie que la compagnie jugerait convenable;

Souscrire à, prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute compagnie ayant des objets totalement ou partiellement semblables à ceux de cette compagnie, et les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers et immobiliers, personnels et réels, que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel et fonds de commerce, et, si la compagnie le juge nécessaire, s'engager dans toute transactions immobilières de manière à promouvoir les meilleurs intérêts de la compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, mandats ou tous autres effets négociables ou transférables, ou autrement;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie; et garantir l'exécution des contrats par cesdites personnes;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1924.

C. J. SIMARD,
1840 Assistant Provincial Secretary.

"Olympia Lunch, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, 1920, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of February, 1924, incorporating: George Grivakis, Athanis Grivakis, merchants, Alexander I. Popliger, Nathaniel W. Jacobs, advocates, Bessie Singer, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a restaurant and lunch business and deal in all marketable food products, and for the purpose thereto, to carry on any other business, whether as merchants or otherwise;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person, persons or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of any property movable or immovable, personal or real, suitable for the purposes of the company;

To represent distributors, exporters, importers and dealers for all meats, produce or food supplies on a commission basis or as brokers;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purposes which may be calculated for the benefit of the company;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, firm, company or companies that the company may deem fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or partly similar to those of the present company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any movable or immovable property, both personal and real, which the company may deem necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade, and if the company deems fit, to engage itself in any real estate transactions so as to promote the best interests of the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants and any other instruments negotiable, transferable or otherwise;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any persons;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures and other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

Prélever et aider à prélever des deniers pour toute autre compagnie ou corporation et leur aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, et garantir l'exécution de contrats par telle compagnie ou corporation ou par toute autre personne ou les personnes et émettre des actions préférentielles, si la compagnie le juge désirable;

Adopter telles mesures, pour faire connaître les produits de la compagnie, qui seront jugés convenables et particulièrement par des annonces dans la presse, par des circulaires et autres publications;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement négocier la totalité ou toute partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses, actes et contrats nécessaires pour atteindre les objets ci-dessus mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière;

Jour et d'avoir des privilèges et licences municipaux, provinciaux et fédéraux, sous le nom de "Olympia Lunch, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1924.

Le sous-secrétaire de la province,

1841 C.-J. SIMARD.

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts of any such company, corporation or any such person or persons and to issue preferred shares, if the company deems fit;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular, by advertising in the press, by circulars and by other publications;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property or rights of the company;

To do all or any of the above things as principal, agent or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things, acts and deeds as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To enjoy and hold municipal, provincial and federal privileges and licenses, under the name of "Olympia Lunch, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of February, 1924.

C. J. SIMARD,

1842 Assistant Provincial Secretary.

Département des terres et forêts

Avis est par les présentes donné que le bureau d'examineurs des mesureurs de bois de la province de Québec, se réunira à:

HULL, le 8 juillet 1924.

CHICOUTIMI, le 22 juillet 1924.

RIMOUSKI, le 28 juillet 1924.

SHAWINIGAN FALLS, le 12 août 1924.

QUEBEC, le 2 septembre 1924.

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants devront communiquer immédiatement avec le Département et désigner l'endroit où ils doivent se présenter; aussi transmettre l'honoraire d'admission, soit \$6.00.

Le Ministre des Terres et Forêts,

HONORE MERCIER.

Québec, le 1er avril 1924. 1605-14-22

PROVINCE DE QUEBEC

Afermage de forces hydrauliques

Avis est par les présentes donné que le mardi, 29 avril 1924, à 10.30 heures A. M., dans la salle de vente, à l'Hôtel du gouvernement, à Québec, le Département des Terres et Forêts offrira à louer, par voie d'enchère, les droits du gouvernement aux forces hydrauliques connues et désignées sous le nom de rapides Ulverton-Kingsey, sur la rivière Saint-François, comté de Drummond.

Quiconque aurait l'intention d'enchérir devra

Department of Lands and Forests

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the Province of Quebec will meet at:

HULL, July 8th, 1924;

CHICOUTIMI, July 22nd, 1924.

RIMOUSKI, July 28th, 1924;

SHAWINIGAN FALLS, August 12th, 1924.

QUEBEC, September 2nd, 1924;

to examine candidates desiring to qualify as log measurers and cullers.

Intending candidates should communicate at once with the Department and mention the place where they purpose presenting themselves, also forward the admission fee of \$6.00.

HONORE MERCIER,

Minister of Lands and Forests.

Quebec, April 1st, 1924. 1606-14-22

PROVINCE OF QUEBEC.

Leasing of water power.

Notice is hereby given that on Tuesday, April 29th, 1924, at 10.30 A. M., in the sales room, Parliament Buildings, at Quebec, the Department of Lands and Forests will offer on lease, at public auction, the water power known and designated under the name of Ulverton-Kingsey falls, on the Saint François river, county of Drummond.

Interested parties shall be under the obligation

faire un dépôt de \$2,000.00 par chèque accepté, à l'ordre du Ministre des Terres et Forêts, au moins sept jours avant l'enchère. Ce montant sera confisqué si le déposant ne met pas d'enchère; il sera remboursé après la vente aux enchérisseurs dont les offres n'auront pas été heureuses, et celui de l'adjudicataire sera retenu comme partie de cautionnement jusqu'à la date d'aménagement.

Pour plus de renseignements, s'adresser au Département des Terres et Forêts, à Québec.

Le Ministre,
1503-13-5 HONORE MERCIER.

to deposit \$2,000.00 by accepted cheque to the order of the Minister of Lands and Forests, at least seven days before the auction.

This deposit will be forfeited should the applicant put up no bidding; it shall be refunded after the auction to the unsuccessful bidders, while the grantee's deposit will be retained as part of the guarantee until the development is completed.

For further information, write to the Department of Lands and Forests, at Québec.

HONORE MERCIER,
1504-13-5 Minister.

Département du trésor

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "British America Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, automobile, explosion, dégâts causés par arroseurs automatiques, ouragan et la foudre, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le vol avec effraction, garantie et transport intérieur, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
1861-16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "New Hampshire Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages aux propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante, contre le transport intérieur, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
1863-16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Royal Scottish Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Treasury Department

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to the "British America Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, automobile, explosion, sprinkler leakage, tornado and lightning, has been extended to include burglary, guarantee and inland transportation, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department, Québec, P. Q.
1862-16-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "New Hampshire Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, sprinkler leakage and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include inland transportation insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.

J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of insurance,
Insurance Branch,
Treasury Department, Québec, P. Q.,
1864-16-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The Royal Scottish Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include sprinkler leakage insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
1865—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The British Canadian Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre la maladie, automobile, bris de glaces, accidents, responsabilité des patrons, vol avec effraction, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les chaudières à vapeur, le et après ce quinzième jour de décembre, 1923.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce quinzième jour de décembre 1923.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du trésor, Québec, P. Q.
1867—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Northern Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, maladie, automobile, bris de glaces, vol avec effraction, garantie et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après le trente et unième jour de mars, 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1869—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à "The Palatine Insurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu et l'automobile, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1871—16-2

Avis est par le présent donné que le certificat d'enregistrement accordé à la "Western Assurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, transport intérieur, foudre, explosion, ouragan, automobile et dégâts causés par arroseurs automatiques, a été amendé, permet-

For the treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q.
1866—16-2

Notice is hereby given that the certificate of registry issued to "The British Canadian Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of sickness, automobile, plate glass, accident, employers' liability, burglary, has been extended to include steam boiler insurance, on and after this fifteenth day of December, 1923.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this fifteenth day of December, 1923.

For the treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec, P. Q.
1868—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Northern Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of fire, accident, sickness, automobile, plate glass, burglary, guarantee and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1870—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Palatine Insurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire and Automobile Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Quebec.
J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1872—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Western Assurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Inland Transportation, Lightning, Explosion, Tornado, Automobile, Sprinkler Leakage, has been extended to include Burglary and Guar-

tant en plus les classes suivantes contre le vol avec effraction et garantie, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1873—16-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Caledonian Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts Refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1731—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'enregistrement accordé à la "London Guarantee and Accident Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le vol avec effraction, garantie, accidents, maladie et le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre le feu, la grêle, contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, bris de glaces, transport intérieur, automobile et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autre, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1733—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à la "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, accidents, automobile, garantie, maladie, bris de glaces et assurance contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques et ouragans, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec.

Le surintendant des assurances de Québec,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1735—15-2

tee, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Québec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1874—16-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Caledonian Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Québec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Sprinkler Leakage Insurance and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Québec,

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1732—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "London Guarantee and Accident Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Québec, the business of Guarantee, burglary, accident, sickness and fire, has been extended to include Forgery Insurance, hail, sprinkler leakage, plate glass, inland transportation, automobile, and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the treasurer of the Province of Québec,

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1734—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to the "Scottish Metropolitan Assurance Company, Limited", authorizing it to transact, throughout the Province of Québec, the business of Fire, Accident, automobile, guarantee, sickness, plate glass, and insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, has been extended to include Sprinkler Leakage and Tornado Insurance, on and after this thirty first day of March 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Québec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Québec.

J. P. BELANGER,

Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1736—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Globe and Rutgers Fire Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, transport intérieur, automobile (à l'exception des dommages causés par les blessures à la personne), explosion, (excepté sur les chaudières à vapeur, les tuyaux, les volants, les engins et les machineries qui y sont annexées et opérées par elles,) et contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, a été amendé, permettant en plus la classe suivante contre les ouragans, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1737—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Royal Exchange Assurance", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, les accidents, maladie et automobiles, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre les dégâts causés par arroseurs automatiques, garantie, grêle et contre les dommages sur propriétés de toutes sortes causés par l'explosion du gaz naturel ou autres, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances de Québec,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1739—15-2

Avis est par le présent donné que le Certificat d'Enregistrement accordé à "The Stuyvesant Insurance Company", l'autorisant à faire, dans la province de Québec, des affaires d'assurance contre le feu, a été amendé, permettant en plus les classes suivantes contre l'ouragan et les dégâts causés par arroseurs automatiques, le et après ce trente et unième jour de mars 1924.

Le tout conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de Québec, 1909, ce trente et unième jour de mars 1924.

Pour le trésorier de la province de Québec,
Le surintendant des assurances suppléant,
J.-P. BELANGER.

Branche des Assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 1741—15-2

Notice is hereby given that the Certificates of Registry issued to "The Globe and Rutgers Fire Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, Inland Transportation, Automobile Insurance (excluding Insurance against loss by reason of bodily injury to the person), Explosion Insurance, (except upon Steam Boilers, Pipes, Flywheels, Engines and Machinery connected therewith or operated thereby) and Sprinkler Leakage Insurance, has been extended to include Tornado Insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1738—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Royal Exchange Assurance" authorizing, it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire, accident, sickness and automobile, has been extended to include Sprinkler Leakage, Guarantee, Hail and Insurance against damage to property of any kind caused by the explosion of natural or other gas, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1740—15-2

Notice is hereby given that the Certificate of Registry issued to "The Stuyvesant Insurance Company", authorizing it to transact, throughout the Province of Quebec, the business of Fire Insurance, has been extended to include Tornado and Sprinkler Leakage Insurance, on and after this thirty first day of March, 1924.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, this thirty first day of March, 1924.

For the Treasurer of the Province of Quebec,
J. P. BELANGER,
Acting Superintendent of Insurance.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, P. Q. 1742—15-2

Département de la Voirie

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.
9 avril 1924.

No 681

ROUTE RÉGIONALE MONTRÉAL-SHERBROOKE

Le chemin suivant forme partie de la route régionale Montréal-Sherbrooke, savoir:

Dans le comté de Rouville:

Dans la municipalité de la paroisse de Sainte-Angèle-de-Monnoir:

Roads Department

Order of the Lieutenant Governor in Council.
April 9, 1924.

No. 681.

MONTRÉAL-SHERBROOKE REGIONAL HIGHWAY

The following road forms part of the Montreal-Sherbrooke Regional Highway, to wit:

In the county of Rouville:

In the municipality of the parish of Sainte-Angèle de Monnoir:

La route de Rougemont, depuis les limites de la municipalité de la paroisse de Sainte-Marie-de-Monnoir jusqu'aux limites de la municipalité de la paroisse de Saint-Michel-de-Rougemont.

1845

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.
9 avril 1924.

No 682.

ROUTE MONTRÉAL-ROUSE'S POINT VIA SAINT-JEAN

A l'avenir le chemin suivant fera partie de la route régionale connue sous le nom de:

Route Montréal-Rouse's Point (via Saint-Jean)
savoir:

Dans le comté de Saint-Jean:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Jean:

Le chemin de la première concession de la rivière Richelieu pour une longueur de 5138 pieds à partir des limites de la cité de Saint-Jean en allant vers le sud.

1847

Décret du lieutenant-gouverneur en conseil.
9 avril 1924.

No 683

ROUTE LÉVIS-JACKMAN

A l'avenir le chemin suivant formera partie de la route provinciale connue sous le nom de:

Lévis-Jackman,

savoir:

Dans le comté de Lévis:

Dans la municipalité de la cité de Lévis:

L'ancien chemin de péage connu sous le nom de route de Saint-Henri, à partir de l'intersection de la rue Saint-Georges jusqu'aux limites sud de la cité:

Dans la municipalité de la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre:

L'ancien chemin de péage connu sous le nom de route Saint-Henri;

Dans la municipalité du village de Saint-Henri:

L'ancien chemin de péage connu sous le nom de route de Saint-Henri, depuis les limites nord de la municipalité jusqu'au pont couvrant la rivière Etchemin.

1849

Rougemont Road, from the limits of the municipality of the parish of Sainte Marie de Monnoir up to the limits of the municipality of the parish of Saint Michel de Rougemont.

1846

Order of the Lieutenant Governor in Council.
April 9, 1924.

No. 682.

MONTREAL-ROUSE'S POINT HIGHWAY VIA SAINT JOHN'S.

In the future the following road shall form part of the regional highway known under the name of:

Montreal-Rouse's Point Highway (via St. John's)
to wit:

In the county of St. John's:

In the municipality of the parish of Saint John's:

The road of the first concession of the Richelieu river for a length of 5138 feet from the limits of the city of Saint John's in a southerly direction.

1848

Order of the Lieutenant-Governor in Council.
April 9, 1924.

No 683.

LÉVIS-JACKMAN HIGHWAY.

In the future the following road shall form part of the Provincial Highway known under the name of:

Lévis-Jackman,

to wit:

In the county of Lévis:

In the municipality of the city of Lévis:

The old turnpike road known under the name of Saint Henri road, from the intersection of Saint Georges Street up to the south limits of the city;

In the municipality of the parish of Saint Louis de Pintendre:

The old turnpike road known under the name of Saint Henri road;

In the municipality of the village of Saint Henri:

The old turnpike road known under the name of Saint Henri road, from the north limits of the municipality up to the bridge over the Etchemin river.

1850

Actions en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Saint-François, Cour supérieure, No 176. Dame Adélie Thibodeau, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Arthur St-Germain, gérant d'un théâtre du même lieu, et autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; contre Arthur St-Germain, gérant d'un théâtre de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise dans cette cause le quatrième jour d'avril 1924.

Le procureur de la demanderesse,

C.-C. CABANA.

Sherbrooke, Qué., 9 avril 1924. 1853—16-5

Canada, province de Québec, district de Beauce, Cour supérieure, Beauce, No 7761.

Dame Elisabeth Genessee, épouse commune en biens de Joseph-Emile Fortin, commerçant, de

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis, Superior Court, No. 176. Dame Adélie Thibodeau, of the city of Sherbrooke, the district of Saint Francis, wife common as to property of Arthur St-Germain, theatre manager, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; against Arthur St-Germain, theatre manager, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, defendant.

An action for separation as to property has been taken in this cause on this 4th day of April, 1924.

C. C. CABANA,

Attorney for plaintiff.

Sherbrooke, Que., April 9th, 1924. 1854—16-5

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, Superior Court, Beauce, No 7761.

Dame Elisabeth Genessee, wife common as to property of Joseph Emile Fortin, trader, of Saint

Saint-Côme, dûment autorisée à ester en justice, a institué une action en séparation de biens contre ledit Joseph-Emile Fortin.

Les procureurs de la demanderesse,
FARIBAUT, BOLDUC & LAMBERT.
Saint-Joseph, Beauce, 12 avril 1924.

1875—16-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4124.

Dame Christiana Ouellette, de la ville de Laval, district de Montréal, épouse de Henri Vannini, propriétaire de garage, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Henri Vannini, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars, 1924.

Les avocats de la demanderesse,
1877—16-5 BRODEUR & THOUIN.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 4922. Antoinette Delongchamp, épouse d'Arthur Beaupré, mouleur, tous deux du même lieu, demanderesse; vs ledit Arthur Beaupré, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur par la demanderesse le 12 mars 1924.

Montréal, 3 avril, 1924.

Le procureur de la demanderesse,
1747—15-5 ED. FLAMAND.

Canada, province de Québec, district de Beauce, devant la Cour supérieure, No 7807.—Dame Nellie Doyle, épouse commune en biens de Léon Bissonnette, commerçant, de Saint-Malachie, comté de Dorchester, dûment autorisée à instituer les présentes, demanderesse; vs le dit Léon Bissonnette, commerçant, du même lieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Saint-Joseph-de-Beauce, 17 mars, 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1819—15-5 FORTIER & CLICHE.

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 464. Léda Bérubé, épouse commune en biens de Joseph Souci, marchand, des Cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs Joseph Souci, marchand, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

Montréal, 27 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1615—14-5 TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU.

Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour supérieure, No 25. Dame Hérodiad Leclerc, du Village Saint-Joseph, district de Saint-Hyacinthe, épouse commune en biens de Joseph-T. Tétreault, entrepreneur, du même endroit, a institué, ce jour, une action en séparation de biens en cette cause contre le dit Joseph-T. Tétreault.

Les procureurs de la demanderesse Dame
Hérodiad Leclerc,
LUSSIER & FONTAINE.
Saint-Hyacinthe, 29 mars 1924. 1663—14-5

Côme, authorized to *ester en justice*, has instituted an action in separation as to property against the said Joseph Emile Fortin.

FARIBAUT, BOLDUC & LAMBERT,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, April 12th, 1924.

1876—16-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4124.

Dame Christiana Ouellette, of the town of Laval, district of Montreal, wife of Henri Vannini, garage proprietor, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Henri Vannini, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

1878—16-5 BRODEUR & THOUIN,
Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 4922. Antoinette Delongchamp, wife of Arthur Beaupré, moulder, both of the same place, plaintiff; vs the said Arthur Beaupré, defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant by the plaintiff the 12th of March, 1924.

Montreal, April 3rd, 1924.

1748—15-5 ED. FLAMAND,
Attorney for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, before the Superior Court, No. 7807.—Dame Nellie Doyle, wife common as to property of Léon Bissonnette, trader, of Saint Malachie, County of Dorchester, duly authorized to institute the present action, plaintiff; vs the said Léon Bissonnette, trader, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

Saint Joseph de Beauce, March 17, 1924.

1820—15-5 FORTIER & CLICHE,
Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 464. Dame Léda Bérubé, wife common as to property of Joseph Souci, merchant, of Montreal, and duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs Joseph Souci, merchant, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted to day.

Montreal, March 27th, 1924.

TRUDEAU, GUERIN, GARNEAU,
Attorneys for plaintiff.
1616—14-5

Province of Quebec, district of Saint Hyacinthe, Superior Court, No. 25. Dame Hérodiad Leclerc, of the village Saint Joseph, district of Saint Hyacinthe, wife common as to property of Joseph T. Tétreault, contractor, of the same place, has instituted, this day, an action in separation as to property against her husband, the said Joseph T. Tétreault.

LUSSIER & FONTAINE,
Attorneys for the plaintiff said Dame
Hérodiad Leclerc.
Saint Hyacinthe, March 29, 1924. 1664—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 2328. Dame Marie-Emma-Pomela Gibeault, de Saint-Isidore-de-Laprairie, district de Montréal, épouse commune en biens de Hormisdas Trudeau, cultivateur, du même lieu, demanderesse; vs le dit Hormisdas Trudeau, défendeur et Télesphore Brassard, des Cité et district de Montréal, en sa qualité de registraire pour le district de Montréal, et F.-C. Larose, de Laprairie, dit district, en sa qualité de registraire du Comté de Laprairie, mis-en-cause.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
BEAUREGARD & PELLETIER.
Montréal, 31 mars 1924. 1627—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 538.

Dame Mathilda Bessette, de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son mari, F.-X.-Gédéon Jeannotte dit Lachapelle, médecin, du même lieu.

Le procureur de la demanderesse,
M.-J.-CL. LARIVIERE.
Montréal, 1er avril 1924. 1655—14-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No. 5004. Dame Marie-Louise Gardier, de la cité et du district de Montréal, épouse de Louis Guittard, machiniste, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs ledit Louis Guittard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur le 24 mars 1924.

Les avocats de la demanderesse,
1657—14-5 BRODEUR & THOUIN.

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No. 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, épouse commune en biens de Philippe Fournier, journalier, de la paroisse de Saint-Fabien, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit Philippe Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.
Rimouski, 2 avril 1924. 1659—14-5

Province de Québec, district de Rimouski, Cour supérieure, No. 9237. Dame Antonia Harton, épouse commune en biens de J.-J.-Bte Fournier, beurrier, de la paroisse de Saint-Rémi-de-Métis, vulgo Price, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre le dit J.-J.-Bte Fournier, défendeur.

Le procureur de la demanderesse,
R.-E. ASSELIN.
Rimouski, 2 avril 1924. 1661—14-5

Canada, province de Québec, district de Québec, dans la Cour supérieure, No. 1601.—Dame Florida Bouchard, épouse commune en biens de Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Zotique Marcoux, peintre, de la cité de Québec, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 20e jour de mars 1924.
Québec, 20 mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
1511—13-5 DORION & DORION.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 2328. Dame Marie Emma Pomela Gibeault, of Saint Isidore de Laprairie, district of Montreal, wife common as to property of Hormisdas Trudeau, farmer, of the same place, plaintiff; vs the said Hormisdas Trudeau, defendant, and Telesphore Brassard, of the city and district of Montreal, in his quality of Registrar for the district of Montreal and F. C. Larose, of Laprairie, said district, in his quality of Registrar of the county of Laprairie, *mis-en-cause*.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the twenty eighth of March, 1924.

BEAUREGARD & PELLETIER,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, March 31, 1924. 1628—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 538.

Dame Mathilda Bessette, of Montreal, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, F. X. Gédéon Jeannotte, dit Lachapelle, physician, of the same place.

M. J. CL. LARIVIERE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st April, 1924. 1656—14-5

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 5004. Dame Marie Louise Gardier, of the City and District of Montreal, wife of Louis Guittard, machinist, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, plaintiff; vs the said Louis Guittard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant on March 24th, 1924.

BRODEUR & THOUIN,
Attorneys for plaintiff.
1658—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9236. Dame Marie-Blanche Gagnon, wife common as to property of Philippe Fournier, labourer, of the parish of Saint Fabien, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said Philippe Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 2nd April, 1924. 1660—14-5

Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 9237. Dame Antonia Harton, wife common as to property of J. J. Bte Fournier, butter manufacturer, of the parish of Saint Rémi de Métis, vulgo Price, said district, duly authorized to *ester en justice*, has instituted, this day, an action for separation as to property against the said J. J. Bte Fournier, defendant.

R. E. ASSELIN,
Attorney for plaintiff.
Rimouski, 2nd April, 1924. 1662—14-5

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, in the Superior Court, No. 1601.—Dame Florida Bouchard, wife common as to property of Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, duly authorized by the Court, for the purposes hereof, plaintiff; vs. Zotique Marcoux, painter, of the city of Quebec, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, the 20th day of March, 1924.

DORION & DORION,
Attorneys for plaintiff.
1512—13-5

Canada, province de Québec, district de Hull, Cour supérieure, No 7263. Dame Emma-Flore Leblanc, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, épouse commune en biens de Henri Maynard, médecin, du même lieu, et dûment autorisée par la cour aux fins des présentes, demanderesse; vs Henri Maynard, médecin, du canton de Maniwaki, comté et district de Hull, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le huitième jour de mars 1924.

Les procureurs de la demanderesse,
LEGAULT & FOURNIER.
Hull, ce 11 mars 1924. 1419—12-5

Canada, province of Quebec, district of Hull, Superior Court, No. 7263. Dame Emma Flore Leblanc, of the Township of Maniwaki, county and district of Hull, wife as to property of Henri Maynard, physician, of the same place, and duly authorized by the Court for these presents, plaintiff; vs Henri Maynard, physician, of the Township of Maniwaki, County and district of Hull, defendant.

An action in separation as to property has been taken in this cause, this 8th day of March, 1924.

LEGAULT & FOURNIER,
Attorneys for plaintiff.
Hull, March 11th, 1924. 1420—12-5

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 1607. Marie-Louise-Anna Archambault, épouse commune en biens de Jean-Baptiste Roy, épiciier, de Montréal, dûment autorisée, demanderesse; vs ledit Jean-Baptiste Roy, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée pour la demanderesse contre le défendeur, le 17 avril 1924.

Montréal, 17 avril 1924.
Le procureur de la demanderesse,
1927—16-5 ARTHUR GIBEAULT.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 1607. Marie Louise Anna Archambault, wife common as to property of Jean Baptiste Roy, grocer, of Montreal, duly authorized, plaintiff; vs the said Jean Baptiste Roy, defendant.

An action for separation as to property has been instituted for the plaintiff against the defendant, the 17th of April, 1924.

Montreal, April 17, 1924.
ARTHUR GIBEAULT,
Attorney for plaintiff.
1928—16-5

Actions en séparation de corps et de biens

Actions for separation as to bed and board

Province de Québec, district de Hull, dans la Cour supérieure, No 7300. Octave Emery, cuisinier, des Cité et district de Hull, demandeur; vs Dame Luvina Amyot, anciennement des Cité et district de Hull, mais maintenant de lieux inconnus, épouse du dit demandeur, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause, le 1er jour d'avril, 1924.

Le procureur du demandeur,
L.-A. LEDUC.
Hull, 1er avril 1924. 1629—14-5

Province of Quebec, district of Hull. In the Superior Court, No. 7300. Octave Emery, cook, of the City and District of Hull, plaintiff; vs Dame Luvina Amyot, formerly of the City and District of Hull, but now of parts unknown, wife of said plaintiff; and the latter for the purpose of authorizing his said wife, defendant.

An action in separation of property and from bed and board has been instituted in this cause, the 1st day of April, 1924.

L. A. LEDUC,
Attorney for plaintiff.
Hull, 1st April, 1924. 1630—14-5

Assemblée

Meeting

AVIS PUBLIC.

PUBLIC NOTICE.

Une assemblée spéciale des actionnaires de la "Richelieu Bridge Company" sera tenue à la "Salle Empire", à Clarenceville, Qué., samedi, le 26 avril 1924, à deux heures de l'après-midi, pour ratifier un règlement passé par le conseil des directeurs, à une assemblée tenue à Lacolle, Qué., le 5 avril, re-dividendes.

Une assistance complète est requise.

Le secrétaire-trésorier,
H.-L. JOHNSON.
Noyan, Qué., 8 avril 1924. 1785—15-2

A special meeting of the shareholders of the Richelieu Bridge Company will be held in "Empire Hall", Clarenceville, Que., on Saturday, April 26, 1924, at two o'clock in the afternoon, to ratify a By-law passed by the Board of Directors at a meeting held at Lacolle, Que., on April 5. Re dividends.

A full attendance is requested.

By order of the Board of Directors.
H. L. JOHNSON,
Secretary-Treasurer.
Noyan, Que., April 8, 1924. 1786—15-2

Avis divers

Miscellaneous Notices

Province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné par les soussignés que c'est notre intention, après l'expiration de deux mois de la publication de ce présent avis public, faite selon la loi, de demander au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, la passation d'un arrêté en conseil, pour nous autoriser à utiliser, comme cimetière, un morceau de terrain n'excédant pas trente-cinq arpents en superficie, formant partie du lot numéro 474, des plan et livre de renvoi de la paroisse de Saint-Laurent, comté de Jacques-Cartier.

Cet avis public est donné par les présentes pour se conformer aux stipulations et aux fins de l'article 6821, des statuts refondus de Québec, de 1909, concernant l'établissement des cimetières non-catholiques.

Signé de notre main, à Montréal, le 5 avril 1924.

A. Marcovith, agent d'assurance, 155 rue Drolet, Montréal.
H. Jonas, teneur de livre, 33 rue St-Cuthbert, Montréal.
D. Perlove, contre-maitre, 33 rue St-Cuthbert, Montréal.
H. M. Caiserman, comptable, 2081c, rue St-Urbain, Montréal.
Moise Caiserman, tailleur, 1093 rue Clark, Montréal. 1851

AVIS

Le 2 avril 1924, le Conseil de l'Association des Architectes de la province de Québec a résolu à l'unanimité de rayer J. J. Adamson de la corporation, en vertu de l'article 16 de sa charte et du règlement No XIV.

Montréal, 14 avril 1924.

Le secrétaire, Association des Architectes de la province de Québec,
1921 A. BEAUGRAND-CHAMPAGNE.

Province of Quebec, district of Montreal.

Public notice is hereby given by the undersigned that it is our intention, after the expiration of two months of the publication of the present public notice, made according to law, to apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, in order to obtain an Order-in-Council (arrêté en Conseil) to use as a cemetery a parcel of land not exceeding thirty five arpents of land in superficies, forming part of lot of land (No. 474) on the plan and book of Reference of the Parish of Saint Laurent, County of Jacques Cartier.

This public notice is hereby given for all the intentions and purposes of the article 6821 of the Revised Statutes of Quebec 1909, concerning the establishment of non-Catholic cemeteries.

Signed under our hand at Montreal, on this 5th day of April 1924.

A. Marcovitch, Insurance Agent, 155 Drolet Street, Montreal.
H. Jonas, Book-keeper, 33 Cuthbert Street, Montreal.
D. Perlove, Foreman, 33 Cuthbert Street, Montreal.
H. M. Caiserman, Accountant, 2081c, Saint Urbain Street, Montreal.
Moise Caiserman, tailor, 1093 Clark Street, Montreal. 1852

NOTICE

On April 2nd, 1924, the Council of the Province of Quebec Association of Architects unanimously adopted a resolution to expel from their body, J. J. Adamson, in accordance with section 16 of their charter, and By-law No. XIV.

Montreal, April 14, 1924.

A. BEAUGRAND-CHAMPAGNE,
Secretary of the Province of Quebec
Association of Architects. 1922

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies authorized to do business

La Compagnie "Stetson, Cutler & Company, Limited", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à New Carlisle, comté de Bonaventure.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est l'honorable John Hall Kelly, membre du Conseil législatif et conseil du Roi, de New Carlisle, dit comté.

Québec, 26 mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1843 C.-J. SIMARD.

The Company "Stetson, Cutler & Company, Limited", has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is at New Carlisle, County of Bonaventure.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is the Honourable John Hall Kelly, Member of the Legislative Council and King's Counsel, of New Carlisle, said county.

Quebec, March 26, 1924.

C. J. SIMARD,
Assistant Provincial Secretary. 1844

La compagnie "Dalhousie Lumber Company (Limited)" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à ladite compagnie par sa charte, seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créées en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Trois-Rivières, rue Notre-Dame.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Robert F. Grant, de Trois-Rivières.

Québec, le 5 mars 1924.

Le sous-secrétaire de la province,
1859 C.-J. SIMARD.

The Company "Dalhousie Lumber Company (Limited)" has been authorized to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred to the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force of the Province.

Its chief place of business, in the Province, is on Notre Dame Street, Three Rivers.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Robert F. Grant, of Three Rivers.

Quebec, March 5, 1924.

C. J. SIMARD,
1860 Assistant Provincial Secretary.

Minutes de notaire

Québec, le 16 avril 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux prescriptions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au lieutenant-gouverneur en conseil, par M. Arthur Courtois, notaire, de la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de M. Emmanuel L'Archevêque, notaire, du même lieu, qui a cessé de pratiquer comme notaire, pour cause de maladie.

Le sous-secrétaire de la province,
1925-16-5 C.-J. SIMARD.

Québec, le 21 mars 1924.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du code du notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en conseil par M. Lucien Baillargeon, notaire, de la ville de Huntingdon, même comté, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire I. I. Grevier, en son vivant de la paroisse de Saint-Anicet, district de Beauharnois, ainsi que de partie du greffe de M. A.-R. Leduc, notaire, pratiquant actuellement dans la dite ville de Huntingdon.

Le sous-secrétaire de la province,
1513-13-5 C.-J. SIMARD.

Notarial minutes

Quebec, April 16, 1924.

Notice is hereby given, in accordance with the provisions of the Notarial Code, that application is made to the Lieutenant Governor in Council by Mr. Arthur Courtois, notary, of the city of Montreal, for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of Mr. Emmanuel L'Archevêque, notary, of the same place, who has ceased to practice as notary for cause of sickness.

C. J. SIMARD,
1926-16-5 Assistant Provincial Secretary.

Quebec, March 21, 1924.

Notice is hereby given that, in accordance with the provisions of the Notarial Code, application is made to the Lieutenant-Governor in Council, by Mr. Lucien Baillargeon, notary, of the town of Huntingdon, same county, whereby he prays for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary I. I. Grevier, in his lifetime of the parish of Saint Anicet, district of Beauharnois, as well as part of the records of Mr. A. R. Leduc, notary, now practicing in the said town of Huntingdon.

C. J. SIMARD,
1514-13-5 Assistant Provincial Secretary.

Ratification de titres

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS

Cour supérieure.

Canada, province de Québec, district de Saint-François.

SHERBROOKE FOOTWEAR COMPANY, LIMITED, corps politique et incorporé, ayant son bureau-chef en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, en liquidation, et JOHN J. GRIFFITH, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comptable-liquidateur.

Avis est, par les présentes, donné, qu'il a été déposé chez le liquidateur soussigné, à son bureau, No 46, rue Wellington nord, en ladite cité de Sherbrooke, un certain acte de vente, passé de-

Confirmation of titles

UNDER THE WINDING UP ACT OF CANADA

Superior Court.

Canada, province of Quebec, district of Saint-François.

SHERBROOKE FOOTWEAR COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business at the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, in liquidation, and JOHN J. GRIFFITH, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint-François, accountant, liquidator.

Public notice is hereby given that there has been deposited with the undersigned liquidator, at his office, No. 46 Wellington Street North, in the said city of Sherbrooke, a certain deed, passed

avant Edward-B. Worthington, notaire public, le 11e jour d'avril, 1924, et portant le numéro 9243 des minutes du dit notaire, par John-J. Griffith, liquidateur de ladite Sherbrooke Footwear Company, Limited, en liquidation, à la Corporation de la cité de Sherbrooke, corps politique ayant son bureau chef en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dans lequel acte de vente la propriété transportée est plus particulièrement décrite comme suit, à savoir:

"Les lots Nos 254, 255, 256, 257, 258 et 259, du plan de subdivision officiel du lot No 710, sur le plan cadastral et livre de renvoi officiel pour le quartier est de la cité de Sherbrooke—avec les bâtisses dessus érigées".

Avis est encore donné, par les présentes, que le certificat du registraire, tel que prescrit par la section 7553 des Statuts refondus de Québec, 1909, en rapport avec ladite propriété, a été déposé aussi chez le liquidateur soussigné, à son dit bureau, en même temps que l'acte de vente sus-mentionné.

Ladite propriété a été détenue et possédée durant les trois dernières années par ladite Sherbrooke Footwear Company, Limited, en liquidation.

L'acte de vente et le certificat du registraire ont été ainsi déposés sous l'autorité de et en conformité avec les articles 7552 à 7557, inclusivement, des Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909, et le présent avis est publié en vertu des prescriptions desdits articles et pour donner au dit acte de vente l'effet d'une vente faite par le shérif.

Le liquidateur,
(Signé) JOHN-J. GRIFFITH.

Les procureurs du liquidateur,
(Signé) RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM.
1881-16-2

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 285.

Dans l'affaire de James Scott & Company, Limited, corps politique ayant son bureau chef dans les cité et district de Montréal, en liquidation.

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé entre les mains de Gordon W. Scott, liquidateur à ladite compagnie en liquidation, à son bureau, No 142 rue Notre-Dame, dans la cité de Montréal, un certain acte de vente passé devant H. B. McLean, N. P., 12 avril, 1924, par Gordon W. Scott, de ladite cité de Montréal, comptable, agissant en sa qualité de liquidateur au dit "James Scott & Company, Limited", en liquidation, à "The Canada Life Assurance Company", dans lequel acte l'immeuble vendu est décrit comme suit, savoir:—

"Un certain emplacement étant le lot numéro sept cent un (701) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de la cité de Montréal, mesurant environ vingt pieds de largeur par quatre-vingt-deux pieds de profondeur, mesure française, plus ou moins, et borné en avant par la rue Saint-Jacques, en arrière et du côté sud-ouest par la propriété de Marie-Elizabeth-Delima Clapin et autres ou représentants, et du côté nord-est par la propriété des représentants de la succession de Louis Bisson.

Un autre emplacement faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine, mesurant vingt pieds de largeur par environ quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure française; borné en avant par la rue Saint-Jacques, du côté nord-est par le lot nu-

before Edward B. Worthington, notary public, on the 11th day of April, 1924, and bearing the number 9243 of the minutes of the said notary, from John J. Griffith, liquidator to the said Sherbrooke Footwear Company, Limited, in liquidation, to the Corporation of the city of Sherbrooke, a body politic and corporate, having its head office at the said city of Sherbrooke, in which deed of sale the property conveyed is more particularly described as follows:

"Lots Nos. 254, 255, 256, 257, 258 and 259, on the official subdivision plan of lot No. 710 on the cadastral plan and book of reference for the east ward of the city of Sherbrooke—together with the buildings erected".

Further notice is hereby given that the registrar's certificate, as provided by section 7553 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, in connection with said property, has also been deposited with the undersigned liquidator, at his said office, at the same time as the above deed of sale.

The said property was owned and possessed for the past three years by the said Sherbrooke Footwear Company, Limited, in liquidation.

The deed of sale and registrar's certificate have been so deposited under and pursuant to the provisions of articles 7552 to 7557, inclusive, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, and this notice is given in accordance with the provisions of said articles, and for the purpose of giving the said sale the effect of a sheriff's sale.

(Signed) JOHN J. GRIFFITH,
Liquidator.

(Signed) RUGG, MIGNAULT & HOLTHAM,
1882-16-2 Attorneys for liquidator.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 285.

In the matter of James Scott & Company, Limited, a body corporate having its head office in the city and district of Montreal, in liquidation.

Notice is hereby given that there has been deposited with Gordon W. Scott, liquidator to the said company in liquidation, at his office, No. 142 Notre Dame Street West, in the city of Montreal, a certain deed of sale passed before H. B. McLean, N. P., 12th April 1924, by Gordon W. Scott, of the City of Montreal, accountant, acting in his quality of liquidator to the said James Scott & Company, Limited, in liquidation, to The Canada Life Assurance Company, in which deed of sale the immovable sold is described as follows:

"That certain emplacement being lot number seven hundred and one (701) on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward of the city of Montreal, containing about twenty feet in width by eighty two feet in depth, French measure and more or less; bounded in front by Saint James Street, in rear and on the southwest side by the property of Marie Elizabeth Delima Clapin and others or representatives, and on the northeast side by the property of the representatives of the late Louis Bisson.

Another emplacement forming part of lot number six hundred and ninety four (694), on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine Ward, containing twenty feet in width by about eighty eight feet in depth, French measure; bounded in front by Saint James Street, on the northeast side by lot number seven hun-

méro sept cent un et du côté sud-ouest et en arrière par le résidu du dit lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze, appartenant aux représentants de la succession de François Bisson.

Avec droit de passage à pied et en voiture et avec animaux, en tout temps, sur le terrain connu comme faisant partie du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694), aux dits plan et livre de renvoi officiels, appartenant aux dits représentants de François Bisson et dont partie se trouve située du côté sud-ouest de la propriété présentement hypothéquée, permettant d'entrer dans la cour appartenant aux représentants du dit François Bisson et d'en sortir.

Un emplacement formant partie de la subdivision du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694), aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine et connu et désigné sur le plan de la subdivision dûment fait et classé du dit lot officiel comme subdivision huit, contenant trente pieds de largeur par quarante-trois pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et mille deux cent quatre-vingt-dix pieds en superficie et borné comme suit: en avant par une ruelle de trente-quatre pieds de largeur ou environ, mesure anglaise, formant partie du dit lot officiel, conduisant à la rue Saint-Jacques, laquelle ruelle est maintenant connue comme l'avenue Impérial; en arrière au nord-est par la subdivision numéro dix du dit lot officiel appartenant à Alexander Walker ou ses représentants; au côté nord-ouest par une ruelle de quinze pieds de largeur étant la subdivision numéro sept du dit lot officiel, et au côté sud-est en partie par le lot officiel numéro sept cent un et en partie par une partie du dit lot officiel numéro six cent quatre-vingt-quatorze, secondement décrit ci-dessus.

Avec droit de passage à pied et en voiture ou avec animaux, en commun avec les autres ayant des droits similaires dans la dite ruelle conduisant à la rue Saint-Jacques, laquelle ruelle est maintenant connue comme l'avenue Impérial, et dans les ruelles connues comme subdivisions trois, sept et neuf au plan de la subdivision dûment fait d'une partie du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze aux dits plan et livre de renvoi officiels.

Avec la bâtisse dessus construite portant le numéro 651 de la rue Saint-Jacques, et aussi 1, 3 et 5 de l'avenue Impérial.

Cette certaine lisière de terrain ayant front rue Saint-Jacques, formant le coin nord de la dite rue Saint-Jacques et de l'avenue Impérial et ne portant pas de numéro cadastral; la dite lisière mesurant trois pieds et cinq dixièmes de pied de largeur à un bout au sud-ouest et trois pieds et quatre-vingt-cinq centièmes de pied de largeur à l'autre bout au nord-est, par une profondeur de quatre-vingt-douze pieds et trois dixièmes de pied et contenant une superficie de trois cent trente-six pieds et trois centièmes de pied et bornée comme suit: à un bout au sud-ouest par l'avenue Impérial précitée, à l'autre bout au nord-est par la prolongation en droite ligne de la ligne du côté nord-est du lot original six cent quatre-vingt-quatorze (694), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine de Montréal, d'un côté au nord-ouest par le dit lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694) et de l'autre côté au sud-est par la nouvelle ligne homologuée de ladite rue Saint-Jacques, le tout tel qu'il appert sur un plan préparé par John R. Barlow, arpenteur de la ville, dont une copie du tracé est annexée à un contrat de vente fait par la cité de Montréal à Edward G. Brooks, passé devant R. A. Dunton, notaire, le huitième jour de juillet mil neuf cent dix, enregistré au bureau d'enregistrement pour

dred and one, on the southwest side and in rear by the residue of the said lot number six hundred and ninety four, belonging to the representatives of the late François Bisson.

With the right of passage on foot and with vehicles and animals, at all times, upon the land known as part of lot number six hundred and ninety four (694), on the said official plan and book of reference, belonging to the said representatives of François Bisson, and which part is situate on the southwest side of the property, presently hypothecated, in order to obtain ingress and egress to and from the yard belonging to the representatives of the said François Bisson.

An emplacement forming part of the subdivided portion of lot number six hundred and ninety four (694), on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine Ward, and known and distinguished on the subdivision plan duly made and fyled of the said official lot as subdivision eight, containing thirty feet in width by forty three feet in depth, English measure and more or less, and one thousand two hundred and ninety feet in superficies, and bounded as follows: In front by a lane of thirty four feet, English measure, or thereabouts, in width, forming part of the said official lot leading to Saint James Street, which lane is now known as Imperial Avenue, in rear to the northeast by subdivision number ten of the said official lot, belonging to Alexander Walker or representatives, on the northwest side by a lane fifteen feet in width, being subdivision number seven of the said official lot, and on the southeast side partly by the official lot number seven hundred and one and partly by a portion of the said official lot number six hundred and ninety four, secondly above described.

With the right of passage on foot and with vehicles and animals, in common with others having similar rights in the said lane leading to Saint James Street, which lane is now known as Imperial Avenue, and in the lanes known as subdivisions three, seven and nine on the subdivision plan duly made of a part of lot number six hundred and ninety four on the said official plan and book of reference.

With the building thereon erected, bearing the numbers 651 of Saint James Street and also 1, 3, and 5 of Imperial Avenue.

That certain strip of land fronting on Saint James Street, forming the northerly corner of said Saint James Street and Imperial Avenue, and bearing no cadastral number; the said strip measuring three feet and five tenths of a foot in width at one end to the southwest and three feet and eighty five one-hundredths of a foot in width at the other end to the northeast, by a depth of ninety two feet and three tenths of a foot, and containing a superficial area of three hundred and thirty six feet and three one-hundredths of a foot, and bounded as follows: at one end to the southwest by Imperial Avenue aforesaid, at the other end to the northeast by the prolongation in a straight line of the northeast side line of original lot number six hundred and ninety four (694), on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, Montreal, on one side to the northwest by said lot number six hundred and ninety four (694), and on the other side to the southeast by the new homologated line of said Saint James Street, the whole as shown on a plan prepared by John R. Barlow, city surveyor, a blue print copy whereof being annexed to a deed of sale from the city of Montreal to Edward G. Brooks, executed before R. A. Dunton, notary, on the eighth day of July, nineteen hundred and ten, registered in

la division d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le numéro 149071.

Un certain lot de terre situé dans le quartier Saint-Antoine de ladite ville de Montréal, ayant front sur la rue Saint-Jacques et connu et désigné sous la subdivision dix au plan de subdivision dûment fait et classé du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694-10), aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, et contenant environ quarante-neuf pieds six pouces de largeur par cent dix-huit pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: en front par la rue Saint-Jacques, en arrière par la subdivision huit du lot numéro six cent quatre-vingt-quatorze (694-8) du dit plan officiel—avec les bâtisses sus-érigées, avec le droit d'usage de la dite ruelle en arrière en commun avec d'autres".

En plus, veuillez prendre avis que le certificat du registrateur du bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, préparé en la manière prescrite pour les certificats requis dans le cas de vente d'immeubles par le shérif, a été déposé entre les mains du dit liquidateur, à son bureau, à Montréal.

Ledit immeuble a été pendant les trois dernières années la possession de la personne ci-après désignée, savoir: James Scott and Company, Limited.

Que lesdits acte de vente et certificat de recherche ont été déposés en conformité des articles 7552 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec, et que le présent avis est publié en conformité desdits articles et afin de donner à ladite vente l'effet d'une vente au shérif.

Daté dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, ce seizième jour d'avril 1924.

Le liquidateur,

1891—16-2 (Signé) GORDON W. SCOTT.

the registry office for the registration division of Montreal West, under number 149071.

A certain lot of land situate in the Saint Antoine Ward of the said city of Montreal, fronting on Saint James Street, and known and designated as subdivision ten on the subdivision plan duly made and filed of lot number six hundred and ninety four (694-10), on the official plan and book of reference of the Saint Antoine Ward, and containing about forty nine feet six inches in width by one hundred and eighteen feet in depth, English measure and more or less, and bounded as follows: in front by Saint James Street, in rear by subdivision eight of lot number six hundred and ninety four of said official plan—with the buildings thereon erected, with the right of use of said lane in rear in common with others".

Moreover take notice that the certificate of the registrar for the registration division of Montreal against the said immovable, prepared in the manner prescribed for the certificate required in cases of a sale of immovables by the sheriff, has been deposited in the hands of the said liquidator, at his office, at Montreal.

The said immovable has during the three years preceding the said sale been in the possession of the person hereinafter named, to wit: the said James Scott & Company, Limited.

That the said deed of sale and the certificate of search have been deposited in conformity with articles 7552 and following of the Revised Statutes of the Province of Quebec, and the present notice is published in conformity with the said articles in order to give to the said sale the effect of a sheriff's sale.

Dated at Montreal, in the Province of Quebec, this 16th day of April 1924.

GORDON W. SCOTT,

Liquidator.

Soumissions

CITE DE SOREL.

Soumissions pour obligations.

La cité de Sorel recevra jusqu'à huit heures P. M., samedi, le 10 mai 1924, des soumissions pour \$160,000.00 d'obligations, datées du 1er juin 1924 et payables le 1er juin 1939, moins un montant de \$49,400.00 qui sera remboursé par montants annuels durant les 15 années de cette émission.

Ces obligations seront en coupures de \$1,000.00, \$500.00 et \$100.00 et payables à la Banque d'Hochelaga, à Montréal ou à Sorel. Elles porteront 5½% d'intérêt payable aux mêmes endroits, le 1er décembre et le 1er juin.

Ces soumissions seront ouvertes à huit heures P. M., samedi, le 10 mai 1924, à une session du conseil de ville, en l'hôtel de ville, et aucune d'elles ne sera nécessairement acceptée.

Un chèque accepté de \$1,600.00 devra accompagner ces soumissions.

Le greffier de la cité,

A.-O. CARTIER.

Hôtel de ville,
Sorel, 15 avril 1924.

1887—16-2

Tenders

CITY OF SOREL.

Tenders for Bonds.

The city of Sorel will receive up to eight o'clock P. M., on Saturday, the 10th of May, 1924, tenders for \$160,000.00 bonds dated of the 1st of June, 1924, and payable the 1st of June, 1939, less an amount of \$49,400.00 to be refunded by annual amounts during the 15 years of this issue.

Those bonds shall be of \$1,000.00, \$500.00 and \$100.00 denominations and payable at La Banque d'Hochelaga, Montreal or Sorel; they will bear interest at 5½%, payable at the same places, on December 1st and June 1st.

These tenders will be opened at 8 o'clock P. M., on Saturday, the 10th of May, 1924, at a meeting of the City Council, in the City Hall, and not any of the tenders will necessarily be accepted.

Each tender must be accompanied by certified cheque at the amount of \$1,600.00.

A. O. CARTIER,

City Clerk.

City Hall,
Sorel, April 15th, 1924.

1888—16-2

PROVINCE DE QUEBEC.

PROVINCE OF QUEBEC

MUNICIPALITE SCOLAIRE DU VILLAGE SCHOOL MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF GIFFARD

La Commission scolaire du village Giffard, dans le comté de Québec, demande des offres écrites pour une série d'obligations émises par elle au montant de \$21,400.00, payables en série durant une période de 28 ans, à compter du 1er novembre 1923, portant intérêt au taux de 5½% par an, le dit intérêt payable semi-annuellement le 1er jour des mois de mai et novembre de chaque année, au bureau principal de la Caisse d'Economie de Notre-Dame-de-Québec, à Québec.

Coupons de \$100.00 et de \$500.00.

- 1 de 100 à 14 ans
- 2 " 100 à 15 ans
- 2 " 100 à 16 ans
- 2 " 500 et 3 de 100 à 17 ans
- 2 " 500 à 18 ans
- 3 " 500 à 19 ans
- 3 " 500 et 1 de 100 à 20 ans
- 3 " 500 et 2 de 100 à 21 ans
- 3 " 500 et 3 de 100 à 22 ans
- 3 " 500 et 4 de 100 à 23 ans
- 4 " 500 à 24 ans
- 4 " 500 et 1 de 100 à 25 ans
- 4 " 500 et 2 de 100 à 26 ans
- 4 " 500 et 3 de 100 à 27 ans
- 3 " 500 à 28 ans.

Les offres devront être accompagnées d'un chèque de 1% de la somme, garanti par une banque, et déclarer si l'offre est faite avec intérêt accru ou non.

Elles seront étudiées par la Commission scolaire le 5ème jour de mai 1924, et la Commission ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des offres qui lui seront faites.

Giffard, le 15ème jour du mois d'avril 1924.

Le secrétaire-trésorier,
JOSEPH DROUIN.

B. P. Monument, Giffard, Québec. 1909

The School Commission of the village of Giffard, in the county of Quebec, is asking for written tenders for serial bonds issued by it amounting to \$21,400.00, payable serially during a period of 28 years, from the 1st of November 1923, bearing interest at the rate of 5½% per annum, the said interests being payable semi-yearly the first days of the months of May and November of each year, at the head office of "La Caisse d'Economie de Notre-Dame-de-Québec", at Québec.

Denominations of \$100.00 and of \$500.00.

- 1 of 100 maturing in 14 years
- 2 " 100 maturing in 15 years
- 2 " 100 maturing in 16 years
- 2 " 500 and 3 of 100 maturing in 17 years
- 2 " 500 maturing in 18 years
- 3 " 500 maturing in 19 years
- 3 " 500 and 1 of 100 maturing in 20 years
- 3 " 500 and 2 of 100 maturing in 21 years
- 3 " 500 and 3 of 100 maturing in 22 years
- 3 " 500 and 4 of 100 maturing in 23 years
- 4 " 500 maturing in 24 years
- 4 " 500 and 1 of 100 maturing in 25 years
- 4 " 500 and 2 of 100 maturing in 26 years
- 4 " 500 and 3 of 100 maturing in 27 years
- 3 " 500 maturing in 28 years.

Tenders must be accompanied by a marked cheque of 1% of the loan and declare whether the offer is made with accrued interests or not.

Tenders will be considered by the School Commission the 5th day of May, 1924, and the Commission does not bind itself to accept the highest or any of the offers received.

Giffard, the 15th day of the month of April, 1924.

JOSEPH DROUIN,
Secretary-treasurer.

P. O. Monument, Giffard, Québec. 1910

DEMANDE DE SOUMISSIONS.

APPLICATION FOR TENDERS.

La commission scolaire, section catholique, de la ville de Waterloo, Qué.

The Catholic School Commission of the Town of Waterloo, Que.

Des soumissions cachetées et scellées, adressées au secrétaire-trésorier de la commission scolaire catholique de la ville de Waterloo, Qué., seront reçues jusqu'à midi, mardi, le sixième jour du mois de mai prochain, pour l'achat de trente-cinq mille dollars (\$35,000) d'obligations de la commission scolaire catholique de la ville de Waterloo, datées du premier juillet 1924, et remboursables par différents montants d'année en année jusqu'à quarante ans, portant intérêt au taux de cinq et demi (5½%) l'an, payable semi-annuellement le premier janvier et juillet de chaque année, le capital et les intérêts de ces obligations sont payables à Montréal, Québec et Waterloo.

Le bureau de la cite commission scolaire catholique de Waterloo ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions.

Waterloo, P. Q., 3 avril 1924.

Le secrétaire-trésorier,
R.-R. BACHAND, N. P.

1757-15-2

Sealed tenders addressed to the Secretary-Treasurer of the Catholic School Commission of the Town of Waterloo, Que., will be received until twelve o'clock noon of the sixth day of the month of May next, for the purchase of thirty five thousand dollars (\$35,000.00), of bonds of the Catholic School Commission of the Town of Waterloo, dated the first of July, 1924, and redeemable in various amounts from year to year up to forty years, bearing interest at the rate of five and a half per cent, (5½%), payable semi-yearly the first days of January and July of each year, the capital and interests of these bonds being payable at Montreal, Quebec and Waterloo.

The Board of the said Catholic School Commission of Waterloo does not bind itself to accept the lowest or any of the tenders.

Waterloo, P. Q., April 3, 1924.

R. R. BACHAND, N. P.,
Secretary-Treasurer.

1758-15-2

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Dominion Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, mercredi, le 14 mai 1924, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier juin 1923 dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le vice-président et gérant-général,
1613-14-6 T. E. McDONNELL.

A CEUX QUE LES PRÉSENTES CONCERNENT:—Avis est par les présentes donné que tous les articles reçus avant le 28ième jour de février 1923, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la Canadian National Express, et de l'American Railway Express Company, à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse, et de l'Île-du-Prince-Édouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie Walter M. Kearns, 346 rue de l'Université, Montréal, province de Québec, à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le SIXIEME jour de MAI 1924, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce dixième jour de mars 1924.

Canadian National Express,
Montréal, Qué.,
L'Assistant gérant général,
1323-11-6 W. C. MUIR.

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Dominion Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Wednesday, May 14, 1924, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to June the first 1923, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
Vice-President and General Manager.
1614-14-6

TO WHOM IT MAY CONCERN:—Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty eighth of February, A. D. 1923, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express and the American Railway Express Company, at different points in the Provinces of Ontario, Quebec, New-Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the company's auctioneer, Walter M. Kearns, 346 University Street, Montreal, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the SIXTH day of MAY, A. D., 1924, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this tenth day of March, 1924.

W. C. MUIR,
Assistant General Manager,
Canadian National Express, Montreal, Que.
1324-11-6

Ventes—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 91. (En faillite).—Dans l'affaire de Patenaude, Carignan et Compagnie, Limitée, cédante autorisée, et Joseph-E. Lemire, syndic autorisé.

Avis est par les présentes donné que le sousigné, dûment autorisé, vendra au plus haut et dernier enchérisseur, au bureau du shérif du district de Montréal, au palais de justice, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, appartenant à la dite cédante autorisée, savoir:

Un emplacement ayant front sur le boulevard Saint-Laurent, dans la cité de Montréal, composé de deux lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions numéros deux cent vingt et un et deux cent vingt-deux, du lot originaire numéro onze (11-221 et 222), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, moins cette partie du dit emplacement expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement du boulevard Saint-Laurent; borné en front par la partie des deux dits lots expropriée par la cité de Montréal et faisant aujourd'hui partie du boulevard Saint-Laurent, en arrière par une ruelle, d'un côté par la subdivision nuéro deux cent vingt du dit lot numéro onze du dit cadastre, et de l'autre côté par la subdivision numéro deux cent vingt-trois du dit lot numéro onze—avec toutes les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 2018, 2020 et 2022,

Sales—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 91 (In bankruptcy).—In the matter of Patenaude, Carignan & Company, Limited, authorized assignor, and Joseph E. Lemire, authorized trustee.

Notice is hereby given that the undersigned, duly authorized, will sell to the highest and last bidder, at the Sheriff's office of the district of Montreal, at the Court House, in the city of Montreal, the TWENTIETH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, the following property belonging to the above estate:

An emplacement fronting on St. Lawrence Boulevard, in the city of Montreal, composed of two lots known and designated as being the subdivisions numbers two hundred and twenty one and two hundred and twenty two, of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte Saint Louis, less that portion of said emplacement expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Lawrence Boulevard; bounded in front by the portion of said two lots expropriated by the city of Montreal and being now part of Saint Lawrence Boulevard, in the rear by a lane, on one side by the subdivision number two hundred and twenty of said lot number eleven of said plan and book of reference, and on the other side by the subdivision number two hundred and twenty three of said lot eleven of said plan and book of reference—with all the buildings thereon erected, bearing civic

du dit boulevard Saint-Laurent, tel que le tout se trouve actuellement.

La présente vente est faite en vertu de l'article 20, paragraphe C de la Loi de faillite fédérale de 1920 et de ses amendements, et aura tout l'effet du décret. Elle est sujette à toutes les conditions ordinaires d'une vente par le shérif.

Un dépôt de \$2,500.00 sera exigé de chaque enchérisseur, avec son enchère.

En outre du prix d'adjudication, l'adjudicataire devra payer les honoraires et commission du gouvernement et du shérif.

Pour toutes autres informations, s'adresser à:

JOSEPH-E. LEMIRE, N. P.

Edifice Marcell Trust,

Chambre 3, 288, rue Saint-Jacques,

Tél. Main 4895, Montréal. 1889-16-2

Dans l'affaire de Alexandre Bouchard, de Laterrière, comté de Chicoutimi, cultivateur, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que les immeubles du cédant en cette affaire seront vendus par encan public, comme suit:

1. A la porte de l'église de Bagotville, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures A. M.

A.—Les lots deux cent soixante-dix-huit, deux cent soixante-dix-neuf et deux cent quatre-vingt (278, 279 et 280), du cadastre du village de Bagotville, en bloc.

B.—Une partie du lot trois cent trois, du même cadastre du village de Bagotville, ayant cinquante pieds de largeur par ce it pieds de profondeur; bornée en front par le chemin Sydenham et des autres côtés par le terrain de Joseph Perron, représentant Wilfrid Côté.

C.—Le lot trois cent quatre-vingt-dix (390), du cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse, contenant cinquante acres, plus ou moins.

D.—Les droits du cédant et améliorations sur le lot numéro trois cent quatre-vingt-treize, du même cadastre de la paroisse de Saint-Alphonse (393). Ce lot n'est pas patenté.

2. A la porte de l'église de Notre-Dame-de-Laterrière, MERCREDI, le VINGT ET UNIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures A. M., le lot numéro trois cent soixante-seize (376), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alphonse, étant le lot 12 du 2ème rang sud-ouest, d'après la division primitive du canton Chicoutimi—avec bâtisses.

3. Au bureau du shérif, en le palais de justice, dans la ville de Chicoutimi, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI 1924, à DIX heures A. M., les lots six B et sept A (6B et 7A), du troisième rang sud-ouest du chemin Sydenham (rang Saint-Roch), dans le canton de Chicoutimi. Ces deux terrains ne faisant qu'une exploitation seront vendus ensemble, en bloc—avec bâtisses.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné ou au dit Alex. Bouchard, à Laterrière.

Conditions de vente: Argent comptant.

Cette vente est faite conformément à la Loi des faillites 9-10 George V, chap. 36, article 20, paragraphe 4 et ses amendements, ayant l'effet du décret de même qu'une vente faite par le shérif.

Le syndic autorisé,

HENRI GIRARD.

Chicoutimi, 15 avril 1924.

1911-16-2

numbers 2018, 2020, 2022 of said Saint Lawrence Boulevard, as the whole now exists.

The present sale is made in virtue of Article 20, paragraph C of the Federal Bankruptcy Law of 1920 and its amendments, and will have the effect of a sheriff's sale, and be subject to all the conditions of such sale.

A deposit of \$2,500.00 will be exacted from each bidder with his bid.

Beside the purchase price the adjudicator will pay the fees and commission to the Government and Sheriff.

For other information, apply to:

JOSEPH E. LEMIRE, N. P.

Marcell Trust Building,

Room 3, 288 Saint James Street,

Tel. Main 4895, Montreal. 1890-16-2

In the matter of Alexandre Bouchard, of Laterrière, county of Chicoutimi, farmer, authorized assignor.

Notice is hereby given that the immovables of the assignor in the above matter will be sold by public auction, as follows:

1. At the door of the church of Bagotville, on TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY, 1924, at TEN o'clock A. M.

A.—The lots two hundred and seventy eight, two hundred and seventy nine and two hundred and eighty (278, 279 and 280), of the cadastre of the village of Bagotville, *en bloc*.

B.—A part of lot three hundred and three of the same cadastre of the village of Bagotville, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by Sydenham Road, and on the other sides by the land of Joseph Perron, representing Wilfrid Côté.

C.—The lot three hundred and ninety (390), of the cadastre of the parish of Saint Alphonse, containing fifty acres, more or less.

D.—The rights of the assignor and improvements on lot number three hundred and ninety three (393), of the same cadastre of the parish of Saint Alphonse. This lot is not patented.

2. At the door of the church of Notre Dame de Laterrière, on WEDNESDAY, the TWENTY FIRST day of MAY, 1924, at TEN o'clock A. M., the lot number three hundred and seventy six (376), of the official cadastre of the parish of Saint Alphonse, being lot 12 of the second southwest range, according to the original division of the township of Chicoutimi—with the buildings thereon.

3. At the office of the sheriff, in the Court House, in the town of Chicoutimi, the TWENTY SECOND day of MAY, 1924, at TEN o'clock A. M., the lots six B and seven A (6B and 7A), of the third southwest range of the Sydenham Road (Saint Roch range), in the township of Chicoutimi. The two above lots forming one single plot of land and to be sold *en bloc*—with the buildings thereon.

The titles and certificates may be seen at my office.

These properties may be inspected at any time on applying to the undersigned or to the said Alex. Bouchard, at Laterrière.

Terms of sale: Cash.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act 9-10 George V, chap. 36, article 20, paragraph 4 and amendments thereto, having the effects of a sheriff's sale.

HENRI GIRARD,

Authorized Trustee.

Chicoutimi, April 15, 1924.

1912-16-2

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure (En faillite), No. 251.—Dans l'affaire de J.-I. Chouinard, marchand, de Montréal, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MER-CREDI, le VINGT-HUITIEME jour de MAI 1924, à TROIS heures de l'après-midi, sera vendu par eucan public, a i bureau du shérif, à Montréal, l'immeuble suivant, savoir:

Une propriété sise et située au coin des rues Notre-Dame et Bonsecours, dans le quartier Est de la cité de Montréal, connue et désignée comme étant le No 55, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Est, mesurant en front sur la rue Notre-Dame, 150 pieds et sur la rue Bonsecours, 116 pieds et 9 pouces, 94 pieds et 6 pouces dans la ligne nord-est, et 156 pieds et 3 pouces dans la ligne sud-est, ayant une superficie de 15,797 pieds, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites et portant les Nos 310 et 326, de la rue Notre-Dame-Est, et 15 à 21, de la rue Bonsecours.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, en date du 8ème jour d'avril 1924, et conformément aux formalités de la Loi de faillite, section 20, sous-section 4, lettre b, pour lui donner l'effet du décret.

Condition de vente: Argent comptant.

Le syndie autorisé,

EUGENE PREVOST.

Bureau de Prevost & Perras,

50, rue Notre-Dame-Ouest, Montréal.
1913—16-2

District d'Arthabaska, comté de Drummond, Qué. Dans l'affaire de: Georges Poulin, cédant autorisé, marchand général, de Drummondville, Qué.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public à la porte de l'église de Saint-Frédéric-de-Drummondville, l'immeuble suivant:

1. Un terrain ou emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville, sur le côté nord-ouest du chemin d'Yamaska, faisant partie du lot de terre numéro six, du troisième rang du canton de Grantham, contenant soixante-six pieds de front sur cent trente-deux pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins et sans garantie de mesure précise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Grantham, sous le numéro cent soixante et un-F (161f)—avec maison servant de magasin, et autres bâtisses y érigées.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en tout temps.

Cette vente est faite conformément à l'article 20, paragraphe B, de la loi de faillite, 9 et 10 Geo. V, et a les mêmes effets que la vente faite par le shérif.

Conditions de vente: Comptant.

Le syndie autorisé,

J.-W. ST-ONGE.

Bureau No 28, rue Heriot.

Drummondville, Qué. 1923—16-2

Canada, province de Québec, district de Terrebonne.

Dans l'affaire de J.-B. Tassé, Enr. (Dame J.-B. Tassé et héritiers de David Tassé), Sainte-Scholastique, Qué., failli.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court (in Bankruptcy), No. 251.—In the matter of J. I. Chouinard, merchant, of Montreal, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of MAY, 1924, at THREE o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the Sheriff's office, at Montreal, the following immovable, to wit:

A property lying and situate at the corner of Notre Dame and Bonsecours Streets, in the East Ward of the city of Montreal, known and designated as being No. 55, on the official plan and book of reference of the East Ward, measuring in front on Notre Dame Street, 150 feet, and on Bonsecours Street, 116 feet and 9 inches, 94 feet and 6 inches in the northeast line, and 156 feet and 3 inches in the southeast line, containing an area of 15,797 feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected and bearing Nos. 310 to 326 Notre Dame Street East, and 15 to 21 Bonsecours Street.

The sale is made under a judgment of the Superior Court, dated the 8th day of April, 1924, and pursuant to the formalities of the Bankruptcy Act, section 20, sub-section 4, letter b, to give it the effect of a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

EUGENE PREVOST,
Authorized Trustee.

Office of Prevost & Perras,

50 Notre Dame Street West, Montreal.
1914—16-2

District of Arthabaska, county of Drummond, Que. In the matter of: Georges Poulin, authorized assignor, general merchant, of Drummondville, Que.

Notice is hereby given that TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY 1924, at TEN o'clock in the forenoon, will be sold at public auction, at the church door of Saint-Frédéric de Drummondville, district of Arthabaska, the following immovable property:

1. One piece of land situated in the parish of Saint-Frédéric de Drummondville, on the north-west side of the Yamaska road, being part of the lot number six, of the third range of the township of Grantham, containing sixty-six feet in front on one hundred and thirty two feet in depth, English measure, more or less, without any guarantee of exact measure, known and designated at the official plan and book of reference for the township of Grantham, under number one hundred and sixty one-F (161f)—with a house used as a store, and other buildings thereon erected.

Titles and certificates may be examined at my office at any time.

This sale is made according to article 20, paragraph B of the Bankruptcy Act, 9 and 10 Geo. V, and has the same effects as a sale made by the sheriff.

Conditions of sale: Cash.

J. W. ST. ONGE,
Authorized Trustee.

Office: No. 28 Heriot St.

Drummondville, Qué. 1924—16-2

Canada, province of Quebec, district of Terrebonne.

In the matter of J. B. Tassé, Reg. (Mrs J. B. Tassé & Heirs of the late David Tassé), Sainte-Scholastique, Que., debtor.

Public notice is hereby given that the immovable property described as follows:

Un emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Scholastique, comme faisant partie du lot numéro cent quatre (104); contenant le dit emplacement environ un demi-arpent en superficie — avec maison, fonderie et autres bâtisses dessus érigées; tenant devant à la rue Saint-Vincent et à Félix Raymond ou représentants sur le dit No 104; d'un côté à une ruelle et au dit Félix Raymond sur le dit No 104; d'un autre côté à Olivier Bertrand, sur partie du No 104 et à un chemin de passage mitoyen; en arrière, par partie à la Belle Rivière et partie au No 108 dudit cadastre.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure de la Cour de faillite No 1, conformément à la Loi 9-10 Geo. V, chap. 36, art. 20, par. 4, lettre C, ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Scholastique, district de Terrebonne, le MARDI, TREIZIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
VINCENT LAMARRE.
E. McNICOLL.

Bureaux: 88 rue Craig Ouest, Montréal.
Montréal, 9 avril 1924.

1813—15-2

Canada, Province de Québec, district de Saint-François. Dans l'affaire de Narcisse-Edgar Gariépy et Aldège Cabana, faisant affaires sous les nom et raison sociale de Gariépy & Cabana, faillis, La Patrie, Québec.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Un terrain situé au Canton Ditton, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le Canton de Ditton comme étant partie du lot numéro cent soixante et onze (171) du dit Canton, mesurant soixante-sept pieds de front, deux cent vingt-cinq pieds dans la ligne ouest, cinquante-quatre pieds en arrière et cent soixante-quinze pieds dans la ligne est; borné comme suit: en front par le chemin public, en arrière par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau, d'un côté à l'ouest par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana et de l'autre côté à l'est partie par le chemin d'Emberton à Scotstown et partie par le lot No 170 appartenant à Thomas Ricard ou représentant. Ce terrain étant l'emplacement du magasin actuellement détruit par le feu.

2. Partie du dit lot cent soixante et onze (171), des dits plan et livre de renvoi officiels dudit Canton de Ditton, mesurant cinquante-huit pieds de largeur, par deux cent vingt-cinq pieds de profondeur dans la ligne est, et deux cent vingt-huit pieds dans la ligne ouest; borné en front par le chemin public, d'un côté à l'est par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana et de l'autre côté à l'ouest par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana, en arrière par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau—avec les bâtisses dessus construites.

3. Ces certains emplacements ou lots de terre sis et situés au dit Canton de Ditton et connus et désignés sur le plan du cadastre pour le dit Canton comme étant:

a. Partie dudit lot numéro cent soixante et onze (171) du dit Canton, mesurant quinze pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée en front par le chemin public, en arrière par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau,

An emplacement known and designated on the plan and book of reference of the parish of Sainte Scholastique, as forming part of lot number one hundred and four (104), containing about one half arpent in superficies—with house, foundry and other buildings thereon erected; bounded in front by Saint Vincent St., and Félix Raymond on said No. 104; on one side by a lane and the said Félix Raymond on part of said No. 104; on the other side by Olivier Bertrand on part of said No. 104 and a *mitoyen* passage; in rear, part by la Belle Rivière and part by No 108 of said cadaster.

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court in Bankruptcy, division No. 1, according to the Act 9-10 Geo. V, ch. 36, art. 20, par. 4, letter C, having the effects of a sheriff's sale, at the door of the parochial church of Sainte Scholastique, district of Terrebonne, on TUESDAY, the THIRTEENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Terms of payment: 20% cash, the balance within three days.

For particulars and list of charges, apply to the undersigned.

VINCENT LAMARRE,
E. McNICOLL,
Trustees.

Office: 83 Craig Street West, Montreal.
Montreal, 9th April, 1924.

1814—15-2

Canada, Province of Quebec, district of Saint Francis. In the matter of Narcisse Edgar Gariépy and Aldège Cabana, carrying on business under the firm name and style of Gariépy & Cabana, bankrupts, La Patrie, Que.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1. A lot of land situate in the township of Ditton, known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Ditton as being part of the lot number one hundred and seventy one (171) of said township, measuring sixty seven feet in front, two hundred and twenty five feet in the west line, fifty four feet in rear and one hundred and seventy five feet in the east line, bounded as follows: in front by the public road, in rear by part of the same lot belonging to Sophie Brosseau, on one side to the west by part of the same lot belonging to Gariépy & Cabana and on the other side to the east partly by the road from Emberton to Scotstown and partly by lot No. 170 belonging to Thomas Ricard or representative. This lot of land being the emplacement of the store now burnt down.

2. Part of the said lot number one hundred and seventy one (171) of said official plan and book of reference of said township of Ditton, measuring fifty eight feet in width by two hundred and twenty five feet in depth in the east line and two hundred and twenty eight feet in the west line; bounded in front by the public road, on one side to the east by part of the same lot belonging to Gariépy & Cabana and on the other side to the west by part of same lot belonging to Gariépy & Cabana, in rear by part of the same lot belonging to Sophie Brosseau—with the buildings thereon erected.

3. These certain emplacements or lots of land lying and situated at the said township of Ditton, and known and designated on the cadastral plan for the said township as being:

a. Part of said lot number one hundred and seventy one (171) of said township, measuring fifteen feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by the public road, in rear by part of same lot belonging to Sophie

d'un côté à l'est par partie du même lot appartenant à Gariépy & Cabana et de l'autre côté à l'ouest par partie du lot No 172 ci-après décrit.

b. Partie du lot numéro cent soixante-douze du dit Canton, mesurant trente-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur; bornée en front par le chemin public, en arrière et du côté ouest par partie du même lot appartenant à Sophie Brosseau et du côté est par partie dudit lot No 171 ci-dessus décrit en dernier lieu—avec bâtisses dessus construites ayant déjà servi de magasin.

4. Ce terrain situé au Canton Ditton étant partie du lot numéro cent soixante-quatre (164) des plan et livre de renvoi officiels du Canton de Ditton, mesurant soixante-six pieds de largeur par cent quatre-vingt-quinze pieds de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites; borné en front par le chemin public, à l'ouest par partie du même lot appartenant à Léon Lacasse, au nord et à l'est par partie du même lot appartenant à Louis Côté, avec droit de passage sur cette partie dudit lot No 164 appartenant à Louis Côté ou représentant, située immédiatement à l'est de l'emplacement ci-dessus décrit, le dit passage, seize pieds de largeur par toute la profondeur de l'emplacement ci-dessus décrit, avec entretien à frais commun entre les propriétaires adjacents.

Seront vendus conformément à la Loi 9-10 Geo. V, Chap. 36, Art. 20, Paragraphe 3A-B, ayant effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de La Patrie, district de Saint-François, le SAMEDI le DIX-SEPTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: 20% comptant, la balance sous trois jours.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le syndic autorisé,

VINCENT LAMARRE.

Bureaux: 83 Craig Ouest, Montréal.

Montréal, 9 avril 1924.

1815—15-2

Province de Québec, District de Montréal, Cour supérieure, en faillite. Dans l'affaire de Benjamin Biron, de Saint-Thomas-de-Pierreville, fabricant de fromage, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que le MARDI, SIXIEME jour du mois de MAI 1924, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Thomas-de-Pierreville, l'immeuble suivant, décrit comme suit, savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, en la concession de Saint-Joseph, de la contenant de cinquante pieds de largeur sur soixante-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins, quel qu'il soit, devant être au profit ou à la perte de l'acquéreur; tenant d'un bout au nord-est au chemin de front, de l'autre bout au sud-est et du côté nord-est à Exilia Senneville, et du côté sud-ouest à une route publique—avec une fromagerie et autres bâtisses dessus construites.

Laquelle portion de terre est une partie ainsi que susdésignée du lot de terre décrit aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de Saint-Thomas-de-Pierreville, comme étant le lot numéro deux cent vingt-neuf (Ptie No 229).

Cette vente est faite en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, district de Montréal, en date du 25ème jour de mars 1924, et conformément

Brosseau, on one side to the east by part of the same lot belonging to Gariépy & Cabana and on the other to the west by that part of lot No. 172 hereunder described;

b. Part of lot number one hundred and seventy two (172) of said township, measuring thirty five feet in width by one hundred feet in depth; bounded in front by the public road, in rear and on the west side by part of the same lot belonging to Sophie Brosseau and on the east side by that part of lot No. 171 lastly hereabove described—with the buildings thereon erected formerly used as a store.

4. That certain lot of land situate in the township of Ditton, being part of lot number one hundred and sixty four (No. 164) of the official plan and book of reference of the township of Ditton, measuring sixty six feet in width by one hundred and ninety five feet in depth, more or less—with the buildings thereon erected; bounded in front by the public road, to the west by part of the same lot belonging to Léon Lacasse, to the north and east by part of the same lot belonging to Louis Côté, with a right of passage over that part of said lot No. 164 belonging to Louis Côté or representative, lying immediately to the east of the emplacement herein described, measuring, the said passage, sixteen feet in width by all the depth of the emplacement herein described, the maintenance of said passage being at the common expense of neighboring proprietors.

Will be sold pursuant to the Act 9-10 Geo. V, Chap. 36, Art. 20, Paragraph 3A-B, having the effects of a sheriff's sale, at the door of the parochial church of La Patrie, district of Saint Francis, on SATURDAY, the SEVENTEENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Terms of payment: 20% cash and the balance within three days.

For particulars and list of charges, apply to the undersigned:

VINCENT LAMARRE,

Authorized Trustee.

Offices: 83 Craig West, Montreal.

Montreal, April 9, 1924.

1816—15-2

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, sitting in Bankruptcy. In the matter of Benjamin Biron, of Saint Thomas de Pierreville, cheese-maker, authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the SIXTH day of the month of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be offered for sale by public auction, at the door of the parochial church of Saint Thomas de Pierreville, the following immovable, described as follows, to wit:

That certain tract of land situate in the parish of Saint Thomas de Pierreville, in the concession of Saint Joseph, containing fifty feet in width by seventy feet in depth, more or less, whatever it may be, the more or the less to be to the profit or loss of the purchaser; bounded at one end to the northeast by the front road, at the other end to the southeast and to the northeast by Exilia Senneville and on the southwest side by a public road—with a cheese factory and other buildings thereon erected.

Which tract of land is a part as described above of the lot of land designated on the official plan and book of reference for the parish of Saint Thomas de Pierreville, as being lot number two hundred and twenty nine (Pt. No. 229).

This sale is made under a judgment of the Superior Court, district of Montreal, dated the 25th day of March, 1924, and pursuant to articles 716

aux articles 716 et 717 C. P. C. et à l'article 20, paragraphe 4, de la Loi des faillites, qui a le même effet qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de vente: argent comptant.

Les syndics autorisés,

J.-A. TURCOTTE et E.-H. MERRILL.

Bureau: 50 Notre-Dame ouest.

Montréal, 27 mars 1924.

1607—14-2

Dans l'affaire de Joseph Pepin, cultivateur, de la partie Ouest du canton de Farnham, Comté de Mississquoi, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SEPTIEME jour du mois de MAI, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'Eglise Catholique Romaine de Saint-Romuald-de-Farnham, dans la ville de Farnham, il sera vendu par encan public, les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre connue et désignée par le lot numéro cent quatre-vingt quatorze (194) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Romuald-de-Farnham—avec bâtisses y érigées; contenant environ quatre-vingt-dix-huit acres de terre en superficie, plus ou moins.

2. La partie nord des lots désignés comme étant les subdivisions numéros neuf et dix du lot numéro deux cent neuf (subs. 9 et 10 lot 209) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Farnham—avec dépendances y érigées; mesurant, telles parties de lots, au nord sur la rue McCorkill, cent pieds; à l'ouest, cent cinquante pieds; au sud, quatre-vingt-dix pieds; à l'est, cent quatorze pieds, le tout plus ou moins, sans garantie de mesure précise.

Bornées, telles parties de lots, au nord, par la rue McCorkill; au sud par parties des dits lots; à l'ouest par la subdivision numéro neuf; à l'est par la subdivision numéro onze du susdit cadastre de la ville de Farnham.

Cette vente est faite conformément à la loi de Faillite 9-10 George V, chap. 36, article 20, paragraphe 4, et amendements, ayant l'effet du décret de même qu'une vente faite par le shérif. Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic autorisé,

D.-H. NOISEUX.

Farnham, Mars 28, 1924.

1609—14-2

Dans l'affaire de: Joseph-A. Vézina, Trois-Rivières, Qué., failli.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le SEPTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures de l'avant-midi, seront vendus par encan public, à mon bureau, 142 rue Notre-Dame, Trois-Rivières, les immeubles suivants, savoir:

Un emplacement situé au sud-ouest de la rue Saint-Antoine, en la cité des Trois-Rivières, contenant environ quarante-sept pieds de largeur par cent dix-huit à cent vingt-deux pieds de profondeur, connu et désigné comme étant l'extrémité nord-ouest des lots numéros six cent soixante-seize, six cent soixante-quinze et six cent soixante-quatorze et la partie adjacente du lot numéro six cent soixante-treize du cadastre officiel pour la dite cité; borné en front, par la dite rue Saint-Antoine, en profondeur, par la ligne latérale sud-ouest du dit lot numéro six cent soixante-treize du dit cadastre; du côté sud-est, partie au surplus du dit lot No. 676 appartenant à la succession Ryan, partie au surplus du dit lot No. 675 appartenant à Hector Girardeau et la balance

and 717 C. C. P. and to article 20, par. 4 of the Bankruptcy Act, which gives it the same effects as a sheriff's sale.

Terms of sale: Cash.

J. A. TURCOTTE and E. H. MERRILL,

Authorized trustees.

Office: 50 Notre-Dame Street West,

Montreal, March 27, 1924.

1608—14-2

In the matter of the estate of Joseph Pepin, farmer, of the West part of the Township of Farnham, County of Mississquoi, authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the Roman Catholic Church door of the Parish of Saint Romuald of Farnham, in the town of Farnham, there will be sold by public auction the following immovable properties, to wit:

1. A farm known and designated by lot number one hundred and ninety four (194) of the official plan and book of reference of the Parish of Saint Romuald of Farnham—with the buildings thereon erected; containing about ninety eight acres of land in superficies, more or less.

2. The north parts of lots designated as being the subdivision numbers nine and ten of lot number two hundred and nine (Subs. 9-10 Lot 209) of the official plan and book of reference of the town of Farnham—with buildings thereon erected; measuring, said parts of lots, to the north on McCorkill Street, one hundred feet; to the west one hundred and fifty feet; to the south, ninety feet; to the east, one hundred and fourteen feet, the whole more or less, without any guarantee as to precise measurements.

Bounded, said parts of lots, to the north by McCorkill Street; to the south by parts of said lots; to the west by subdivision number eight; to the east, by subdivision number eleven of said cadastral plan of the town of Farnham.

This sale is made pursuant to the Bankruptcy Act, 9-10 George V, Chap. 36, Art. 20, Paragraph 4 and amendments and has the same effects as a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

D. H. NOISEUX,

Authorized trustee.

Farnham, Que., March 28, 1924.

1610—14-2

In the matter of Joseph A. Vezina, Three Rivers, Quebec, Bankrupt.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the SEVENTH day of MAY, 1924, at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at my office, 142 Notre Dame Street, Three Rivers, the following immovables, to wit:

An emplacement situate on the southwest side of Saint Antoine Street, in the city of Three Rivers, containing about forty seven feet in width by one hundred and eighteen to one hundred and twenty two feet in depth, known and designated as being the northwest extremity of lots numbers six hundred and seventy six, six hundred and seventy five and six hundred and seventy four and the adjoining part of lot number six hundred and seventy three of the official cadastre for the said city; bounded in front by the said Saint Antoine Street, in depth by the southwest lateral line of said lot number six hundred and seventy three of said cadastre; on the southeast side, partly by the residue of said lot No. 676 belonging to the Ryan Estate, partly

à l'emplacement ci-après décrit, et du côté nord-ouest à l'emplacement de Delle Annie Cormier, étant la partie sud-ouest du lot No. 663, le lot No. 664 et la partie nord-ouest du lot No. 673 du dit cadastre—avec la maison servant de magasin et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Cette propriété est connue sous le nom de "Hôtel d'Italie", et occupée par Enrico Tosini.

Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame, en la cité des Trois-Rivières, contenant soixante-quatre pieds de largeur par cent huit pieds de profondeur, le tout plus ou moins, étant la partie frontale ou sud-est des lots numéros six cent soixante-treize et six cent soixante-quatorze du dit cadastre de cette cité; borné en front à la rue Notre-Dame telle qu'actuellement élargie, en profondeur, au surplus des dits lots inclus dans l'emplacement ci-dessus, du côté sud-ouest au lot No. 672 appartenant à J.-N. Godin et du côté nord-est à la partie correspondante au lot No. 675 appartenant à H. Girardeau—avec garage et autres bâtisses dessus construites. Cette propriété est présentement occupée par "Légaré Automobile des Trois-Rivières, Limitée".

Les deux emplacements sujets au passage et murs mitoyens; à distraire sur le côté sud-ouest du lot No. 673, une petite lisière vendue à J.-N. Godin, enregistrée 53992.

Les titres et certificats peuvent être examinés à mon bureau en aucun temps.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C. et article 20, paragraphe 4a, b, c, de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Ces propriétés peuvent être visitées en tout temps en s'adressant au soussigné.

Conditions de vente: Argent comptant.

Pour plus amples renseignements s'adresser à
Le syndic,

HENRI BISSON,

Bureau: 142 rue Notre-Dame.

Trois-Rivières, 27 mars 1924. 1611—14-2

by the residue of said lot No. 675 belonging to Hector Girardeau and the balance by the emplacement hereunder described, and on the northwest side by the emplacement of Miss Annie Cormier, being the southwest part of lot No. 663, the lot No. 664 and the northwest part of lot No. 673 of said cadastre—with the house used as a store and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies. This property is known under the name of "Hôtel d'Italie" and is occupied by Enrico Tosini.

An emplacement situate on the northwest side of Notre Dame Street, in the city of Three Rivers, containing sixty four feet in width by one hundred and eight feet in depth, the whole more or less, being the front or southeast part of lots numbers six hundred and seventy three and six hundred and seventy four of said cadastre of said city; bounded in front by Notre Dame Street as presently widened, in depth by the residue of said lots included in the above emplacement, on the southwest side by lot No. 672 belonging to J. N. Godin and on the northeast side by the part corresponding to lot No. 675 belonging to H. Girardeau—with the garage and other buildings thereon erected. This property is presently occupied by "Légaré Automobile des Trois-Rivières, Limitée".

The above two emplacements subject to common passage and party walls; to be deducted out of the southwest side of lot No. 673 a small strip sold to J. N. Godin, registered 53992.

The titles and certificates may be seen at my office at any time.

This sale is made pursuant to articles 716-717 C. C. P. and article 20, paragraph 4a, b, c, of the Bankruptcy Act, and has the same effects as a sheriff's sale.

These properties can be inspected at any time on applying to the undersigned.

Terms of sale: Cash.

For further particulars, apply to:

HENRI BISSON,

Trustee.

Office: 142 Notre Dame Street.

Three Rivers, March 27, 1924. 1612—14-2

Ventes par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour supérieure, No 3662.

Avis public est par les présentes donné que par jugement de la Cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le onzième jour d'avril 1924, dans une cause dans laquelle Horace Gagné, chauffeur, de la cité et du district de Montréal, est demandeur; et Dame Adrienne Gagné, de ladite cité de Montréal, épouse séparée de biens d'Albert Choquette, du même lieu, et ledit Albert Choquette pour auto-sider sadite épouse, Dame Alice Gagné, de ladite cité de Montréal, épouse séparée de biens de Alphonse Authier, du même lieu, et ledit Alphonse Authier pour autoriser sadite épouse, et Dame Laura Payette, de la dite cité de Montréal, veuve de feu Horace Gagné, en son vivant courtier en immeubles, du même lieu, en sa qualité de tutrice à son fils mineur Lucien Gagné, sont défendeurs, la licitation de l'immeuble suivant a été ordonnée, lequel immeuble est composé:

a. D'un emplacement situé dans le quartier Emard, en la cité de Montréal, faisant front sur la

Sales by licitation

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 3662.

Public notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, the eleventh day of April, 1924, in a cause wherein Horace Gagné, chauffeur, of the city and district of Montreal, is plaintiff; and Dame Adrienne Gagné, of the said city of Montreal, wife separate as to property of Albert Choquette, of the same place, the said Albert Choquette to authorize his said wife, Dame Alice Gagné, of the said city of Montreal, wife separate as to property of Alphonse Authier, of the same place, and the said Alphonse Authier to authorize his said wife, ans Dame Laura Payette, of the said city of Montreal, widow of the late Horace Gagné, in his lifetime real estate broker, of the same place, in her quality of tutrix to her minor child Lucien Gagné, are defendants, the licitation of the following immovable was ordered, which immovable consists of:

a. An emplacement in Emard Ward, in the city of Montreal, fronting on Hadley Street, known

rue Hadley, connu et désigné sous le numéro soixante-dix-neuf (79) de la subdivision officielle du lot numéro trois mille neuf cent trente (3930), de la paroisse de Montréal; et

b. D'un lot de terre faisant partie du lot numéro soixante-dix-huit (78), de ladite subdivision officielle dudit lot numéro trois mille neuf cent trente (3930), de la dite paroisse de Montréal, de la contenance de deux pieds de front sur la profondeur du dit lot numéro 5930 78; borné, ledit lot de terre, en front par la rue Hadley, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot ci dessus décrit, portant le numéro 79 de la dite subdivision officielle du dit lot numéro 3930 de la dite paroisse de Montréal, et de l'autre côté par le résidu du dit lot numéro 78 de la dite subdivision officielle du dit lot numéro 3930.

Le dit immeuble sera mis à l'enchère et adjugé au plus haut et dernier enchérisseur, à la séance de la Cour supérieure, dans la division de pratique ou toute autre chambre que le juge fixera, au palais de justice, à Montréal, le VINGTIEME jour de MAI 1924, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions portées au cahier des charges déposé au bureau du protonotaire de ladite Cour; et que toutes oppositions à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à l'encontre de ladite licitation doivent être produites au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour sus-mentionné pour la vente et l'adjudication; et que toute opposition à fin de conserver doit être produite dans les six jours après l'adjudication, et à défaut par les parties de produire les dites oppositions dans les délais prescrits aux présentes, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 14 avril 1924.

Les procureurs du demandeur,

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
1915-16-2

Province de Québec, district de Terrebonne, Cour supérieure, No. 331.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, siégeant à Sainte-Scholastique, dans le district de Terrebonne, le 14 mars 1924, dans une cause dans laquelle Honorius Chartrand, marchand, de la ville de Sainte-Thérèse, district de Terrebonne, est demandeur, et Hormisdas Chartrand, Stanislas Chartrand, des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir: "Un immeuble situé sur la rue Saint-Charles, ville Sainte-Thérèse, dans le district de Terrebonne, faisant partie du No 103 des plan et livre de renvoi officiels du village de Sainte-Thérèse, mesurant environ quarante pieds de largeur sur environ cent pieds de profondeur—avec maison, et autres bâties dessus érigées; borné en front, vers le nord, par ladite rue Saint-Charles, en arrière, vers le sud, par Cléophas Deschambault, vers l'est par Julien Sauriol et vers l'ouest par les représentants de Léon Vermette", l'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQUIEME jour de MAI 1924, cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de justice de Sainte-Scholastique, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant la vente et adjudication, et que toute opposition

and designated under the number seventy nine (79) of the official subdivision of lot number three thousand nine hundred and thirty (3930) of the parish of Montreal; and

b. A lot of land forming part of lot number seventy eight (78) of said official subdivision of said lot number three thousand nine hundred and thirty (3930) of the said parish of Montreal, containing two feet in front by the depth of said lot number 3930-78; bounded, the said lot of land, in front by Hadley Street, in rear by a lane, on one side by the lot above described, bearing number 79 of said official subdivision of said lot number 3930 of said parish of Montreal and on the other side by the residue of said lot number 78 of said official subdivision of said lot number 3930.

The said immovable will be put at auction and adjudged to the highest and last bidder, sitting the Superior Court, in the Practice Division, or in any other Room which may be appointed by the Judge, in the Montreal Court House, on the TWENTIETH day of MAY, 1924, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 14, 1924.

ST-GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for plaintiff.
1916-16-2

Province of Quebec, district of Terrebonne, Superior Court, No. 331.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Sainte Scholastique, in the district of Terrebonne, on the 14th of March, 1924, in a cause in which Honorius Chartrand, merchant, of the town of Sainte Thérèse, district of Terrebonne, is plaintiff, and Hormisdas Chartrand, Stanislas Chartrand, both of the City and District of Montreal, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit: "An immovable situate on Saint Charles Street, in the town of Sainte Thérèse, district of Terrebonne, being part of the lot No. 103 of the official and cadastral plan and book of reference of the village of Sainte Therese, measuring about 40 feet in width by about 100 feet in depth—with buildings thereon erected; bounded in front, to the north by the said Saint Charles Street, in rear, to the south, by Cleophas Deschambault, to the east by Julien Sauriol and to the west by the representatives of Leon Vermette", the property above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder, on the FIFTH day of MAY 1924, sitting the Court, in the Court Room of the Court House, in Sainte Scholastique, subject to the charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for pay-

à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Les procureurs de Honorius Chartrand,
ROBILLARD, JULIEN & ALLARD.
Montréal, 18 mars 1924. 1631—14-2

ment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ROBILLARD, JULIEN & ALLARD,
Attorneys for Honorius Chartrand.
Montreal, March 18, 1924. 1632—14-2

VENTES PAR LE SHÉRIF ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District d'Abitibi.

No 38. } LA COMPAGNIE DESJARDINS,
} corps légalement constitué ayant
sa place d'affaires à Saint-André-de-Kamouraska,
demanderesse; contre FRANK DESSUREAULT,
de La Sarre, district d'Abitibi, défendeur, à
savoir:

1. Les parties nord des lots Nos quatorze (14) et quinze (15), sur la rivière Calamité, dans le rang numéro huit (8) du canton La Sarre;

2. La partie nord-est du lot No dix, (10) sur la rivière Calamité, dans le rang No huit (8) du canton La Sarre;

3. Le lot No quinze (15) du rang No neuf (9) du dit canton La Sarre, lesquels lot et parties de lots sont décrits comme tels au plan d'arpentage du Département des Terres et Forêts de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de La Sarre susdit, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, J.-U. DUMONT,
Amos, 24 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1537—13-2

Le shérif,

J.-U. DUMONT.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 38. } LA COMPAGNIE DESJARDINS,
} a body politic and corporate
having its principal place of business at Saint
André de Kamouraska, plaintiff; against FRANK
DESSUREAULT, of La Sarre, district of Abitibi,
defendant, to wit:

1. The north parts of lots Nos. fourteen (14) and fifteen (15), on the river Calamité, in range number eight (8) of the township of La Sarre;

2. The northeast part of lot No. ten (10), on the river Calamité, in range No. eight (8) of the township of La Sarre;

3. The lot No. fifteen (15) of range No. nine (9) of said township of La Sarre, which lot and parts of lots are described as such on a plan of survey of the Department of Lands and Forests of Quebec—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the parochial church of La Sarre aforesaid, the THIRTIETH day of APRIL next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Amos, March 24, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1538—13-2

J. U. DUMONT,

Sheriff.

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.

Arthabaska, à savoir: } HONORE PICOT-
No 225. } TE, demandeur;
vs JOSEPHAT LAMPRON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Clothilde-de-Horton, dans le 1er rang du canton de Horton, contenant, environ, 3 arpents de front sur 30 arpents de profondeur; bornée au nord à la branche nord-est de la rivière Nicolet, en profondeur au 2e rang de Horton, au nord-ouest à Jérémie Boucher et de l'autre côté partie à Fortunat Boucher et partie à Désiré et Maxime Camirand—avec les bâtisses y érigées; icelle terre connue et désignée sous le No 2 du cadastre officiel du dit canton de Horton (pour le dit 1er rang).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Arthabaska, to wit: } HONORE PICOT-
No 225. } TE, plaintiff; vs
JOSEPHAT LAMPRON, defendant.

As belonging to said defendant:

A piece of land situated in the parish of Sainte-Clothilde de Horton, in the 1st range of the township of Horton, containing about 3 arpents in width by 30 arpents in depth; bounded on the north by the northeast branch of the Nicolet River, in depth by the 2nd range of Horton, on the northwest by Jérémie Boucher and on the other side part by Fortunat Boucher and part by Désiré & Maxime Camirand—with the buildings thereon erected. The said piece of land known and designated under No 2 of the official plan and book of reference for the said township of Horton (for the said 1st range).

To be sold at the parochial church door of

siale de Sainte-Clothilde-de-Horton, le VINGT ET
UNIEME jour de MAI prochain (1924), à ONZE
heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 14 avril 1924.
[Première publication, 19 avril 1924]
1883—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Magistrat à Thetford Mines
District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } ELZEAR ROUSSEAU,
No 139. } demandeur; vs
IRVINE RALSTON, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
La moitié sud-ouest du lot No 144 du cadastre
officiel du canton d'Inverness—avec les bâtisses
y érigées.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement
du comté de Mégantic, à Inverness, le VINGT-
DEUXIEME jour de MAI prochain (1924), à
TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 14 avril 1924.
[Première publication, 19 avril 1924]
1885—16-2

Sainte Clothilde de Hortoa, on the TWENTY
FIRST day of MAY next (1924), at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, April 14th 1924. Sheriff.
[First publication, April 19th, 1924]
1884—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Magistrate's Court at Thetford Mines
District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } ELZEAR ROUSSEAU,
No. 139. } plaintiff; vs IRVI-
NE RALSTON, defendant.

As belonging to said defendant:
The southwest half of lot No 144 of the official
plan and book of reference for the township of
Inverness—with the buildings thereon erected.

To be sold at the Registry Office of the county of
Mégantic, at Inverness, on the TWENTY
SECOND day of MAY next (1924), at THREE
o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, J. E. GIROUARD,
Arthabaska, April 14th, 1924. Sheriff.

[First publication, April 19th, 1924]
1886—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de magistrat.—Comté de Drummond.
District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } WILLIAM B. Mc-
No 64. } MURRAY, de-
mandeur; contre ATHANASE MASSEY, défen-
deur.

Comme appartenant au défendeur:
Deux immeubles connus et désignés comme
étant les lots Nos 207 et 213, du cadastre officiel
du canton de Durham—avec les bâtisses y éri-
gées.

Pour être vendus séparément, à la porte de
l'église paroissiale de Saint-Pierre-de-Durham
(L'Avenir), le PREMIER jour de MAI prochain
(1924), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 25 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1525—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Magistrate's Court.—County of Drummond.
District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } WILLIAM B. Mc-
No. 64. } MURRAY, plaintiff;
against ATHANASE MASSEY, defendant.

As belonging to said defendant:
Two immovables known and designated as
being the lots Nos. 207 and 213, of the official
plan and book of reference for the township of
Durham—with the buildings thereon erected.

To be sold separately, at the parochial church
door of Saint Pierre de Durham (L'Avenir), on
the FIRST day of MAY next (1924), at ELEVEN
o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, March 25, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1526—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour de circuit.—Comté de Drummond.
District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } J. W. SAINT-ONGE,
No 728. } demandeur; contre
EUDORE MARTIN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Le lot No 15A et la 1/2 nord-est du lot No 15B
du cadastre officiel du canton de Kingsey, pour
le 6e rang—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale
de Saint-Félix-de-Kingsey, le PREMIER
jour de MAI prochain (1924), à DEUX heures
de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 24 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1527—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Circuit Court.—County of Drummond.
District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } J. W. SAINT-ONGE,
No. 728. } plaintiff; against EU-
DORE MARTIN, defendant.

As belonging to said defendant:
The lot No. 15A and the northeast half of lot
No. 15B of the official plan and book of reference
of the township of Kingsey, for the 6th range—
with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint
Felix de Kingsey, on the FIRST day of MAY
next (1924), at TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, March 24, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1528—13-2

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **FULBERT GARNEAU**,
 No 7130. } demandeur; contre
FRANÇOIS BLAIS, défendeur.

Une terre située à Saint-Martin, Beauce, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, connue au cadastre officiel comme étant le numéro soixante-deux (62), rang trois (3) du canton Jersey—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Martin, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT**,
 Saint-Joseph, Beauce, 24 mars 1924.

[Première publication, le 29 mars 1924]

1515—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: } **GEDEON BOULANGER**,
 No 876. } demandeur; contre **FOR-**
TUNAT LETOURNEAU, défendeur.

1. Un emplacement de soixante pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, situé sur la côte sud-ouest de la route nationale Lévis-Jackman, et faisant partie du lot de terre numéro quarante-trois A (43-A), du cadastre officiel pour le premier rang du canton de Linière, à compter d'Aubin de l'Isle; borné au sud-est par la ligne de division des lots quarante-trois A et quarante-quatre A, au nord-est par le chemin public, au sud-ouest par le terrain ci-après décrit et au nord-ouest par une ligne parallèle et tirée à quinze pieds du côté sud-est de l'emplacement de Georges Rhéaume.

2. Un emplacement de soixante pieds de large dans la ligne du côté nord-est, et soixante-quatorze pieds de large dans la ligne sud-ouest ou à la profondeur, sur une profondeur de soixante-dix-huit pieds dans la ligne du côté sud-est et quatre-vingts pieds dans la ligne du côté nord-ouest, faisant partie, le dit emplacement, du lot numéro quarante-trois A (43-A), du cadastre officiel pour le premier rang du Canton de Linière, à compter d'Aubin de l'Isle; borné du côté nord-est par le terrain sus-décrit, du côté sud-ouest par la balance du dit lot quarante-trois A (43-A), du côté sud-est par Jos. Breton, et du côté nord-ouest par Georges Rhéaume; les deux emplacements ci-dessus décrits sont sujets cependant à la rente foncière, suivant les titres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Côme, le PREMIER jour de MAI 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **GUSTAVE GARANT**,
 Saint-Joseph, Beauce, 24 mars 1924.

[Première publication, le 29 mars 1924]

1517—13-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Bedford.

Province de Québec, } **SERAPHIN GAU-**
 No 159. } **THIER**, tenancier

BEAUCE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **FULBERT GARNEAU**,
 No. 7130. } plaintiff; against **FRAN-**
ÇOIS BLAIS, defendant.

A farm situate at Saint Martin, Beauce, containing one hundred acres in superficies, more or less, known on the official cadastre as being the number sixty two (62), range three (3) of the township of Jersey—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Martin, the TWENTY NINTH day of APRIL next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office, **GUSTAVE GARANT**,
 Saint Joseph, Beauce, March 24, 1924.

[First publication, 29th of March 1924]

1516—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: } **GEDEON BOULANGER**,
 No. 876. } plaintiff; against **FOR-**
TUNAT LETOURNEAU, defendant.

1. An emplacement of sixty feet in width by sixty feet in depth, situate on the southwest hill of the Levis-Jackman National Highway, and forming part of the lot of land number forty three A (43-A), of the official cadastre for the first range of the township of Linière, from Aubin de l'Isle; bounded to the southeast by the line of division of the lots forty three A and forty four A, to the northeast by the public road, to the southwest by the land hereafter described and to the northwest by a line parallel to and drawn at fifteen feet from the southeast side of the emplacement of Georges Rhéaume.

2. An emplacement of sixty feet in width in the line of the northeast side, and seventy four feet in width in the southwest line or at the depth, by a depth of seventy eight feet in the line of the southeast side and eighty feet in the line of the northwest side, forming part, the said emplacement, of lot number forty three A (43-A) of the official cadastre for the first range of the township of Linière, from Aubin de l'Isle; bounded on the northeast side by the lot of land above described, on the southwest side by the residue of said lot forty three A (43-A), on the southeast side by Jos. Breton and on the northwest side by Georges Rhéaume; the two emplacements above described being however subject to a ground rent, according to titles.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Côme, the FIRST day of MAY, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,

Sheriff's Office, **GUSTAVE GARANT**,
 Saint Joseph, Beauce, March 24, 1924.

[First publication, March 29th, 1924]

1518—13-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Québec, } **SERAPHIN GAU-**
 No. 159. } **THIER**, boarding

de pension, de la ville de Farnham, district de Bedford, demandeur; vs EUGENE TARTRE, de la ville de Waterloo, dit district, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Partie du lot numéro quatre-vingt-treize des plan et livre de renvoi officiels du Village, maintenant dite Ville de Waterloo—avec l'hôtel, la grange et autres bâtisses dessus érigées, comme suit:

Commencant au coin sud-ouest de l'hôtel du côté ouest de la rue Main; de là vers l'ouest longeant le côté sud de l'hôtel et sa prolongation sur une distance de soixante-dix pieds et six pouces jusqu'à une borne de fer plantée en terre; de là vers le nord treize pieds et cinq pouces jusqu'à un point en ligne avec le trottoir, et distant de onze pieds et huit pouces du coin sud-est de la cuisine attenant à l'hôtel en arrière; de là vers l'ouest cent trois pieds et quatre pouces jusqu'à une borne plantée sur la ligne du terrain Ashtan, maintenant le terrain de Pinsonneault; de là vers le nord-est parallèlement à la ligne ouest du lot quatre-vingt-onze, cinquante-huit pieds et six pouces jusqu'à la ligne ouest du lot numéro quatre-vingt-treize, jusqu'à une borne en fer plantée en terre à une distance de cent treize pieds du coin nord-ouest du dit lot quatre-vingt-treize; de là vers l'est deux cent dix pieds jusqu'à une borne en fer plantée en terre du côté ouest du trottoir, à une distance de dix-huit pieds du coin sud-est du lot du cadastre quatre-vingt-quatorze; de là vers le sud longeant la rue Main sur une distance de cent trente deux pieds et six pouces jusqu'au point de départ, contenant, la dite partie du lot, vingt-sept mille pieds en superficie.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bernardin-de-Waterloo, à Waterloo, dit district, JEUDI, le PREMIER jour de MAI 1924, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif,

Sweetsburg, 25 mars 1924.

Première publication, le 29 mars 1924]

1559—13-2

Le shérif,

C.-B. JAMESON.

house keeper, of the town of Farnham, district of Bedford, plaintiff; vs EUGENE TARTRE, of the town of Waterloo, said district, defendant.

As belonging to defendant:

Part of lot number ninety three of the official plan and book of reference of the village, now said town of Waterloo—with the hotel, barn and other buildings thereon erected, described as follows:

Commencing at the southwest corner of the hotel on the west side of Main Street; thence towards the west along the south side of the hotel and its prolongation for a distance of seventy feet and six inches up to an iron post planted in the ground; thence towards the north thirteen feet and five inches up to a point in line with the sidewalk, and eleven feet and eight inches distant from the southeast corner of the kitchen annexed to the rear of the hotel; thence towards the west one hundred and three feet and four inches up to a post planted in the line of the Ashtan property, now the Pinsonneault property; thence towards the northeast parallel to the west line of lot eighty one, fifty eight feet and six inches up to the west line of lot number ninety three, up to an iron post planted in the ground at a distance of one hundred and thirteen feet from the northwest corner of said lot ninety three; thence towards the east two hundred and ten feet up to an iron post planted in the ground on the west side of the sidewalk, at a distance of eighteen feet from the southwest corner of cadastral lot ninety four; thence towards the south along Main Street, for a distance of one hundred and thirty two feet and six inches up to the place of commencement, containing, the said part of lot, twenty seven thousand feet in superficies.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Bernardin de Waterloo, at Waterloo, said district, on THURSDAY, the FIRST day of MAY, 1924, at TWO o'clock in the afternoon.

C. B. JAMESON,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Sweetsburg, March 25th, 1924.

[First publication, March 29, 1924]

1560—13-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir: JOSEPH TREMBLAY, No 6594. "A", commerçant, de Chicoutimi, demandeur; contre PHILIPPE GRAVEL, de Jonquières, défendeur.

La moitié indivise de tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel pour le canton Jonquières, sous les numéros vingt-deux-B-sept (22b-7) et vingt-deux-B-huit (22b-8) du quatrième rang, lequel contient cinquante pieds de largeur sur la rue Saint-Thomas, et quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, du sud au nord, et est borné au nord par le terrain des représentants de Monsieur Donat Fortin, à l'est par la rue Saint-Simon, au sud par la rue Saint-Thomas, et enfin vers l'ouest par les représentants de Louis Villeneuve—Avec la moitié indivise des bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Jon-

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit: JOSEPH TREMBLAY, No. 6594. "A", trader, of Chicoutimi, plaintiff; against PHILIPPE GRAVEL, of Jonquières, defendant.

The undivided half of all that parcel of land or emplacement forming part of the lots known and designated on the official cadastre for the township of Jonquières, under the number twenty two B seven (22b-7) and twenty two B eight (22b-8) of the fourth range, containing fifty feet in width on Saint Thomas Street, and eighty five feet in depth from south to north, and bounded to the north by the land of the representative of Mr. Donat Fortin, to the east by Saint Simon Street, to the south by Saint Thomas Street, and finally to the west by the representative of Louis Villeneuve—with the undivided part of the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Jon-

quières, LUNDI, le CINQUIEME jour de MAI prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 22 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1505—13-2

quières, on MONDAY, the FIFTH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office,
Chicoutimi, March 22, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1506—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir : } ONESIME GAGNON
No 8564. } de Bagotville, in-
dustriel; contre ALFRED BOUCHARD, char-
pentier, ci-devant de Bagotville et maintenant de
lieux inconnus.

Un terrain ou emplacement formant partie des lots numéros cent six, cent sept et cent huit (106, 107 et 108), au cadastre officiel du village de Bagotville, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur de l'est à l'ouest sur environ cent quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur du nord au sud, et compris dans les bornes suivantes: vers le nord à la rue Lepage, vers l'est au terrain de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay, vers le sud au terrain de Georges-Henri Lavoie, et vers l'ouest au terrain de Joseph Normand—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Bagotville, LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ELZ. BOIVIN.
Chicoutimi, 25 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1539—13-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } ONESIME GAGNON
No. 8564. } of Bagotville, in-
dustrial; against ALFRED BOUCHARD, joiner,
heretofore of Bagotville, and now of parts un-
known.

A lot of land or emplacement forming part of the lots numbers one hundred and six, one hundred and seven and one hundred and eight (106-107 and 108), on the official cadastre of the village of Bagotville, which lot of land measures fifty feet in width, from east to west, by about one hundred and ninety eight feet in depth, from north to south, and comprised within the following boundaries: to the north by Lepage Street, to the east by the land of the Roberval Saguenay Railway Company, to the south by the land of Georges Henri Lavoie and to the west by the land of Joseph Normand—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Bagotville, on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of APRIL next 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's office,
Chicoutimi, March 25, 1924. Sheriff.
[First publication, 29th March, 1924]
1540—13-2

GASPE

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.—District de Gaspé.
New Carlisle, à savoir: } OSWALD JONES,
No 4003. } agent, de Petite-
Rivière-Ouest, comté et district de Gaspé, deman-
deur; vs GEORGE BEAUDIN, ci-devant de
Petite-Rivière-Ouest, et actuellement résidant
en la cité de Hull, district de Hull, défendeur.

Une propriété située dans le premier rang de la municipalité de Grande-Rivière, comté de Gaspé, connue et désignée aux plan et livre de renvoi de la dite municipalité, sous le numéro deux cent six (206)—avec les bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame-de-la-Grande-Rivière, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, JAS. T. TUZO.
Percé, 9 avril 1924. 1855—16-2
[Première publication, le 19 avril 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.
Canada, } CHARLES ROY, ren-
Province de Québec, } tier, de la paroisse
No 9136. } de l'Assomption-de-Notre-
Dame, Vulgo Sandy Bay, district de Ri-
mouski, demandeur; en vertu d'un jugement de la
cour supérieure, en date du 14 mars 1924, obtenu

GASPE

FIERI FACIAS.

Superior Court.—District of Gaspé.
New Carlisle, to wit: } OSWALD JONES,
No. 4003. } agent, of Little Ri-
ver West, county and district of Gaspé, plaintiff;
against GEORGE BEAUDIN, formerly of
Little River West and now of the city of Hull,
in the district of Hull, defendant.

A certain property situate in the first range of the municipality of Grand River, county of Gaspé, being known and designated on the plan and book of reference for the said municipality under the number two hundred and six (206)—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de la Grande Rivière, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JAS. T. TUZO,
Sheriff's office, Sheriff.
Percé, April 9th, 1924. 1856—16-2
[First publication, April 19, 1924]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Superior Court.—District of Rimouski.
Canada, } CHARLES ROY, an-
Province of Quebec, } nuitant, of the parish
No. 9136. } of l'Assomption de Notre
Dame, Vulgo Sandy Bay, district of Rimouski,
plaintiff; heretofore by the Judgment of the
Superior Court under date of the 14th March,

par THOMAS PELLETIER, de la paroisse de Saint-Octave-de-Métis, dans le dit district, défendeur, et ALPHONSE GARON, étudiant, de la ville de Rimouski, curateur d'un nommé, dans un jugement hypothécaire, sur un terrain situé dans la paroisse de Saint-Alexis-de-Matapédia, contenant 66½ acres en superficie, formant la partie est du lot connu et désigné sous le numéro 8 du cinquième rang du canton de Matapédia; borné à l'est par la terre d'Alphée Blaquière, ou ses représentants, et à l'ouest par celle de Cyril Lebel, ou ses représentants—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; laquelle action hypothécaire est pour la somme de \$1,319.66.

Je, soussigné, shérif, ai saisi les terrains et tenements ci-dessus désignés. Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alexis-de-Matapédia, JEUDI, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, W. M. SHEPPARD.
New Carlisle, 10 avril 1924. 1857—16-2
[Première publication, le 19 avril 1924]

1924, obtained against THOMAS PELLETIER, of the parish of Saint Octave de Métis, on the said district, defendant; and ALPHONSE GARON, student, of the Town of Rimouski, Curator duly named, on a hypothecary judgment on a land situate in the parish of Saint Alexis de Matapédia, containing 66½ acres in superficies being the east part of the lot known and designated under the number 8 of the 5th range of the township of Matapédia; bounded on the East by the land of Alphée Blaquière or his representatives and to the West by that of Cyril Lebel or his representatives—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; which said hypothecary action is for the sum of \$1,319.66.

I the undersigned, sheriff, have seized and taken in execution the lands and tenements above described. To be sold at the parish church door of Saint Alexis de Matapédia, on THURSDAY, the TWENTY NINTH day of MAY 1924, at the hour of TEN in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, April 10, 1924. 1858—16-2
[First publication, April 19, 1924]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Terrebonne.

No 1278.

RAOUL LATOUR, industriel, de la paroisse de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, demandeur; vs DAME MARIA MIRON, épouse judiciairement séparée de biens de Napoléon Marinier, autrefois, hôtelier du village de Labelle, district de Montcalm, et maintenant des cité et district de Montréal, et ce dernier aux fins d'autoriser son épouse, défenderesse, à savoir:

Un lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village de Labelle, dans le comté de Labelle, district de Montcalm, sous les numéros un (1) et deux (2)—avec toutes les constructions dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de Labelle, le VINGTIEME jour du mois de mai mil neuf cent vingt-quatre, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

LAMARCHE & MILLER.

Mont-Laurier, 14 avril 1924. 1893—16-2
[Première publication, 19 avril 1924]

MONTCALM

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.

No. 1278.

RAOUL LATOUR, industrial, of the parish of Saint Jerome, county and district of Terrebonne, plaintiff; vs DAME MARIA MIRON, wife judicially separate as to property of Napoleon Marinier, heretofore hotelkeeper, of the village of Labelle, district of Montcalm, and now of the city and district of Montreal, and the latter for the purposes of authorizing his wife, defendant, to wit:

That certain lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the village of Labelle, in the county of Labelle, district of Montcalm, under the numbers one (1) and two (2)—with all the buildings thereon erected.

To be sold at the door of the church of Labelle, the TWENTIETH day of the month of MAY one thousand nine hundred and twenty four, at THREE o'clock in the afternoon.

LAMARCHE & MILLER,

Sheriff.

Mont Laurier, April 14, 1924. 1894—16-2
[First publication, April 19, 1924]

MONTMAGNY

DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir :) GEORGES BLAIS, No 1554.) Industriel, de la ville de Montmagny, demandeur; contre HECTOR FOURNIER, de la paroisse de Saint-Paul, comté de Montmagny, défendeur.

1. La moitié indivise d'un certain emplacement—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sis et situé dans le canton de Montmain, étant partie du lot numéro douze B (12-B), du cadastre, dans le quatrième rang sud-

DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit :) GEORGES BLAIS, No. 1554.) Industrial, of the town of Montmagny, Plaintiff; against HECTOR FOURNIER, of the parish of Saint Paul, county of Montmagny, Defendant.

1. The undivided half of a certain emplacement—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, lying and situate in the township of Montmain, being part of lot number twelve B (12-B) of the cadastre, in the

ouest dudit canton, formant, ce terrain, une superficie de deux acres.

2. La moitié indivise d'une autre parcelle de terrain, située aussi dans le quatrième rang sud-ouest du susdit canton Montmini, formant partie du lot numéro treize-A (13-A) du cadastre, soit une superficie approximative de seize (16) acres de terrain.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Paul-de-Montmini, JEUDI, le VINGT-DEUXIEME jour du mois de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 15 avril 1924.
[Première publication, 19-avril 1924]
1895-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir : **RÉAL LAVERGNE**, No. 1751, de la paroisse de Saint-Paul-du-Buton, avocat, demandeur; contre **LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE SAINT-FRANÇOIS, LIMITEE**, corps politique et incorporé, ayant actuellement son bureau d'affaires dans la ville de Montmagny, défenderesse.

1. Un terrain avec bâtisses dessus construites, contenant huit perches de front sur un arpent de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante et onze (71), aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, dans le comté de Montmagny; borné au nord au chemin public, au sud et au sud-ouest à Elzéar Théberge et au nord-est à Dame Amédée Dumas;

2. Un terrain avec bâtisses dessus construites et les machineries s'y trouvant, contenant huit perches de front sur onze à douze de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme lot soixante-dix (70) et faisant partie du lot soixante-neuf (69), aux plan et livre de renvoi dudit cadastre; borné au nord-est à Philippe Théberge, au sud-ouest au terrain ci-après désigné, au sud au chemin public et au nord partie à Dame Vve J.-B. Gaulin et partie à Sylfrid Morin—avec les servitudes actives et passives sur ledit terrain, et par rapport aux bornes en faveur de ladite Dame Vve J.-B. Gaulin et ledit Sylfrid Morin;

3. Un terrain avec bâtisses dessus construites, y compris les usines et les machineries et accessoires contenus dans lesdites usines, contenant huit perches de front sur onze à douze de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme lots numéros soixante-douze et soixante-treize (72 et 73), faisant partie du lot numéro soixante et onze (71) aux dits plan et livre de renvoi dudit cadastre; borné au nord-est au terrain ci-haut désigné, au sud-ouest à Elzéar Théberge, au sud au chemin de front et au nord à Elzéar Théberge, sujet aux servitudes et à une rente annuelle de dix piastres par année et à toutes les conditions du bail emphytéotique qui a été fait devant le notaire W. Guay, par rapport à la partie du terrain qui se trouve sur ledit lot soixante et onze (71).

4. Toutes les machineries outillages concernant l'industrie exploitées par la défenderesse et déclarées immeubles par destination, par jugement du 27 février, 1924, rendu en cette cause.

fourth southwest range of said township, containing, said piece of land, an area of two acres.

2. The undivided half of another parcel of land also situated in the fourth southwest range of the aforesaid township of Montmini, forming part of lot number thirteen A (13-A) of the cadastre, of an approximative area of sixteen (16) acres of land.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Paul de Montmini, on THURSDAY, the TWENTY SECOND day of the month of MAY next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's office, Sheriff.
Montmagny, April 15, 1924.
[First publication, April 19, 1924]
1896-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: **RÉAL LAVERGNE**, No. 1751, the parish of Saint Paul du Buton, advocate, plaintiff; against **LA COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE SAINT-FRANÇOIS, LIMITEE**, a body politic and corporate, having presently its head office in the town of Montmagny, defendant.

1. A lot of land with the buildings thereon erected, containing eight perches in front by one arpent in depth, more or less, known and designated as forming part of lot number seventy one (71), on the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint François, in the county of Montmagny; bounded to the north by the public road, to the south and southwest by Elzéar Théberge and to the northeast by Dame Amédée Dumas;

2. A lot of land with the buildings thereon erected and the machineries in the said buildings, containing eight perches in front by from eleven to twelve in depth, more or less, known and designated as lot seventy (70) and forming part of lot sixty nine (69), on the official plan and book of reference of said cadastre; bounded to the northeast by Philippe Théberge, to the southwest by the lot of land next hereunder described, to the south by the public road and to the north partly by Dame Widow J. B. Gaulin and partly by Sylfrid Morin, with the active and passive servitudes upon the said lot of land and in connection with the boundaries in favour of the said Dame Widow J. B. Gaulin and the said Sylfrid Morin;

3. A lot of land with the buildings thereon erected, including the shops and the machinery and accessories contained in the said shops, containing eight perches in front by from eleven to twelve in depth, more or less, known and designated as lots numbers seventy two and seventy three (72 and 73) and as forming part of lot number seventy one (71), on said official plan and book of reference of said cadastre; bounded to the northeast by the lot of land lastly hereabove described, to the southwest by Elzéar Théberge, to the south by the front road and to the north by Elzéar Théberge, subject to the servitudes and to an annual rent of ten dollars per year and to all the conditions of the emphyteutic lease which was drawn up before notary W. Guay, in connection with that part of land forming part of said lot seventy one (71).

4. All the machinery and equipment respecting the industry carried on by the defendant and declared immovables by destination, under a judgment of the 27th of February, 1924, rendered in this cause.

5. Tous les modèles servant à la dite industrie, aussi déclarés immeubles par destination, par ledit jugement du 27 février 1924.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud, comté de Montmagny, MARDI, le VINGTIÈME jour du mois de MAI prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 15 avril 1924.

[Première publication, 19 avril 1924]

1897-16-2

5. All the models used in the said industry, also declared immovables by destination, by the said judgment of the 27th of February, 1924.

To be sold at the door of the parochial church of Saint François de la Rivière du Sud, county of Montmagny, on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of MAY next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montmagny, April 15, 1924.

1893-16-2

[First publication, April 19, 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } GEORGES AUDET,

No 1736.

rentier, de la paroisse de Saint-Camille-de-Bellechasse, demandeur; contre J. TREFFLE LESSARD, ci-devant de la paroisse de Saint-Camille, et maintenant de la paroisse de Amqui, comté de Matane, défendeur.

Un emplacement contenant quatre-vingt-dix (90) pieds de largeur en front en allant à soixante-douze (72) pieds en arrière, sur quatre-vingt-dix (90) pieds de profondeur, mesure anglaise; borné au front par la route de la station, en arrière à Ephrem Audet, d'un côté à Alfred Lamontagne ou ses auteurs, de l'autre côté à Joseph Goulet ou à ses auteurs; faisant partie du lot numéro dix-huit (18) du cadastre du rang six (6), canton Bellechasse—avec bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Camille-de-Bellechasse, MERCREDI, le TRENTIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.

Montmagny, 24 mars 1924.

[Première publication, le 29 mars 1924]

1499-13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } GEORGES AUDET,

No. 1736.

annuitant, of the parish of Saint Camille de Bellechasse, plaintiff; against J. TREFFLE LESSARD, heretofore of the parish of Saint Camille, and now of the parish of Amqui, county of Matane, defendant.

An emplacement containing ninety (90) feet in width in front and seventy two (72) feet in rear by ninety (90) feet in depth, English measurements; bounded in front by the road to the station, in rear by Ephrem Audet, on one side by Alfred Lamontagne or his authors, on the other side by Joseph Goulet or his authors; forming part of the lot number eighteen (18) of the cadastre of the sixth (6) range of the township of Bellechasse—with the buildings and dependencies thereon.

To be sold at the door of the parochial church of Saint Camille de Bellechasse, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of the month of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. C. LISLOIS,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montmagny, March 24, 1924.

[First publication, March 29th, 1924]

1500-13-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } CREDIT CANADIEN,

No 873.

INCORPORÉ, corps politique et dûment incorporé ayant sa place d'affaires à Montréal, demandeur; contre H.-R.-N. VIAU, défendeur.

L'immeuble portant les Nos 1, 2 et 3, de la subdivision officielle du lot No 776, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis; borné en front par la rue Saint-Dominique, en arrière par la rue Grubert, à Montréal—avec les bâtisses dessus érigées; le dit immeuble ne formant qu'une seule exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 15 avril 1924.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.

Montréal, 15 avril 1924.

[Première publication, 19 avril 1924]

1809-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } CREDIT CANADIEN,

No. 873.

INCORPORÉ, a body politic and corporate, duly incorporated, having its place of business at Montreal, plaintiff; against H. R. N. VIAU, defendant.

The immovable bearing Nos. 1, 2 and 3 of the official subdivision of lot No. 776, on the official plan and book of reference of Saint Louis Ward; bounded in front by Saint Dominique Street, in rear by Grubert Street, at Montreal—with the buildings thereon erected; the said immovable forming one single plot of land.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,400.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Bruneau, dated the 15th of April, 1924.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.

Montreal, April 15, 1924.

[First publication, April 19, 1924]

1900-16-2

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITÉ DE MONT-**
 No 4824. } **RÉAL**, demanderesse;
 vs "BEAVER HEIGHTS, LIMITED", corps
 politique incorporé, ayant sa principale place
 d'affaires dans la cité de Westmount, district de
 Montréal, défendeurs.

Deux lots de terre avec les édifices y appartenant; bornés au front par le boulevard Rosemont, connus et désignés comme les subdivisions Nos 4 et 5 du lot original No 18, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe, en la cité de Montréal.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$400.00 sera exigé de chacun et de tout enchérisseur, avant que son enchère soit acceptée, conformément à un jugement du juge Coderre, en date du 15 janvier 1924.

Le shérif,
 Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
 Montréal, 15 avril 1924.

[Première publication, 19 avril 1924]

1901—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **LA CITÉ DE MONT-**
 No 6792. } **RÉAL**, demanderesse;
 contre WILLIAM F. JOHNSTON, ci-devant
 des cité et district de Montréal et maintenant de
 lieux inconnus, défendeur.

Deux lots de terre bornés au front par la rue LaSalle, étant les lots de subdivision du lot original numéro 192, des plan et livre de renvoi officiel du village incorporé de "Côte de la Visitation", en la cité de Montréal.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
 Bureau du shérif, L.-J. LEMIEUX.
 Montréal, 15 avril 1924.

[Première publication, 19 avril 1924]

1903—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **CREDIT FONCIER**
 No 3099. } **FRANCO-CANADIEN**,
 corps politique et incorporé ayant sa
 principale place d'affaires en les cité et district de
 Montréal, demandeur; contre ALEXANDRE
 JODOIN, défendeur, et Geo. L'Heureux, curateur
 au délaissement.

Un emplacement composé: 1. D'un terrain connu comme faisant partie du lot numéro cent cinq de la subdivision officielle du lot original numéro dix-sept cent vingt-deux (1722-105), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant en superficie deux mille trente et un pieds, plus ou moins, mesure anglaise; borné en front par la rue Beaudoin, du côté sud-est par la partie du dit lot numéro cent cinq formant partie de la rue Sainte-Émélie, de l'autre côté par le numéro cent quatre, en arrière par le lot dix-sept cent vingt-huit, aux mêmes plan et livre de renvoi officiels; 2. D'une lisière de terrain de quatre pieds de largeur par vingt-quatre pieds de profondeur, plus ou moins, formant la partie sud-est du lot numéro cent quatre de la subdivision officielle du lot original numéro dix-sept

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
 No. 4824. } **TREAL**, plaintiff;
 vs BEAVER HEIGHTS, LIMITED, a body po-
 litic and corporate, having a place of business
 in the city of Westmount, district of Montreal,
 defendant.

Two lots of land—with buildings; bounded in front by Rosemont Boulevard, known and designated as subdivision numbers 4 and 5 of original lot number 18, on the official plan and book of reference for the parish of Longue Pointe, in the city of Montreal.

To be sold in block, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$400.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Coderre, dated the 15th January 1924.

L. J. LEMIEUX,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, April 15th, 1924.

[First publication, April 19th, 1924]

1902—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MON-**
 No. 6792. } **TREAL**, plaintiff;
 against WILLIAM F. JOHNSTON, heretofore
 of the city and district of Montreal, and now of
 parts unknown, defendant.

Two lots of land bounded in front by Lasalle Street, being lots subdivision numbers 1133 and 1134 of original lot number 192, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Cote de la Visitation, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L.-J. LEMIEUX,
 Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, April 15, 1924.

[First publication, April 19th, 1924]

1904—16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **CREDIT FONCIER**
 No. 3099. } **FRANCO-CANADIEN**,
 a body politic and corporate having its head-
 office in the city and district of Montreal, plain-
 tiff; against ALEXANDRE JODOIN, defendant,
 and Geo. L'Heureux, curator to the surrender
 of property made herein.

An emplacement consisting of: 1. A lot of land known as forming part of lot number one hundred and five of the official subdivision of original lot number seventeen hundred and twenty two (1722-105), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing an area of two thousand and thirty one feet, more or less, English measure; bounded in front by Beaudoin Street, on the southeast side by the part of said lot number one hundred and five forming part of Sainte Emélie Street, on the other side by number one hundred and four, in rear by lot seventeen hundred and twenty eight, on the same official plan and book of reference; 2. A strip of land of four feet in width by twenty four feet in depth, more or less, being the southeast part of lot number one hundred and four of the official subdivi-

cent vingt-deux (1722-104), aux dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal; bornée au nord-est par la partie du lot 1728 de la paroisse de Montréal, au sud-ouest par une partie du lot cent quatre, au sud-est par partie du lot numéro 1722-105 et de l'autre côté au nord-ouest par partie du lot numéro 1722-104, des dits plan et livre de renvoi officiels—avec les bâtisses et dépendances sus-érigées et sujets à la servitude de passage existant sur toute la largeur du dit lot numéro cent cinq, pour communiquer tant à pied qu'en voiture dans le dit lot numéro cent quatre à la rue Sainte-Émélie. Lequel passage a été établi par acte passé devant M^{re} J.-A. Landry, notaire, le 4 mars 1895, et enregistré à Hochelaga et Jacques-Cartier sous le numéro 55,785.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$500.00 sera exigé de tout enchérisseur avant de recevoir son enchère suivant jugement de l'honorable juge Bruneau, daté le 26 mars 1924.

Bureau du shérif,
Montréal, 26 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1561—13-2

Le shérif,
-L.-J. LEMIEUX.

sion of original lot number seventeen hundred and twenty two (1722-104), on said official plan and book of reference of the parish of Montreal; bounded to the northeast by part of lot 1728 of the parish of Montreal, to the southwest by a part of lot one hundred and four, to the southeast by part of lot number 1722-105 and on the other side to the northwest by part of lot number 1722-104, of said official plan and book of reference—with the buildings and dependencies thereon erected and subject to a servitude of passage existing over the whole width of said lot number one hundred and five, to communicate both on foot and with vehicles in said lot number one hundred and four to Sainte Emélie Street. Which passage was established by deed passed before J. A. Landry, Esq., notary, the 4th of March, 1895, and registered at Hochelaga and Jacques Cartier, under number 55,785.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the FIRST day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$500.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his bid, pursuant to a judgment of the Honourable Judge Bruneau, dated the 26th of March, 1924.

Sheriff's office,
Montreal, March 26, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1562—13-2

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: HARRY LAZARO-
No 1605. VITCH, demandeur;
contre J.-H. GALT, des cité et district de Montréal, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de "Montreal Russian Bath", défendeur.

Un lot ayant front sur la rue Durocher, dans la cité d'Outremont, district de Montréal, et étant la demi-partie sud du lot de la ré-subdivision numéro dix-neuf, subdivision numéro trois, du lot original numéro trente-deux (S. $\frac{1}{2}$ 32-3-19), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, et borné en front par la rue Durocher, en arrière par une ruelle en commun, au côté sud par la ré-subdivision numéro vingt de la subdivision trois du dit lot originaire numéro trente-deux, et au côté nord par le résidu de la dite ré-subdivision numéro 32-3-19—avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle en arrière.

Avec les bâtisses sus-érigées portant le numéro civique No 527 de la dite rue Durocher. Les murs de chaque côté de la dite bâtisse sont mitoyens avec les propriétés adjoignantes.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif,
Montréal, 26 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1563—13-2

Le shérif,
L.-J. LEMIEUX.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: HARRY LAZARO-
No. 1605. VITCH, plaintiff; against
J. H. GALT, of the city and district of Montreal, and there carrying on business alone under the firm name of Montreal Russian Bath, defendant.

A lot fronting on Durocher Street, in the city of Outremont, district of Montreal, and being the south half of lot re-subdivision number nineteen, subdivision number three of the original lot number thirty two (S. $\frac{1}{2}$ 32-3-19), of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by one hundred feet in depth, English measure, more or less, and bounded in front by Durocher Street, in rear by a lane in common, on the south side by re-subdivision number twenty of subdivision three of the said original lot number thirty two, and on the north side by the residue of said re-subdivision number 32-3-19—with the right of passage in common with others in the lane in rear.

With the buildings thereon erected bearing the civic number 527 of said Durocher Street. The walls on either side of said building are *mitoyens* with the adjoining premises.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office,
Montreal, March 26, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1564—13-2

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } **GÉDEON BEAUCHE-**
 District de Nicolet, } **MIN.** demandeur;
 No 425. vs **JOSEPH JUTRAS,**
 défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults, étant la moitié sud-ouest du lot numéro deux (2) de la concession sud-est du rang Saint-Patrice, maintenant la moitié sud-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-quatre (184) du cadastre officiel du Comté de Nicolet, pour la dite paroisse de Sainte-Brigitte-des-Saults contenant un arpent et demi (1½) de largeur sur la profondeur qu'il y a entre le chemin de la dite concession et la ligne seigneuriale, environ quatre arpents (4); bornée, la dite moitié, comme suit: En front au chemin public, en profondeur au canton de Wendover, d'un côté au reste du dit lot No cent quatre-vingt-quatre (184) et de l'autre côté au lot No cent quatre-vingt-cinq (185) du dit cadastre—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de Sainte-Brigitte-des-Saults, comté de Nicolet, le **DOUZIÈME** jour de **MAI**, mil neuf cent vingt-quatre, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **L.-P.-H. BOURK.**
 Nicolet, 5 avril 1924. 1755—15-2
 [Première publication, le 12 avril 1924]

PONTIAC

Cour de circuit.—District de Pontiac.

Province de Québec, } **JOSEPH-A. LEGRIS,**
 No 1276. } demandeur; vs **DAME**
MELVINA BOURDON, défenderesse.

La partie est du lot No 12 A, et la partie est du lot No 13, dans le septième rang du canton de Guigues, dans le comté de Témiscamingue, dans la province de Québec—avec les bâtisses et dépendances dessus construites et y appartenant.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale, dans le canton de Guigues, dans le comté de Témiscamingue, Québec, le **VINGTIÈME** jour de **MAI** 1924, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, **BERNARD J. SLOAN.**
 Bryson, Qué., 13 avril 1924. 1879—16-2
 [Première publication, le 19 avril 1924]

QUÉBEC

Québec, à savoir: } **ROBERT DE LACHE-**
 No 1257. } **VROTIÈRE,** notaire, de
 la cité de Québec; contre **DAME ARTHEMISE**
BOUCHARD, veuve de feu David Landry, en
 son vivant navigateur, du même lieu.

La subdivision No 37 (trente-sept), du lot No 509 (cinq cent neuf), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant

NICOLET

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **GÉDEON BEAUCHE-**
 District of Nicolet, } **MIN.** plaintiff; vs
 No. 425. **JOSEPH JUTRAS,** de-
 fendant.

A farm situate in the parish of Sainte-Brigitte des Saults, being the southwest half of lot number two (2) of the southeast concession of Saint Patricks' range, now the southwest half of lot number one hundred and eighty four (184) of the official cadastre of the county of Nicolet, for the said parish of Sainte-Brigitte des Saults, containing one arpent and a half (1½) in width by the depth there may be between the road of the said concession and the seigniorial line, about four (4) arpents; bounded the said half as follows: in front by the public road, in depth by the township of Wendover, on one side by the residue of said lot No. one hundred and eighty four (184) and on the other side by lot No. one hundred and eighty five (185) of said cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte-Brigitte des Saults, county of Nicolet, the **TWELFTH** day of **MAY**, one thousand nine hundred and twenty four, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. P. H. BOURK,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
 Nicolet, April 5, 1924. 1756—15-2
 [First publication, April 12, 1924]

PONTIAC

Circuit Court.—District of Pontiac.

Province of Quebec, } **JOSEPH A. LEGRIS,**
 No. 1276. } plaintiff; vs **DAME**
MELVINA BOURDON, defendant.

The east part of lot No. 12 A and the east part of lot No. 13, in the seventh range of the township of Guigues, in the county of Temiskaming, in the Province of Quebec—with the buildings and appurtenances thereunto belonging and appertaining.

To be sold at the parish church door, in the township of Guigues, in the County of Temiskaming, Que., on the **TWENTIETH** day of **MAY** 1924, at **TEN** of the clock in the forenoon.

BERNARD J. SLOAN,

Sheriff's Office, **Sheriff.**
 Bryson, Que., April 13, 1924. 1880—16-2
 [First publication, April 19, 1924]

QUEBEC

Quebec, to wit: } **ROBERT DE LACHE-**
 No. 1257. } **VROTIÈRE,** notary, of
 the city of Quebec; against **DAME ARTHE-**
MISE BOUCHARD, widow of the late David
 Landry, in his lifetime sailor, of the same place.

The subdivision No. 37 (thirty seven) of lot No. 509 (five hundred and nine), of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec,

un emplacement situé sur la 4^{ème} rue—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 3 avril 1924. 1681—14-2
[Première publication, 5 avril 1924]
[Deuxième publication, 19 avril 1924]

being an emplacement situate on 4th Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 3, 1924. 1682—14-2
[First publication, April 5, 1924]
[Second publication, April 19, 1924]

Québec, à savoir : } O. CHALIFOUR, INC.,
No 2618. } corps politique et
incorporé, des cité et district de Québec; contre
LEON PARENT, Jr, de Québec.

La subdivision No 551 (cinq cent cinquante et un) du lot No 508 (cinq cent huit) du cadastre officiel pour Saint-Roch Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un terrain situé sur la onzième rue—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 3 avril 1924. 1683—14-2
[Première publication, 5 avril 1924]
[Deuxième publication, 19 avril 1924]

Québec, to wit : } O. CHALIFOUR INC.,
No. 2618. } a body politic and
corporate, of the city and district of Quebec;
against LEON PARENT, Jr., of Quebec.

The subdivision No. 551 (five hundred and fifty one) of lot No. 508 (five hundred and eight) of the official cadastre for Saint Roch North, now Jacques Cartier Ward, of the city of Quebec, being a lot of land situate on the Eleventh Street—circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 3, 1924. 1684—14-2
[First publication, April 5th, 1924]
[Second publication, April, 19th 1924]

Québec, à savoir : } DAME JULIE GIGNAC,
No 1563. } veuve de feu J.-Alfred-O. Frenette, de Cap-Canté, comté de Portneuf; contre JOSEPH GAUTHIER, de la cité de Québec, peintre décorateur.

Le lot No 555-4-B (cinq cent cinquante-cinq-quatre—B) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur le côté nord de la rue Saint-Joseph, mesurant vingt-cinq pieds et trois pouces de front sur cinquante-neuf pieds de profondeur, plus ou moins; avec aussi le droit de mitoyenneté dans les murs de division de chaque côté de la propriété—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 16 avril 1924. 1917—16-2
[Première publication, le 19 avril 1924]
[Deuxième publication, le 3 mai 1924]

Québec, to wit : } DAME JULIE GIGNAC,
No. 1563. } widow of the late J. Alfred O. Frenette, of Cap Santé, county of Portneuf; against JOSEPH GAUTHIER, of the city of Quebec, painter and decorator.

The lot No. 555-4-B (five hundred and fifty five-four-B) of the official cadastre for Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on the north side of Saint Joseph Street, measuring twenty five feet and three inches in front, by fifty nine feet in depth, more or less; also with right of *mitoyenneté* in the division walls on each side of the property—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, the TWENTY THIRD day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Quebec, April 16, 1924. 1918—16-2
[First publication, April 19, 1924]
[Second publication, May 3, 1924]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } ALCIDE THERRIEN,
No 3049. } de la paroisse de Saint-Casimir, fermier; contre OLIVIER LEFEBVRE, de Grondines, à savoir:

Avis est par le présent donné que les lots en troisième, quatrième, cinquième et sixième lieu décrits et qui devaient être vendus à la porte de l'église paroissiale de Grondines, comté de Portneuf, le onzième jour d'avril 1924, seront vendus le NEUVIEME jour de MAI prochain, au même endroit, à DIX heures du matin.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, E. AUGER.
Québec, 16 avril 1924. 1919

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } ALCIDE THERRIEN, of
No. 3049. } the parish of Saint Casimir, farmer; against OLIVIER LEFEBVRE, of Grondines, to wit:

Notice is hereby given that the lots thirdly, fourthly, fifthly and sixthly described, formerly announced to be sold at the door of the parochial church of Grondines, county of Portneuf, the eleven th day of April 1924, will be sold the NINTH day of MAY next, at the same place, at TEN o'clock in the forenoon.

E. AUGER,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Quebec, April 16, 1924. 1920.

RICHELIEU

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Province de Québec, } **H. WALLACE**
 District de Richelieu. } **STROUD**, mar-
 No 142. } chand, de la cité de
 Montréal, district de Montréal, y faisant affaires
 sous les nom et raison sociale de "W. D. Stroud &
 Sons", demandeur; contre EDMOND DAU-
 PLAISE, marchand, de Saint-Pie-de-Guire, com-
 té d'Yamaska, district de Richelieu, défendeur, à
 savoir:

Une portion de terre située en la paroisse de
 Saint-Pie-de-Guire, de la contenance de trois per-
 ches de front sur douze perches de profondeur,
 étant connue et décrite au cadastre officiel pour la
 paroisse de Saint-Pie-de-Guire, comme étant les
 lots numéros trois cent soixante-treize et trois
 cent quatre-vingt-treize (Nos 373 et 393).

Pour être vendue à la porte de l'église de la pa-
 roisse de Saint-Pie-de-Guire, MERCREDI, le
 TRENTIEME jour du mois d'AVRIL prochain
 (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
 Sorel, 24 mars 1924.

[Première publication, 29 mars 1924]

1541-13-2

FIERI FACIAS.

Province of Quebec, } **H. WALLACE**
 District of Richelieu. } **STROUD**, merchant,
 No. 142. } of the city of Montreal,
 district of Montreal, and there carrying on busi-
 ness under the firm name and style of "W. D.
 Stroud & Sons", plaintiff; against EDMOND
 DAUPLAISE, merchant, of Saint Pie de Guire,
 county of Yamaska, district of Richelieu, defen-
 dant, to wit:

That certain parcel of land situate in the parish
 of Saint Pie de Guire, containing three perches in
 front by twelve perches in depth, being known
 and designated on the official cadastre for the
 parish of Saint Pie de Guire, as being the lots
 numbers three hundred and seventy three and
 three hundred and ninety three (Nos. 373 and
 393).

To be sold at the door of the parish of Saint Pie
 de Guire, on WEDNESDAY, the THIRTIETH
 day of the month of APRIL next, 1924, at TEN
 o'clock in the forenoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's office,

Sheriff.

Sorel, March 24, 1924.

[First publication, March 29, 1924]

1542-13-2

RIMOUSKI

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.

No 9166. } **HARRIS ABATTOIR CO., LTD.,**
 } Montréal; vs JOSEPH SER-
 VAIS, Rimouski, à savoir:

1. Les lots Nos trois cent quarante-quatre et
 trois cent quarante-cinq au cadastre officiel de la
 paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski;

2. Partie du lot No deux cent vingt et un au
 cadastre officiel de la ville de Rimouski, étant un
 terrain de 90 pieds de front sur 90 de profondeur;
 borné au nord, à Octave Bellavance, à l'est à
 Chs Lalonde, au sud à la rue Saint-Joseph, à
 l'ouest à Adélard Rousseau—avec bâtisses sus
 construites, à charge de la rente foncière de \$15.00
 due à Laurent Lepage, pour l'avenir.

Pour être vendus au bureau du shérif, en la
 ville de Rimouski, le VINGT ET UN MAI pro-
 chain, 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, CHS DANJOU.
 Rimouski, 16 avril 1924.

[Première publication, 19 avril 1924]

1933-16-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 9166 } **HARRIS ABATTOIR CO.,**
 } LTD., Montreal; vs JOSEPH
 SERVAIS, Rimouski, to wit:

1. The lots Nos three hundred and forty four
 and three hundred and forty five of the official
 cadastre of the parish of Saint Germain de
 Rimouski;

2. Part of lot No. two hundred and twenty one
 of the official cadastre of the town of Rimouski,
 being a lot of land of 90 feet in front by 90 feet
 in depth; bounded to the north by Octave Bella-
 vance, to the east by Chs Lalonde, to the south
 by Saint Joseph Street and to the west by
 Adélard Rousseau—with the buildings thereon
 erected, subject to a ground rent of \$15.00 due
 to Laurent Lepage, for the future.

To be sold at the Sheriff's office, in the town of
 Rimouski, the TWENTY FIRST day of MAY
 next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS DANJOU,

Sheriff's office,

Sheriff.

Rimouski, April 16, 1924.

[First publication, April 19, 1924]

1934-16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Rimouski.

No 9159. } **A. B. DUPUIS, Québec ; vs**
 } **HENRI SIROIS, Rimous-**
 ki, à savoir:

1. Partie du lot No deux cent quatre-vingt-un
 au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ger-
 main-de-Rimouski, étant un terrain de 45 pieds
 de front sur 90 de profondeur, compris dans les
 clôtures actuelles; borné au nord au chemin de
 la Cie Price Porritt, à l'est et au sud, à Dame Z.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Rimouski.

No. 9159. } **A. B. DUPUIS, Quebec ; vs**
 } **HENRI SIROIS, Rimous-**
 ki, to wit:

1. Part of lot No. two hundred and eighty one
 of the official cadastre of the parish of Saint
 Germain de Rimouski, being a parcel of land of
 45 feet in front by 90 feet in depth, enclosed
 between the present fences; bounded to the
 north by the road of the Price Porritt Co., to

Sirois et à l'ouest à Pierre Proulx—avec grange dessus construite;

2. Partie du lot No deux cent quatre-vingt-un au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, étant un terrain de un arpent et trois quarts de front sur cinq de profondeur; borné au nord à la Cie Price Porritt, à l'est à Adélard Lepage, au sud partie à Pierre Fournier ou représentants et partie à Jos. Brisson, à l'ouest partie à Jean Gagnon et partie à la Cie Price Porritt;

3. Partie du lot No deux cent quatre-vingt-un au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Germain-de-Rimouski, étant un terrain de 100 pieds de front sur le chemin, sur 125 de profondeur, mesure anglaise; borné au nord et à l'est à Dame Z. Sirois, au sud au chemin de la Cie Price Porritt, à l'ouest à Jean Gagnon—avec bâtisses sus construites et dépendances, à charge de la rente foncière de \$6.00 par année pour l'avenir.

Pour être vendues au bureau du shérif, en la ville de Rimouski, le VINGT ET UN MAI prochain, 1924, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,
Rimouski, 16 avril, 1924.

[Première publication, 19 avril 1924]

1931—16-2

the east and south by Dame Z. Sirois and to the west by Pierre Proulx—with the barn thereon erected;

2. Part of lot No. two hundred and eighty one of the official cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski, being a piece of land of one arpent and three quarters in front by five in depth; bounded to the north by the Price Porritt Co., to the east by Adélard Lepage, to the south partly by Pierre Fournier or representatives and partly by Jos. Brisson, to the west partly by Jean Gagnon and partly by the Price Porritt Co.;

3. Part of lot No. two hundred and eighty one of the official cadastre of the parish of Saint Germain de Rimouski, being a lot of land of 100 feet in front on the road by 125 in depth, English measure; bounded to the north and to the east by Dame Z. Sirois, to the south by the road of the Price Porritt Co., to the west by Jean Gagnon—with the buildings thereon erected and dependencies, subject to a ground rent of \$6.00 per year, for the future.

To be sold at the Sheriff's office, in the town of Rimouski, the TWENTY FIRST of MAY next, 1924, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CHS DANJOU,

Sheriff.

Sheriff's office,

Rimouski, April 16, 1924.

[First publication, April 19, 1924]

1932—16-2

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

District de Roberval. } BASILE NERON, cultivateur, de Métabetchouan, demandeur; vs ALBERT DUCHENE et GEORGES DUCHENE, tous deux du même endroit, défendeurs, à savoir:

1. Un terrain de figure triangulaire, mesurant deux acres en superficie, plus ou moins, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro quarante-cinq (Ptie No 45), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Caron; borné au nord à la rivière Kouspeganish, à l'est au lot numéro quarante-quatre-B et à l'ouest au chemin public—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

2. Les lots de terre maintenant connus et désignés sous les numéros trente-neuf, quarante, quarante et un, quarante-deux, quarante-trois, (Nos 39, 40, 41, 42 et 43), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Caron—avec appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jérôme, Métabetchouan, MARDI, le VINGTIÈME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif,
Roberval, le 16 avril 1924.

GEO. LEVESQUE.
1935—16-2

[Première publication, le 19 avril 1924]

FIERI FACIAS.

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } P. T. LEGARE, Lt. District de Québec, } P. TEE, corps politique et incorporé ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

District of Roberval, } BASILE NERON, farmer, of Métabetchouan, plaintiff; vs ALBERT DUCHENE and GEORGES DUCHENE, both of the same place, defendants, to wit:

1. A piece of land of triangular figure measuring two acres in superficies, more or less, forming part of the lot of land now known and designated under the number forty five (Pt. No. 45), of the official cadastral plan and book of reference for the fourth range of the township of Caron; bounded to the north by the river Kouspeganish, to the east by lot number forty four-B and to the west by the public road—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

2. The lots of land now known and designated under numbers thirty nine, forty, forty one, forty two and forty three (Nos. 39, 40, 41, 42 and 43), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Caron—with appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Jérôme, (Métabetchouan), on TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Roberval, April 16, 1924.

1936—16-2

[First publication, April 19, 1924]

FIERI FACIAS.

Magistrate's Court.

Province of Québec, } P. T. LEGARE, LTD. District of Québec, } P. a body politic and corporate having its head-office and principal place of business in the city

en la cité et le district de Québec, demanderesse; vs ISMAEL GIRARD & AL, de la paroisse de Saint-Prime, district de Roberval, défendeurs.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Prime, de figure irrégulière, faisant partie du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro treize-A (Pt. 13-A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le premier rang du Canton Ashuapmouchouan, mesurant cent quarante-huit pieds dans la ligne sud-est et cent soixante-cinq pieds dans la ligne sud-ouest, cette dernière ligne étant tirée perpendiculairement à la route de la station; le dit emplacement est borné comme suit: au sud-est à la route de la station, au nord au terrain de la Cie du chemin de fer James Bay & Eastern et au sud-ouest au reste du dit lot No 13-A—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prime, MERCREDI, le TRENTIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 25 mars 1924.
[Première publication, le 29 mars 1924]
1565—13-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } P.-T. LEGARE, LIM-
District de Québec. } P. TEE, corps politique
No 4741. } et incorporé ayant son
bureau-chef et sa principale place d'affaires en la
cité et district de Québec, demanderesse; contre
JOSEPH-LOUIS LACHANCE ET AL., de Nor-
mandin, défendeurs, à savoir:

La partie nord-est du lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro trente et un (partie N. E. No 31), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du rang nord du canton Normandin, contenant environ vingt-huit arpents de profondeur sur la largeur du dit lot; bornée comme suit: au nord-est au canton Albanel, au sud-ouest à la décharge du gouvernement, à environ 28 arpents du canton Albanel, tenant du côté nord-ouest à Aug. Guimont, et du côté sud-est à Philéas Laliberté ou représentants, tel que le tout se trouve actuellement—circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 25 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1567—13-2

FIERI FACIAS.

Cour supérieure.

Province de Québec, } STANISLAS TROT-
District de Roberval } TIER, de Saint-Sta-
No 4167. } nislus, Co. Champlain,
demandeur; vs DANIEL LAMBERT, de Nor-
mandin, défendeur, et AUGUSTIN CANTIN,
de Normandin, cultivateur, Tiers-saisi défaillant,
à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro dix-sept-A (No 17-A), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Normandin—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

and district of Québec; plaintiff; vs ISMAEL GIRARD ET AL, of the parish of Saint Prime, district of Roberval, defendants.

An emplacement situate in the parish of Saint Prime, of irregular figure, forming part of the lot of land now known and designated under number thirteen-A (Pt. 13-A), on the official cadastral plan and book of reference for the first range of the township of Ashuapmouchouan, measuring one hundred and forty eight feet in the southeast line and one hundred and sixty five feet in the southwest line, this latter line being drawn perpendicular to the road of the Station; the said emplacement being bounded as follows: to the southeast by the road of the Station; to the north by the land of the James Bay & Eastern Railway Co., and to the southwest by the residue of said lot No. 13-A—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Prime, on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of APRIL next, (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff
Roberval, March 25, 1924.
[First publication, March 29th, 1924]
1566—13-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } P. T. LEGARE, LIM-
District of Québec. } P. ITED, a body politic
No. 4741. } and corporate having its
head-office and its principal place of business in
the city and district of Québec, plaintiff; against
JOSEPH LOUIS LACHANCE ET AL., of Nor-
mandin, defendants, to wit:

The northeast part of the lot of land now known and designated under number thirty one (N. E. Pt. No. 31), on the official cadastral plan and book of reference of the north range of the township of Normandin, containing about twenty eight arpents in depth by the width of said lot; bounded as follows: to the northwest by the township of Albanel, to the southwest to the Government discharge, at about 28 arpents from the township of Albanel, to the northwest side by Aug. Guimont, and to the southeast side by Philéas Laliberté or representatives, as the whole now subsists—circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cyrille de Normandin, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of APRIL next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's office, Sheriff
Roberval, March 25, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1568—13-2

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } STANISLAS TROT-
District of Roberval } TIER, of Saint
No. 4167. } Stanislas, County of
Champlain, plaintiff; vs DANIEL LAMBERT,
of Normandin, defendant, and AUGUSTIN
CANTIN, of Normandin, farmer, garnishee
defaulting, to wit:

The lot of land now known and designated under the number seventeen A (No. 17-A), on the official cadastral plan and book of reference for the fifth range of the township of Normandin—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille-de-Normandin, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain (1924), à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Cyrille de Normandin, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of APRIL next (1924), at TEN o'clock in the forenoon.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, le 25 mars 1924.
[Première publication, le 29 mars 1924]
1569—13-2

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office,
Roberval, March 25, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1570—13-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 9. } JOSEPH - ETIENNE LUTELLIER, bijoutier, de la ville de Mégantic, comté de Frontenac, dans le district de Saint-François, demandeur; contre JOSEPH BLANCHET, cultivateur, de la ville de Mégantic, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur: Les lots numéros 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675 du cadastre officiel de la ville de Mégantic—avec les bâtisses et autres améliorations dessus faites et érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès-de-Mégantic, MARDI, le VINGTIEME jour de MAI, mil neuf cent vingt-quatre, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, ce 14 avril 1924.
[Première publication, 19 avril 1924]
1905—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Saint-François.

No 981. } GEORGE BRETON, rentier, de la ville de Mégantic, comté de Frontenac, dans le district de Saint-François, demandeur; contre ALFRED POMERLEAU, de la ville de Mégantic, district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur: Les lots numéros 56 et 57 nord-est du premier rang du canton de Whitton-Sud.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Agnès-de-Mégantic, à Mégantic, MARDI, le VINGT-NEUVIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-quatre, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C.-E. THERRIEN.
Sherbrooke, 24 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1571—13-2

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 9. } JOSEPH ETIENNE LUTELLIER, jeweler, of the town of Megantic, county of Frontenac, in the district of Saint Francis, plaintiff; against JOSEPH BLANCHET, farmer, of the town of Megantic, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant: The lots numbers 1637, 1638, 1639, 1640, 1641, 1642, 1643, 1644, 1645, 1646, 1647, 1648, 1649, 1650, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655, 1656, 1657, 1658, 1659, 1660, 1661, 1662, 1663, 1664, 1665, 1666, 1667, 1668, 1669, 1670, 1671, 1672, 1673, 1674, 1675 of the official cadastre of the town of Megantic—with the buildings and other improvements thereon erected and made.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Agnes de Megantic, on TUESDAY, the TWENTIETH day of MAY, one thousand nine hundred and twenty four, at ONE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's office,
Sherbrooke, April 14, 1924.
[First publication, April 19, 1924]
1906—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 981. } GEORGES BRETON, annuitant, of the town of Megantic, county of Frontenac, in the district of Saint Francis, plaintiff; against ALFRED POMERLEAU, of the town of Megantic, district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to the said defendant: The lots numbers 56 and 57 northeast of the first range of the township of Whitton South.

To be sold at the door of the church of the parish of Sainte Agnès de Mégantic, at Mégantic, on TUESDAY, the TWENTY NINTH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty four, at ONE o'clock in the afternoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff's Office,
Sherbrooke, March 24, 1924.
[First publication, March 29, 1924]
1572—13-2

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Terrebonne.
Canada, }
Province de Québec, } **GODFROY DAOUST,**
No 1960. } de Saint-André-d'Ar-
genteuil, défendeur; vs
JEAN-BAPTISTE GUILBAULT, du même
lieu, demandeur.

Comme appartenant au dit demandeur l'immeuble suivant, savoir:

Ce lopin de terre ou emplacement situé dans le village de Saint-André, comté d'Argenteuil, autrefois connu comme la moitié sud du lot No quatre, Place du Marché, contenant un arpent et quart en front par deux arpents en profondeur, et maintenant désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-André, sous le No quarante et un—avec une maison et autres bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-André-d'Argenteuil, dit district, le TRENTIEME jour d'AVRIL mil neuf cent vingt-quatre, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, J.-W. CYR.
Sainte-Scholastique, 10 mars 1924.
[Première publication, le 29 mars 1924]
1519—13-2

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir: } **HENRI PAREN-**
No 267. } **TEAU,** deman-
deur; contre **EUCARISTE DUPONT,** défen-
deur.

Comme appartenant audit défendeur:

Un terrain situé au village Saint-Georges, mesurant un quart d'arpent de largeur sur un arpent de profondeur; borné en front par le chemin public; en arrière par le terrain de Henri Parenteau, représentant Xavier Langevin; du côté nord-est par Rév. M. Denoncourt, et d'autre côté par le Dr J.-D.-F. Paquin, représentant Onésime Vézina; faisant partie du lot numéro mille vingt-quatre (ptie No 1024), du cadastre hypothécaire de Notre-Dame-du-Mont-Carmel—avec maison y érigée, circonstances et dépendances.

Avis est par le présent donné que la vente de l'immeuble saisi dans la présente cause, qui devait avoir lieu à onze heures du matin, le septième jour de février dernier 1924, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, dans le comté de Champlain, aura lieu le QUINZIEME jour de MAI prochain 1924, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Georges, dans le comté de Champlain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
PHI.-L. LASSONDE.

Bureau du shérif,
Trois-Rivières, 16 avril 1924.
[Première publication, 19 avril 1924]
1929

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Terrebonne.
Canada, }
Province of Quebec, } **GODFROY DAOUST,**
No. 1960. } of Saint André
d'Argenteuil, defendant;
vs **JEAN-BAPTISTE GUILBAULT,** of the same
place, plaintiff.

As belonging to the said plaintiff the following immovable, to wit:

That certain parcel of land or emplacement situate in the village of Saint Andrews, in the parish of Saint Andrews, county of Argenteuil, formerly known as the south half of lot No. four, Market Square; containing one quarter of one arpent in front by two arpents in depth and now designated on the official plan and in the book of reference of the said parish of Saint Andrews under the No. forty one (41)—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial Catholic church of the parish of Saint André d'Argenteuil, said district, the THIRTIETH day of APRIL, one thousand nine hundred and twenty four, at TWO o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,

Sheriff's office,
Sainte-Scholastique, March 10, 1924.
[First publication, March 29th, 1924]
1520—13-2

THREE RIVERS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit: } **HENRI PAREN-**
No. 267. } **TEAU,** plaintiff;
against **EUCARISTE DUPONT,** defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

A lot of land situate in the village of Saint Georges, measuring one quarter of one arpent in width by one arpent in depth; bounded in front by the public road; in rear by the land of Henri Parenteau, representing Xavier Langevin; on the northeast side by the Rev. Mr. Denoncourt and on the other side by Doctor J. D. F. Paquin, representing Onésime Vézina; forming part of the lot number one thousand and twenty four (Pt. No. 1024), of the official cadastre of Notre Dame du Mont Carmel—with the house thereon erected, circumstances and dependencies.

Notice is hereby given that the sale of the immovable seized in the present cause, formerly announced to take place at eleven o'clock in the forenoon, the seventh day of February last 1924, at the door of the church of the parish of Saint Georges, in the county of Champlain, will take place the FIFTEENTH day of MAY next, 1924, at the door of the church of the parish of Saint Georges, in the county of Champlain, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.

Three Rivers, April 16, 1924.
[First publication, April, 19th 1924]
1930

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District de Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir:) **JOSEPH T. JACOB,**
No 652.) demandeur; vs
DAME CLARISSE TRUDEL et **VIR**, défende-
resse.

Comme appartenant à la dite défenderesse,
savoir:

1. Une terre située en la paroisse de Saint-Tite, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trois cent trente-sept (Ptie No 337), sur les plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Tite, contenant deux arpents et six pieds de largeur environ sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, le dit terrain étant de forme irrégulière occasionnée par la rivière des Envies; bornée en front aux terres du Ruisseau le Bourdais, en profondeur à la rivière des Envies, joignant au nord-est au numéro trois cent trente-neuf, Roger St-Cyr et Amédée Pothier, et au sud-ouest à Martial Massicotte—avec une grange dessus construite;

2. Une autre terre située dans la dite paroisse de Saint-Tite, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro trois cent trente-neuf (Ptie No 339), sur les dits plan et livre de renvoi officiels, de la contenance d'un arpent et demi et vingt-quatre pieds de largeur sur environ quinze arpents de profondeur; bornée en front à Roger St-Cyr, en profondeur au terrain d'Amédée Pothier, au nord-est à Siméon Léveillé, et au sud-ouest à Dame Clarisse Trudel, la défenderesse.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, en la ville de Saint-Tite, le VINGT et UNIÈME jour de MAI prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, **PHI.-L. LASSONDE,**
Trois-Rivières, 15 avril 1924. 1907—16-2
[Première publication, le 19 avril 1924]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir:) **MARIE GAUTHIER**
No 775.) demanderesse; vs
JOHNNY PERRON, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur, savoir:

Deux lots de terre situés dans la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, du côté ouest de la rivière Batiscan, connus et désignés sous les numéros trois cent cinquante-neuf et trois cent soixante (Nos 359 et 360), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Adelphe, dans le comté de Champlain, le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain 1924, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, **PHI.-L. LASSONDE.**
Trois-Rivières, le 24 mars 1924.
[Première publication, 29 mars 1924]
1543—13-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit:) **JOSEPH T. JACOB,**
No. 652.) plaintiff; vs **DAME**
CLARISSE TRUDEL et **VIR**, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

1. A farm situate in the parish of Saint Tite, known and designated as forming part of lot number three hundred and thirty seven (Pt. No. 337), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Tite, containing about two arpents and six feet in width by thirty arpents in depth, more or less, the said tract of land being of irregular figure caused by the river Des Envies; bounded in front by the lands of Ruisseau le Bourdais, in depth by the river Des Envies, to the northeast by number three hundred and thirty nine, Roger St-Cyr and Amédée Pothier, and to the southwest by Martial Massicotte—with a barn thereon erected.

2. Another farm situate in the said parish of Saint Tite, known and designated as forming part of lot number three hundred and thirty nine (Pt. No. 339), on the said official plan and book of reference, containing one arpent and a half and twenty four feet in width by about fifteen arpents in depth; bounded in front by Roger St-Cyr, in depth by the land of Amédée Pothier, to the northeast by Siméon Léveillé and to the southwest by Dame Clarisse Trudel, the defendant.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Tite, in the town of Saint Tite, the TWENTY FIRST day of MAY next, 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, April 15, 1924.
[First publication, April 19, 1924]
1908—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit:) **MARIE GAUTHIER,**
No. 775.) plaintiff; vs **JOHNNY**
PERRON, defendant.

As belonging to the said defendant, to wit:

Two lots of land situate in the parish of Saint Adelphe, in the county of Champlain, on the west side of the river Batiscan, known and designated under the number three hundred and fifty nine and three hundred and sixty (Nos. 359 and 360), on the official plan and book of reference of the parish of Saint Stanislas.

To be sold at the door of the parish of Saint Adelphe, in the county of Champlain, the THIRTIETH day of APRIL next 1924, at TEN o'clock in the forenoon.

PHI. L. LASSONDE,
Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, March 24, 1924.
[First publication, 29th March, 1924]
1544—13-2

Arrêté en Conseil

Order in Council

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 17 avril 1924.

Quebec, April 17, 1924.

PRÉSENT:—Le lieutenant-gouverneur en Conseil.

PRESENT:—the Lieutenant-Governor in Council.

Il est ordonné que le droit régalien décrété par le paragraphe 6 de l'article 2347, des Statuts refondus de Québec, soit déterminé comme ci-après sur chaque peau d'animaux à fourrure pris ou tués dans la province, sauf la restriction du paragraphe 7 dudit article en faveur du chasseur résident qui fait la chasse lui-même et qui vend ses fourrures à une personne domiciliée dans la province:

It is ordered that the royalty enacted by paragraph 6 of article 2347 of Q.R.S. be fixed as hereunder, on each skin of fur bearing animal taken or killed in the Province, subject to the exception of paragraph 7 of said article in favour of the resident hunter who personally hunts or sells furs to a person domiciled in the Province.

Sur chaque peau de loutre,	\$ 1.50
" " " de castor,	1.00
" " " d'ours,	.60
" " " d'ours blanc,	1.00
" " " de loup cervier,	.50
" " " de marte,	1.00
" " " de pékan,	2.00
" " " de carcajou,	.50
" " " de loup,	.70
" " " de mouffette,	.10
" " " de vison,	.40
" " " de renard noir,	5.00
" " " de renard bleu,	1.75
" " " de renard croisé,	1.75
" " " de renard argenté,	10.00
" " " de renard blanc,	1.75
" " " de renard rouge,	.75
" " " de renard bâtard,	.50
" " " de chat sauvage,	.15
" " " de rat musqué,	.05
" " " de belette,	.05
" " " d'hermine,	.05
" " " de loup marin,	.10
" " " de chevreuil,	.10
" " " de caribou,	.10
" " " d'orignal,	.25

On each otter skin,	\$ 1.50
" beaver skin,	1.00
" bear skin,	.60
" white bear skin,	1.00
" lynx skin,	.50
" marten skin,	1.00
" pekan skin,	2.00
" carcajou skin,	.50
" wolf skin,	.70
" skunk skin,	.10
" mink skin,	.40
" black fox skin,	5.00
" blue fox skin,	1.75
" crossed fox skin,	1.75
" silver fox skin,	10.00
" white fox skin,	1.75
" red fox skin,	.75
" bastard fox skin,	.50
" raccoon skin,	.15
" muskrat skin,	.05
" weasel skin,	.05
" ermine skin,	.05
" seal skin,	.10
" deer skin,	.10
" caribou skin,	.10
" moose skin,	.25

Que de plus, sur chacune des autres fourrures ou peaux qui ne sont pas mentionnées plus haut, il soit perçu un droit régalien représentant 5% de sa valeur commerciale;

That moreover, on each fur-pelts or skins not mentioned above, there shall be collected a royalty representing 5% of its commercial value.

Qu'il soit strictement défendu aux officiers chargés de marquer les fourrures, sous peine de l'amende prévue par l'article 2358a desdits Statuts refondus de Québec, de se départir de l'instrument dont ils se servent, en faveur de qui que ce soit et sous aucun prétexte, sans au préalable avoir obtenu une autorisation écrite du ministre de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

That officers charged with the stamping of skins be strictly forbidden, under penalty of the fine prescribed by article 2358a of said Quebec Revised Statutes, to hand over the seal used by them to stamp the skins, to any person whomsoever, under any pretext, without previously obtaining a written authorization from the Minister of Colonization, Mines and Fisheries.

Que l'ordre en conseil No 1781 du 15 septembre 1920, sur le même sujet, soit révoqué.

That the Order in Council No. 1781 of the 15th September, 1920, on the same subject, be revoked.

Le greffier Conseil Exécutif,

A. MORISSET,

1939

A. MORISSET.

1940

Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette Officielle
de Québec, No 16Index of the Quebec Official
Gazette, No 16-

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Archambault vs Roy	1243
" Bérubé vs Souci	1241
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle	1242
" Bouchard vs Marcoux	1242
" Delongchamp vs Beupré	1241
" Doyle vs Bissonnette	1241
" Gagnon vs Fournier	1242
" Gardier vs Guittard	1242

Dme Archambault vs Roy	1243
" Bérubé vs Souci	1241
" Bessette vs Jeannotte dit Lachapelle	1242
" Bouchard vs Marcoux	1242
" Delongchamp vs Beupré	1241
" Doyle vs Bissonnette	1241
" Gagnon vs Fournier	1242
" Gardier vs Guittard	1242

Dme Genesse vs Fortin.....	1240	Dme Genesse vs Fortin.....	1240
" Gibeault vs Trudeau.....	1242	" Gibeault vs Trudeau.....	1242
" Harton vs Fournier.....	1242	" Harton vs Fournier.....	1242
" Leblanc vs Maynard.....	1243	" Leblanc vs Maynard.....	1243
" Leclerc vs Tétreault.....	1241	" Leclerc vs Tétreault.....	1241
" Ouellette vs Vannini.....	1241	" Ouellette vs Vannini.....	1241
" Thibodeau vs St-Germain.....	1240	" Thibodeau vs St-Germain.....	1240
ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—		ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY.—	
Emery vs Dame Amyot.....	1243	Emery vs Dame Amyot.....	1243
ANNONCEURS:—Avis aux:—	1221	ADVERTISERS:—Notice to:—	1221
ARRÊTÉ-EN-CONSEIL:—		ORDER-IN-COUNCIL:—	
Droits régaliens sur les peaux de fourrures.	1276	Royalty on fur-pelts or skins.....	1276
ASSEMBLÉE:—		MEETING:—	
Richelieu Bridge Company.....	1243	Richelieu Bridge Company.....	1243
AVIS DIVERS:—		MISCELLANEOUS NOTICES:—	
Association des Architectes de la province de Québec re Adamson, J. J.....	1244	Province of Quebec Association of Architects re Adamson, J. J.....	1244
Marcovitch, A., et al.....	1244	Marcovitch, A., et al.....	1244
COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:—		COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:—	
Dalhousie Lumber Co., Lt'd.....	1245	Dalhousie Lumber Co., Lt'd.....	1245
Stetson, Cutler & Co., Lt'd.....	1244	Stetson, Cutler & Co., Lt'd.....	1244
DÉPARTEMENTS DES TERRES ET FORÊTS:—		DEPARTMENT OF LANDS AND FORESTS:—	
Affermage de forces hydrauliques re rapides Ulverton-Kingsey.....	1235	Leasing of Water Power re Ulverton-Kingsey-falls.....	1235
Examen des mesureurs de bois.....	1235	Examination of Cullers.....	1235
DÉPARTEMENT DU TRÉSOR:—		TREASURY DEPARTMENT:—	
British American Ass., Co.....	1236	British American Ass., Co.....	1236
Caledonia Insurance Co.....	1238	Caledonia Insurance Co.....	1238
London Guarantee & Accident Co., Lt'd.	1238	London Guarantee & Accident Co., Lt'd.	1238
New Hampshire Fire Ins., Co.....	1236	New Hampshire Fire Ins., Co.....	1236
Scottish Metropolitan Ass., Co., Lt'd...	1238	Scottish Metropolitan Ass., Co., Lt'd...	1238
The British Canadian Ins., Co.....	1237	The British Canadian Ins., Co.....	1237
The Globe & Rutgers Fire Ins. Co.....	1239	The Globe & Rutgers Fire Ins. Co.....	1239
The Northern Ass., Co., Lt'd.....	1237	The Northern Ass., Co., Lt'd.....	1237
The Palatine Ins., Co.....	1237	The Palatine Ins., Co.....	1237
The Royal Exchange Assurance.....	1239	The Royal Exchange Assurance.....	1239
The Royal Scottish Ins., Co., Lt'd.....	1236	The Royal Scottish Ins., Co., Lt'd.....	1236
The Stuyvesant Insurance Company....	1239	The Stuyvesant Insurance Company....	1239
Western Assurance Company.....	1237	Western Assurance Company.....	1237
DÉPARTEMENT DE LA VOIRIE:—		ROADS DEPARTMENT:—	
Route Lévis-Jackman.....	1240	Lévis-Jackman Highway.....	1240
Route Régionale Montréal-Sherbrooke..	1239	Montreal-Sherbrooke Regional Highway.	1239
Route Régionale Montréal-Rouse's Point via St-Jean.....	1240	Montreal-Rouse's Point via St-Jean Regional Highway.....	1240
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Atlantic Lumber Co., Lt'd.....	1222	Atlantic Lumber Co., Lt'd.....	1222
Capitol Lunch Co., Lt'd.....	1225	Capitol Lunch Co., Lt'd.....	1225
C.-E. Leblanc, Limited.....	1232	C.-E. Leblanc, Limited.....	1232
Churchill Press Limited.....	1227	Churchill Press Limited.....	1227
Cie de Terrains Vinet, Itée—The Vinet Land Co., Lt'd.....	1229	Cie de Terrains Vinet, Itée—The Vinet Land Co., Lt'd.....	1229
Ewart G. Horne, Inc.....	1230	Ewart G. Horne, Inc.....	1230
Olympia Lunch Limited.....	1234	Olympia Lunch Limited.....	1234

MINUTES DE NOTAIRES :—

Baillargeon, Lucien.....	1245
Courtois, Arthur.....	1245

RATIFICATION DE TITRE:—

James Scott & Co., Lt'd.....	1246
Sherbrooke Footwear Co., Lt'd.....	1245

SOUSSIONS :—

Cité de Sorel.....	1248
Commission scolaire catholique de Water- loo.....	1249
Municipalité scolaire de Giffard.....	1249

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS :—

Canadian National Express Co.....	1250
Dominion Express Company.....	1250

VENTES—LOI DE FAILLITE :—

Biron, Benjamin.....	1254
Bouchard, A.....	1251
Chouinard, J.-I.....	1252
Gariépy & Cabana.....	1253
J. B. Tassé, Enr. (Reg'd).....	1252
Patenaude Carignan & Cie, ltée.....	1250
Pepin, Joseph.....	1255
Poulin, Georges.....	1252
Vézina, J.-A.....	1255

VENTE PAR LICITATION :—

Chartrand vs Chartrand <i>et al</i>	1257
Gagné vs Gagné <i>et al</i>	1256

VENTES PAR LES SHÉRIFS :—**ABITIBI :—**

La Cie Desjardins vs Dessureault.....	1258
---------------------------------------	------

ARTHABASKA :—

McMurray vs Massey.....	1259
Picotte vs Lampron.....	1258
Rousseau vs Rolston.....	1259
St-Onge vs Martin.....	1259

BEAUCE :—

Boulangier vs Létourneau.....	1260
Garneau vs Blais.....	1260

BEDFORD :—

Gauthier vs Tartre.....	1260
-------------------------	------

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Bouchard.....	1262
Tremblay vs Gravel.....	1261

GASPÉ :—

Jones vs Beaudin.....	1262
Roy vs Pelletier.....	1262

MONTCALM :—

Latour vs Miron <i>et vir</i>	1263
-------------------------------------	------

NOTARIAL MINUTES :—

Baillargeon, Lucien.....	1245
Courtois, Arthur.....	1245

CONFIRMATION OF TITLE:—

James Scott & Co., Lt'd.....	1246
Sherbrooke Footwear Co., Lt'd.....	1245

TENDERS :—

City of Sorel.....	1248
Catholic School Commission of Water- loo.....	1249
School municipality of Giffard.....	1249

SALE OF UNCLAIMED FREIGHT :—

Canadian National Express Co.....	1250
Dominion Express Company.....	1250

SALES—BANKRUPTCY ACT :—

Biron, Benjamin.....	1254
Bouchard, A.....	1251
Chouinard, J.-I.....	1252
Gariépy & Cabana.....	1253
J. B. Tassé, Enr. (Reg'd).....	1252
Patenaude Carignan & Cie, ltée.....	1250
Pepin, Joseph.....	1255
Poulin, Georges.....	1252
Vézina, J.-A.....	1255

SALE BY LICITATION :—

Chartrand vs Chartrand <i>et al</i>	1257
Gagné vs Gagné <i>et al</i>	1256

SHERIFF'S SALES :—**ABITIBI :—**

La Cie Desjardins vs Dessureault.....	1258
---------------------------------------	------

ARTHABASKA :—

McMurray vs Massey.....	1259
Picotte vs Lampron.....	1258
Rousseau vs Rolston.....	1259
St-Onge vs Martin.....	1259

BEAUCE :—

Boulangier vs Létourneau.....	1260
Garneau vs Blais.....	1260

BEDFORD :—

Gauthier vs Tartre.....	1260
-------------------------	------

CHICOUTIMI :—

Gagnon vs Bouchard.....	1262
Tremblay vs Gravel.....	1261

GASPÉ :—

Jones vs Beaudin.....	1262
Roy vs Pelletier.....	1262

MONTCALM :—

Latour vs Miron <i>et vir</i>	1263
-------------------------------------	------

MONTMAGNY:—

Audet vs Lessard.....	1265
Blais vs Fournier.....	1213
Lavergne vs Cie Industrielle de St-François, ltée.....	1264

MONTREAL:—

Cité de Montréal vs Beaver Heights, Lt'd	1266
Cité de Montréal vs Johnston.....	1266
Crédit Canadien, incorporé vs Viau....	1265
Crédit Foncier Franco Canadien vs Jodoin.....	1266
Lazarovitch vs Galt.....	1267

NICOLET:—

Beauchemin vs Jutras.....	1268
---------------------------	------

PONTIAC:—

Legris vs Bourdon.....	1268
------------------------	------

QUÉBEC:—

de Lachevrotière vs Bouchard.....	1268
Gignac vs Gauthier.....	1269
O. Chalifour, Inc. vs Parent.....	1269
Therrien vs Lefebvre.....	1269

RICHELIEU:—

W. D. Stroud & Sons vs Dauplaise.....	1270
---------------------------------------	------

RIMOUSKI:—

Dupuis vs Sirois.....	1270
Harris Abattoir Co., Lt'd vs Servais....	1270

ROBERVAL:—

Néron vs Duchêne <i>et al</i>	1271
P.-T. Légaré, ltée vs Girard <i>et al</i>	1272
P.-T. Légaré, ltée vs Lachance <i>et al</i>	1271
Trottier vs Lambert.....	1272

SAINT-FRANÇOIS:—

Breton vs Pomerleau.....	1273
Letellier vs Blanchet.....	1273

TERREBONNE:—

Daoust vs Guilbault.....	1274
--------------------------	------

TROIS-RIVIÈRES:—

Gauthier vs Perron.....	1275
Jacob vs Trudel <i>et vir</i>	1275
Parenteau vs Dupont.....	1274

MONTMAGNY:—

Audet vs Lessard.....	1265
Blais vs Fournier.....	1263
Lavergne vs Cie Industrielle de St-François, ltée.....	1264

MONTREAL:—

City of Montreal vs Beaver Heights, Lt'd	1266
City of Montreal vs Johnston.....	1266
Crédit Canadien, incorporé vs Viau....	1265
Crédit Foncier Franco Canadien vs Jodoin.....	1266
Lazarovitch vs Galt.....	1267

NICOLET:—

Beauchemin vs Jutras.....	1268
---------------------------	------

PONTIAC:—

Legris vs Bourdon.....	1268
------------------------	------

QUÉBEC:—

de Lachevrotière vs Bouchard.....	1268
Gignac vs Gauthier.....	1269
O. Chalifour, Inc. vs Parent.....	1269
Therrien vs Lefebvre.....	1269

RICHELIEU:—

W. D. Stroud & Sons vs Dauplaise.....	1270
---------------------------------------	------

RIMOUSKI:—

Dupuis vs Sirois.....	1270
Harris Abattoir Co., Lt'd vs Servais....	1270

ROBERVAL:—

Néron vs Duchêne <i>et al</i>	1271
P. T. Légaré, Lt'd vs Girard <i>et al</i>	1272
P. T. Légaré, Lt'd vs Lachance <i>et al</i>	1271
Trottier vs Lambert.....	1272

SAINT-FRANCIS:—

Breton vs Pomerleau.....	1273
Letellier vs Blanchet.....	1273

TERREBONNE:—

Daoust vs Guilbault.....	1274
--------------------------	------

THREERIVERS:—

Gauthier vs Perron.....	1275
Jacob vs Trudel <i>et vir</i>	1275
Parenteau vs Dupont.....	1274

